

UNE BANQUE ENGAGÉE ET RESPONSABLE, AU SERVICE DE SES CLIENTS

QUEL REGARD PORTEZ-VOUS SUR LES RÉSULTATS 2013?

La conjoncture économique a été peu porteuse en 2013, toutefois, les activités opérationnelles du Groupe BMCI ont bien résisté et on peut souligner la hausse du nombre de clients de 5,6%. Confiante dans l'avenir et avec le soutien de son actionnaire de référence le Groupe BNP Paribas, la BMCI poursuit sa politique de développement, à la fois ambitieuse et réaliste, en investissant dans la modernisation de ses infrastructures et le développement de ses ressources humaines.

On peut également rappeler la solidité financière de la BMCI, dont les ratings Fitch (AAA pour le long terme et F1+ pour le court terme, sur une échelle nationale) ont été confirmés en 2013 et figurent parmi les meilleurs au Maroc. Le Groupe BMCI affiche également une solvabilité très élevée, avec un ratio de solvabilité consolidé de 14,8%, largement au-dessus du seuil minimum réglementaire.

Enfin, la BMCI a continué en 2013 à jouer pleinement son rôle d'acteur responsable pour le développement économique du Maroc, avec un ratio

«Crédits/Dépôts» de 118%. Dans un environnement plus difficile, la Banque est plus que jamais engagée auprès de l'ensemble de ses clients afin d'accompagner leurs projets.

EN QUOI CONSISTE LA POLITIQUE RSE MISE EN PLACE PAR LA BANQUE?

La politique RSE mise en place par la BMCI, à l'instar du Groupe BNP Paribas, s'inscrit dans cette même volonté d'être un acteur économique responsable et engagé auprès de son environnement économique et social. Consciente de sa responsabilité auprès de ses collaborateurs, de ses clients et de la société dans sa globalité, la BMCI a lancé sa démarche RSE, qui s'appuie sur quatre piliers : responsabilité économique, sociale, civique et environnementale. Cette démarche vient structurer des actions déjà mises en place depuis de nombreuses années au sein de la Banque, notamment concernant la responsabilité civique avec la Fondation BMCI, mais aussi en développer d'autres, surtout dans le domaine du développement durable et de la responsabilité environnementale (NDLR : voir le cahier «RSE» ci-contre pour plus de détails).





SELON VOUS, QUEL MOT QUALIFIE LE MIEUX L'ANNÉE 2013 POUR LA BMCI?

2013 a été placée sous le signe de la proximité. Nous avons fait de la proximité avec nos clients un axe fort de nos actions. Ainsi, dans un souci d'assurer plus de proximité et de satisfaction pour nos clients, la BMCI a poursuivi le développement de son réseau : agences Retail mais aussi agences Entreprises et Centres de Banque Privée en région.



Cette proximité renforcée avec nos clients s'est également exprimée à travers les campagnes de communication menées. Ainsi, pour la première fois, le Corporate Banking a lancé une campagne institutionnelle mettant en avant la proximité et la qualité de la relation. Le Retail Banking a également multiplié les prises de parole en veillant à s'adresser de façon spécifique à chaque catégorie de clientèle, à l'instar de la campagne dédiée aux professionnels.



Enfin, la BMCI est allée à la rencontre de ses clients, notamment à travers la participation à de grands salons tels que le SIAM ou les SMAP IMMO; mais aussi l'organisation de nombreuses conférences par le Corporate Banking ainsi que la Banque Privée.

La BMCI a également pris le soin de renforcer sa proximité avec ses collaborateurs, à travers une politique de développement RH ambitieuse et des outils innovants tels que My Development ou E-jobs.

On peut aussi souligner que la proximité a été un levier fort d'action pour la Fondation BMCI, comme l'illustrent l'engagement des cadres BMCI qui se sont portés bénévoles pour les étudiants FME, l'implication des directeurs d'agence dans le programme bibliothèques de classe, ou encore l'hommage rendu par le programme « Coup de Pouce » aux collaborateurs engagés dans des actions de terrain.

QUELLES SONT LES PERSPECTIVES POUR 2014?

2014 sera, pour la BMCI, une nouvelle année riche en événements et en projets structurants, avec une ambition très forte de développement, afin de devenir la banque de référence de nos clients au Maroc. Nous pouvons compter, pour cela, sur la mobilisation et l'expertise de nos équipes, ainsi que sur des infrastructures modernisées et de qualité.



Dans un souci de qualité de service et de satisfaction de nos clients, nous avons fait de la proximité client un axe fort de nos actions en 2013



La BMCI a une ambition très forte de développement, afin de devenir la banque de référence de nos clients au Maroc et peut s'appuyer sur la qualité et la mobilisation de ses équipes pour y parvenir.



Mourad CHERIF
Président du Conseil de Surveillance



Laurent DUPUCH
Président du Directoire

GOUVERNANCE

AU 31 DÉCEMBRE 2013

PRÉSIDENTS D'HONNEUR

Mohamed BENKIRANE et Mustapha FARIS

CONSEIL DE SURVEILLANCE

PRÉSIDENT

Mourad CHERIF

VICE-PRÉSIDENT

Michel PEBEREAU

MEMBRES

- Christian AUBIN
 - Mohamed Hassan BENSALAH
 - Mustapha FARIS
 - Alain FONTENEAU
 - Sofia MERLO
 - Philippe TARTELIN
- BNP PARIBAS
BDDI-Participations,
représentée par Jean-François BANDINI
 - AXA ASSURANCE MAROC,
représentée par Michel HASCOET
 - SANAD ASSURANCE
représentée par Mustapha BAKKOURY

DIRECTOIRE

PRÉSIDENT

Laurent DUPUCH

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Rachid MARRAKCHI

MEMBRES

Idriss BENSMAÏL
Directeur du Corporate Banking

Alain DALLARD
Secrétaire Général

François GUILLON
Directeur du Retail Banking

MEMBRES DU DIRECTOIRE

Laurent DUPUCH
Président du Directoire



Rachid MARRAKCHI
Directeur Général



Idriss BENSMAÏL
Directeur du Corporate Banking



Alain DALLARD
Secrétaire Général



François GUILLON
Directeur du Retail Banking

CHIFFRES CLÉS CONSOLIDÉS

AU 31 DÉCEMBRE 2013

En dépit d'une conjoncture économique peu porteuse, le Groupe BMCI marque une bonne résistance de ses activités opérationnelles, avec un nombre de clients en hausse de 5,6 %, et poursuit son plan d'investissement et de développement de ses ressources humaines. Ainsi, 22 agences ont été ouvertes et 335 nouveaux collaborateurs ont rejoint le Groupe BMCI.

DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE¹

À fin décembre 2013, les dépôts moyens de la clientèle se sont établis à 39,9 milliards de dirhams en progression de 2 % par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Les ressources à vue, ont augmenté de 2,1 % pour se situer à 24,8 milliards de dirhams. Cette hausse est notamment due au développement du réseau d'agences (+6,6 %) et à la croissance du nombre de clients (+5,6 %).

CRÉDITS PAR CAISSE A LA CLIENTÈLE²

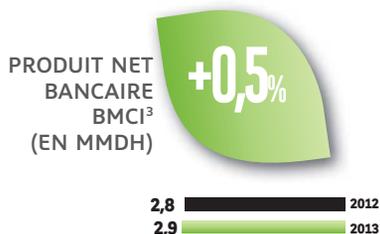
Les crédits par caisse à la clientèle s'établissent à 48,5 milliards de dirhams avec une baisse de 3,4 % par rapport à décembre 2012. Toutefois, ce recul s'est inscrit dans une conjoncture économique peu favorable.

ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE²

Confirmant le rôle de la BMCI en tant qu'acteur majeur dans le financement des activités de commerce international, les engagements par signature ont atteint 22,4 milliards de dirhams à fin 2013 enregistrant ainsi une augmentation de 2,6 % par rapport à décembre 2012.

PRODUIT NET BANCAIRE CONSOLIDÉ

Le produit net bancaire consolidé s'est élevé au 31 décembre 2013 à 3,1 milliards de dirhams, en légère baisse de 0,9 %. La marge d'intérêt a baissé de 2,1 % pour s'établir à 2,6 milliards de dirhams à fin 2013. Par ailleurs, les autres rubriques ont connu une hausse de 4,8 % pour atteindre 572,6 millions de dirhams au 31 décembre 2013. Le produit net bancaire de la banque BMCI affiche une progression de 0,5 % par rapport à 2012.



FRAIS DE GESTION CONSOLIDÉS

Les frais de gestion consolidés augmentent de 5,4 % par rapport au 31 décembre 2012 pour s'élever à 1,5 milliard de dirhams compte tenu de l'impact des investissements réalisés pour le développement du réseau commercial (avec 22 ouvertures d'agences en 2013) et des plateformes informatiques et opérationnelles. Le Groupe BMCI fait également du développement de ses ressources humaines une priorité, avec un effectif en hausse de 5,2 % pour atteindre 3213 collaborateurs. Ces derniers ont bénéficié d'actions de formation ciblées et continues. Le coefficient d'exploitation est de 47,3 %, un des meilleurs du marché marocain.

RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION CONSOLIDÉ

Le résultat brut d'exploitation consolidé affiche une baisse de 6 % pour atteindre 1,6 milliard de dirhams.

COÛT DU RISQUE CONSOLIDÉ

Dans un environnement économique plus difficile, le coût du risque consolidé est en augmentation de 27,9 % à 588,1 millions de dirhams. Toutefois, rapporté aux volumes des engagements, il reste maîtrisé.

RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ PART DU GROUPE

Au final, le résultat net part du groupe BMCI s'est établi à 639,9 millions de dirhams, en baisse de 20,3 % par rapport au 31 décembre 2012.

RATINGS OBTENUS DE FITCH

L'agence internationale de rating FITCH a reconduit les notes attribuées à la BMCI l'année dernière :

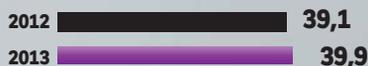
Note à long terme: AAA (mar) • **Perspective d'évolution de la note à long terme:** Stable

Note à court terme: F1+ (mar) • **Note de soutien extérieur:** 2

L'excellent niveau des notes obtenues conforte la solidité financière de la BMCI et sa capacité à se conformer aux standards internationaux.

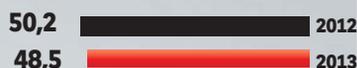
DÉPÔTS DE LA
CLIENTÈLE¹
(EN MMDH)

+2%



CRÉDITS PAR
CAISSE A LA
CLIENTÈLE²
(EN MMDH)

-3,4%

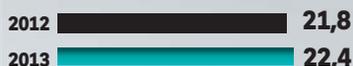


+2,6%

ENGAGEMENTS
PAR SIGNATURE²
(EN MMDH)

PRODUIT NET
BANCAIRE
CONSOLIDÉ
(EN MMDH)

-0,9%

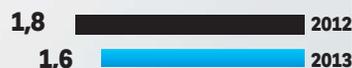


+5,4%

FRAIS DE GESTION
CONSOLIDÉS
(EN MMDH)

RÉSULTAT BRUT
D'EXPLOITATION
CONSOLIDÉ
(EN MMDH)

-6%

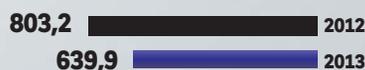


+27,9%

COÛT DU RISQUE
CONSOLIDÉ
(EN MDH)

RÉSULTAT NET
CONSOLIDÉ PART
DU GROUPE
(EN MDH)

-20,3%



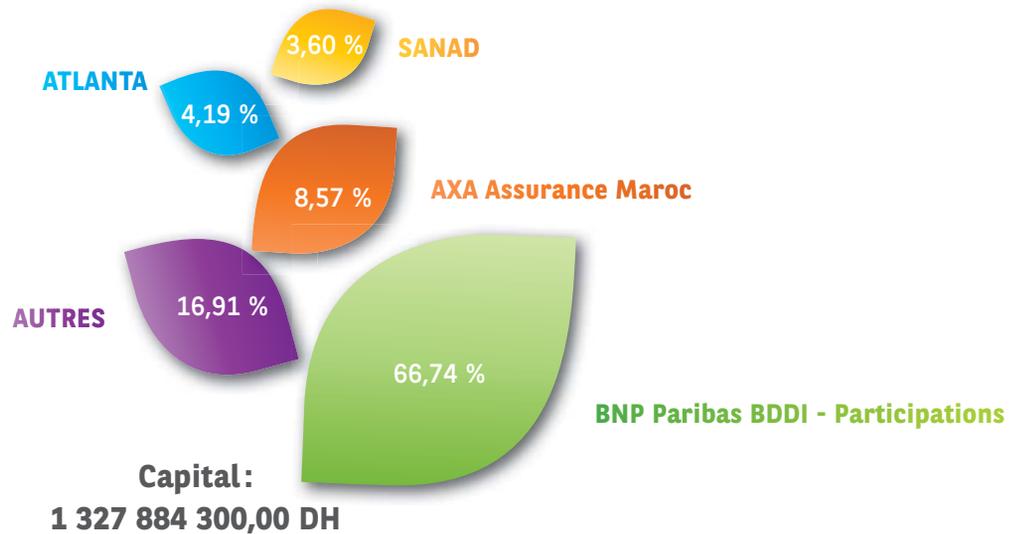
¹ Volumes moyens Banque BMCI, Hors certificats de dépôt - ² Volumes moyens Banque BMCI - ³ Comptes sociaux

CHIFFRES CLÉS BMCI

AU 31 DÉCEMBRE 2013

STRUCTURE DU CAPITAL

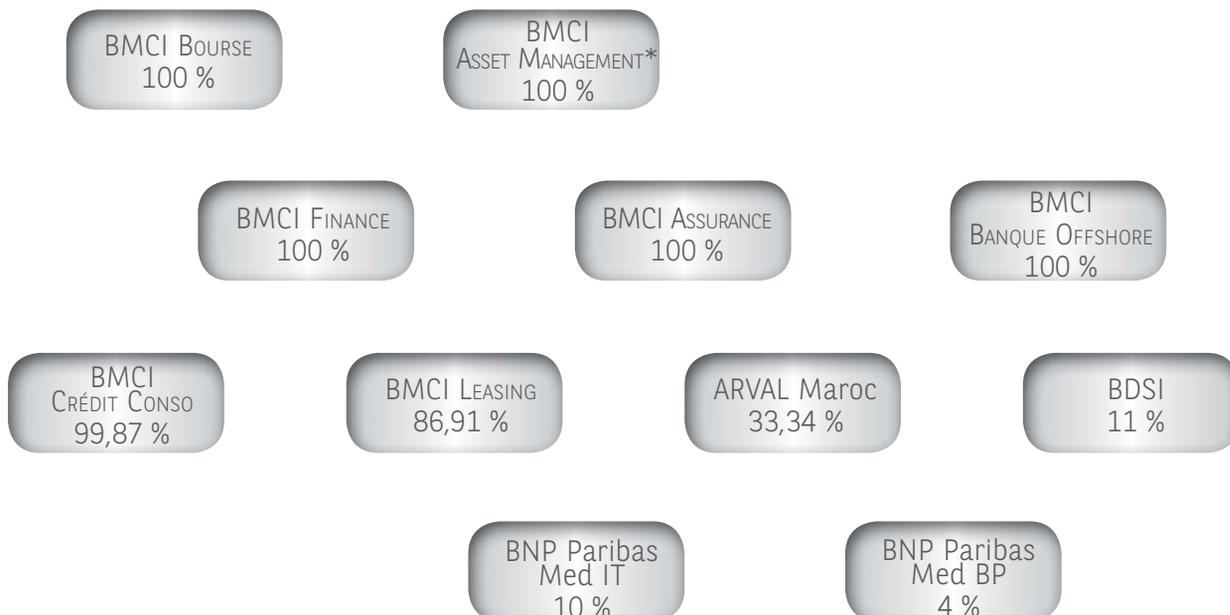
AU 31 DÉCEMBRE 2013



NB: Les actions de la BMCI sont dématérialisées et cotées en Bourse des Valeurs de Casablanca. Les titres des principaux actionnaires indiqués ci-contre sont inscrits en compte auprès de la BMCI. Nous ne pouvons connaître l'identité des porteurs d'actions BMCI dont les titres sont inscrits auprès des confrères.

STRUCTURE DES PARTICIPATIONS

AU 31 DÉCEMBRE 2013



*BMCI Gestion change de dénomination sociale et devient BMCI Asset Management au 15 juillet 2013.

TABLEAU DE BORD DE L'ACTIONNAIRE

AU 31 DÉCEMBRE 2013

EN MILLIERS DE DH	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Capital social	1 000 272	1 055 135	1 283 592	1 327 884	1 327 884	1 327 884	1 327 884	1 327 884
Capitaux propres part du groupe	3 528 044	4 313 525	6 520 826	7 084 660	7 236 701	7 720 226	8 187 202	8 454 277
Résultat net part du groupe	550 883	763 268	780 604	747 270	787 594	813 344	803 245	639 949
Evolution sur l'année	12 %	39 %	2 %	-4 %	5 %	3 %	-1 %	-20 %
Total bilan consolidé	46 280 448	58 977 193	63 726 533	64 875 335	66 302 138	71 787 472	70 671 003	67 012 871
Evolution sur l'année	15 %	27 %	8 %	2 %	2 %	8 %	-2 %	-5 %
Capitalisation boursière	10 402 829	12 081 296	11 809 046	12 282 927	13 677 205	12 017 350	11 034 716	10 490 284

Fondamentaux boursiers (en DH)

Bénéfice par action consolidé	55,07	72,34	60,81	56,28	59,31	61,25	60,49	48,19
Actif net par action consolidé	352,71	408,81	508,01	533,53	544,98	581,39	616,56	636,67
Dividende par action	40	20	40	50*	25	25	30	30
Plus bas	765	1041	796	750	820	790	715	700
Plus haut	1 389	1 400	1 158	1 000	1 078	1 130	910	850
Derniers cours	1 040	1 145	920	925	1 030	905	831	790
PER	18,88	15,83	15,13	16,44	17,37	14,78	13,74	16,39
P/B	2,95	2,80	1,81	1,73	1,89	1,56	1,35	1,24
P/O (%)	74,75	31,68	70,46	82,27	40,57	39,46	53,78	65,94
D/Y (%)	3,85	1,75	4,35	5,41	2,43	2,76	3,61	3,80

* Notons que 50 dirhams ont été distribués pour les actions 1^{ère} ligne et 25 dirhams pour les actions 2^e ligne.

PER = cours / bénéfice par action

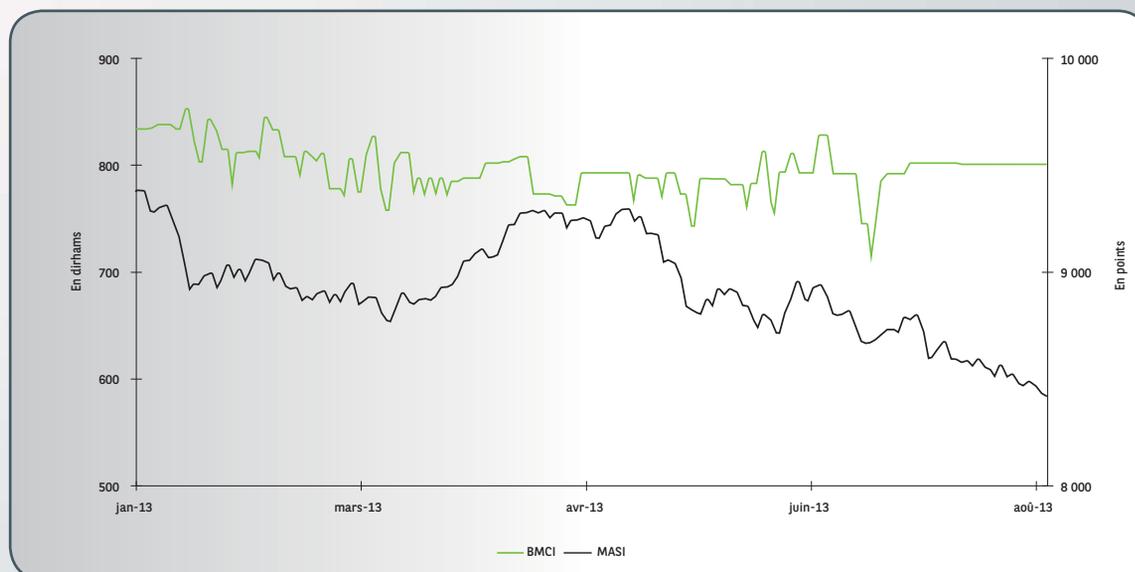
P/B = cours / actif net par action

P/O % = taux de distribution du dividende

D/Y % = rendement du dividende

COURS DE L'ACTION

AU 31 DÉCEMBRE 2013



MASI: Moroccan All Shares Index.

Indice de la capitalisation boursière de toutes les valeurs cotées au niveau de la Bourse de Casablanca.

NOS MÉTIERS ET SERVICES

Banque innovante et réactive, la BMCI poursuit une politique ambitieuse de développement, en forte synergie avec son actionnaire de référence, le Groupe BNP Paribas, l'une des 6 banques les plus solides au monde selon Standard & Poors. Engagée au quotidien auprès de ses clients afin de construire un véritable partenariat, constructif et durable, la BMCI s'implique également au sein de la collectivité, dont elle est partie prenante, à travers les actions de sa Fondation. Vous êtes le changement, nous sommes la banque pour un monde qui change.

DES SERVICES RÉPONDANT AUX BESOINS DE SES CLIENTS

La BMCI dont l'actionnaire de référence est le Groupe BNP Paribas, exerce une activité de banque universelle, qui s'adresse à tout type de clientèle : Particuliers (y compris les Marocains Résidant à l'Étranger), Professionnels et Entreprises.

Pour mieux satisfaire les besoins de ses clients, le Groupe BMCI met à leur disposition, à travers son réseau de plus de 350 agences au Maroc, toute l'expertise et le savoir-faire de ses filiales et métiers spécialisés.

UNE AMÉLIORATION CONSTANTE DE LA QUALITÉ DE SERVICE

Fitch a confirmé pour l'année 2013 les notes F1+ et AAA, correspondant aux meilleures notes sur une échelle nationale, ce qui conforte la solidité financière de la BMCI et sa position de référence dans le secteur bancaire marocain.

Certifiée ISO 9001 version 2008 pour ses activités documentaires, ses virements internationaux, ses garanties internationales reçues, ainsi que pour l'ensemble des processus de son activité monétique (cartes et GAB), la BMCI occupe une position de référence dans le domaine du commerce international, grâce notamment aux Trade Centers BNP Paribas de Casablanca et de Tanger, rattachés au réseau des Trade Centers du Groupe BNP Paribas.

RETAIL BANKING

La BMCI propose des solutions adaptées aux besoins et attentes de ses clients :

- **Banque au quotidien**: des offres packagées de produits et services autour d'un compte bancaire pour gérer au mieux votre argent au quotidien.
- **Moyens de paiement et de retrait**
- **Banque à distance** (Centre de Relations Clients,

Serveur Vocal interactif, Bmci Net, SMS)

- **Solutions de financement sur mesure** (Crédit Habitat, Crédit Conso, Crédit Auto...)
- **Valorisation d'un capital**
- **Assistance et prévoyance**
- **Transfert d'argent.**

Par ailleurs, BMCI-BNP Paribas Banque Privée se place au côté de chacun de ses clients pour le conseiller dans les différentes composantes de la gestion de son patrimoine, le servir dans la durée et en toutes circonstances, et lui apporter l'expertise et la solidité des Groupes BMCI et BNP Paribas.

En 2013, l'offre de produits a été enrichie pour couvrir davantage les besoins exprimés par les clients :

- L'offre de packages destinée aux Professionnels propose deux formules « Confort » et « Prestige »
- Lancement de E-Valeurs qui permet aux Professionnels de consulter en ligne les données chèques, lettre de change normalisée, bordereaux de remise et valeurs impayées
- Mise en place d'une offre de parrainage destinée aux Marocains Résidents à l'Étranger
- Nouvelle offre avantageuse pour les virements à l'étranger destinée à la clientèle internationale.

En 2013, le modèle de banque orienté « Satisfaction Client » a été affirmé, des formations ont été dispensées aux collaborateurs du réseau de façon à proposer à tous nos clients une relation de proximité et personnalisée et d'améliorer davantage le niveau de leur satisfaction. Cette stratégie orientée sur la satisfaction des clients a nécessité la création d'un Pôle de Conduite du Changement pour accompagner les équipes du réseau et elle est appuyée par un dispositif de sollicitation performant et personnalisé, en fonction de la spécificité des marchés, des besoins et des attentes exprimés par les clients, ainsi que leurs projets. 2013 a également été marquée par





un effort de communication sans précédent, qui vient accompagner le modèle orienté satisfaction client, notamment avec une campagne dédiée aux Professionnels, ainsi que la création d'une nouvelle marque BMCI Médical pour mieux servir les Professions Libérales de Santé.

CORPORATE BANKING

La nouvelle organisation du Corporate Banking mise en place depuis 2 ans est axée sur la Proximité et l'Expertise, afin de répondre à l'ambition de la BMCI de devenir la banque de référence pour la clientèle Entreprises à travers :

- le redéploiement du réseau de Centres d'Affaires;
- le renforcement permanent des expertises avec l'appui du Groupe BNP Paribas;
- un interlocuteur unique, le Relationship Manager, à même de mobiliser l'ensemble du Groupe et des experts Métiers pour répondre aux attentes et problématiques des clients Corporate.

Pivot central de ce nouveau dispositif, le Relationship Manager accompagne et conseille les clients Entreprises, en proposant des solutions adaptées aux besoins spécifiques de chaque entreprise en termes de :

- **Financement de la croissance;**
- **Gestion des flux et du cycle d'exploitation;**
- **Développement du commerce à l'international;**
- **Gestion des risques;**
- **Fidélisation des salariés.**

En 2013, le Corporate Banking BMCI a amélioré sa couverture territoriale afin d'assurer une relation

de proximité avec les clients entreprises et de les accompagner dans leur développement. La BMCI a ainsi ouvert en 2013 deux agences Entreprises à Berrechid et Ait Melloul, des antennes Leasing à Agadir et Tanger, ainsi que des antennes Cash Management à Rabat et Agadir. La BMCI dispose désormais de 12 Centres d'Affaires et 6 Agences Entreprises couvrant l'ensemble du Royaume.

Par ailleurs, la BMCI a développé son offre de produits Cash Management afin d'offrir à ses clients les meilleures solutions pour répondre à leurs besoins. L'année 2013 a ainsi été marquée par le lancement de solutions innovantes relatives aux moyens de paiement :

- BMCI e-chèques, permettant la numérisation des chèques dans les locaux des clients grands remettants;
 - Une refonte complète de l'offre de prélèvement automatique de masse;
 - Une nouvelle offre pour la carte Cash Entreprises;
- Par ailleurs, plusieurs solutions (Webdoc, Connexis Cash et BMCI e-valeurs) ont été améliorées et enrichies.

Le Corporate Banking BMCI a ainsi affiché des performances satisfaisantes pour chaque segment de clientèle (Large Corporate, Multinationals, Commercial et Institutionnels), grâce à un dispositif d'animation dédié. L'année 2013 a également vu le renforcement du Desk Institutionnel, avec la mise en place d'une offre dédiée pour les Large Associations et Public Associations.

LES FILIALES ET MÉTIERS SPÉCIALISÉS DU GROUPE BMCI

• ARVAL

pour la location longue durée de véhicules ;

• BMCI Assurance

pour le courtage en assurance ;

• BMCI Banque Offshore

pour le financement et la gestion des opérations en devises ;

• BMCI Bourse

pour l'intermédiation boursière ;

• BMCI Asset Management

pour la gestion d'actifs ;

• BMCI Leasing

pour le crédit-bail mobilier et immobilier ;

• BMCI Développement

pour le capital développement ;

• BMCI Finance

pour le conseil et l'ingénierie financière ;

• BMCI Securities Services

Services de compensation et de conservation, services corporate trust, fonction dépositaire ;

• BMCI Crédit Conso

pour le crédit à la consommation ;

• Trade Center BNP Paribas

Commerce International et Trade Development ;

• Salle des Marchés ;

• Cash Management ;

• Factoring ;

• Financements structurés ;

• Promotion immobilière ;

• Banque privée ;

• Conventions.

NOS ACTIVITÉS SUPPORTS

En 2013, la BMCI a poursuivi son plan d'investissement et de développement afin de contribuer à la réalisation des objectifs ambitieux de la banque. Les activités support participent aux projets stratégiques de conquête et de fidélisation des clients en offrant aux différentes lignes de métiers leur expertise. L'ensemble des collaborateurs partage la même culture «satisfaction client» et la BMCI met en place les moyens pour assurer la professionnalisation des compétences et la qualité de service rendue aux clients.

COMMUNICATION

Afin de maximiser la visibilité de sa marque et la promotion de ses solutions, la BMCI a lancé plusieurs campagnes de communication de large impact afin de proposer des solutions adaptées aux différentes catégories de clients particuliers (Campagne Jeunes actifs, Marocains Résidents à l'étranger, Étudiants Maroc et à l'étranger, ou encore « Ladies First » pour des solutions dédiées aux femmes). L'année a également été marquée par le lancement de la campagne « Services Pro Actifs » et celui d'une campagne de grande envergure destinée aux clients du Corporate Banking, en deux phases (mai et octobre).

La BMCI a participé à des salons d'envergure au Maroc et à l'étranger pour aller à la rencontre de ses différents publics, MRE, étudiants, professionnels et Entreprises. Par ailleurs, plusieurs événements clients ont été organisés au cours de l'année 2013. Soucieuse de développer des liens de plus grande proximité avec ses clients, la BMCI a innové en lançant en avril sa page Facebook officielle, qui compte désormais plus de 30000 fans.

Les résultats 2013 de l'étude menée annuellement par un cabinet spécialisé afin de mesurer l'attractivité de la marque montrent une évolution positive de la marque en matière de reconnaissance, d'appréciation et de plus grande proximité.

La communication interne a accompagné le lancement de projets stratégiques et les actualités importantes de la banque, via l'organisation d'événements (Campagne Pro, Journée d'Intégration) et la diffusion de supports d'information, disponibles en version papier et sur intranet.

CONFORMITÉ

Dans le cadre du projet Simple & Efficient, la Direction de la Conformité a mené en 2013, en collaboration avec la DCPG (Direction du Contrôle Permanent Groupe), un chantier d'optimisation du dispositif de contrôle de deuxième niveau.

En ce qui concerne le Risque Opérationnel, l'exhaustivité et la qualité de la collecte des incidents de risque opérationnel a été améliorée de façon significative en 2013. Par ailleurs, la mise à jour des cartographies des

risques entamée en 2012 s'est poursuivie, permettant d'identifier les actions à mettre en place pour la maîtrise des risques opérationnels majeurs.

Au niveau de l'activité Compliance, l'année 2013 a été marquée par le renforcement du dispositif de sécurité financière à travers la mise à jour des procédures. En matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, l'ensemble des outils du Pôle International Retail Banking du Groupe BNP Paribas sont déployés.

ORGANISATION ET SYSTÈMES D'INFORMATION

Dans un souci de recherche d'efficacité opérationnelle et de simplification des processus de décisions et de fonctionnement, la BMCI a lancé la phase de mise en œuvre des recommandations de la mission « Faàlia », qui a eu pour objectifs de cartographier et de mesurer les activités de la banque et d'identifier les mesures de redéploiement et de recrutement nécessaires.

Afin de centraliser l'ensemble des incidents et des demandes utilisateurs, un Help Desk a été mis en place, avec un numéro unique et un Serveur Vocal Interactif permettant la gestion des appels entrants. Depuis sa mise en place, plus de 5000 appels par mois sont enregistrés en moyenne, avec un taux de décroché supérieur à 95 %.

L'année 2013 a été marquée également par la réorganisation de la MOA (maîtrise d'ouvrage) pour une véritable expertise métier. Les équipes MOA ont été étoffées et structurées par métier selon une nouvelle procédure de gestion du cycle de vie projet IT, définissant les rôles de chaque partie prenante du projet, les étapes et livrables de chaque phase. Des sessions de formation ont été organisées pour sensibiliser les correspondants métiers au changement induit par ce nouveau processus. Le plan d'action de l'année 2013 a été constitué de 140 projets ou évolutions suivis par les équipes MOA

PRODUCTION ET APPUI COMMERCIAL

Dans le cadre de l'amélioration continue de ses prestations et de sa démarche centrée client, la DPAC (Direction de la Production et de l'Appui Commercial) a connu 2 évolutions organisationnelles majeures



durant l'année 2013 :

- la création d'une nouvelle APAC (Agence de Production et d'Appui Commercial) Financement en septembre 2013, avec pour mission de regrouper les activités centrales liées aux engagements de la banque et d'en assurer le traitement opérationnel dans les meilleurs délais, avec une bonne couverture et maîtrise des risques. Le Service Production des Crédits, les cautions, les garanties et le petit contentieux font partie de cette nouvelle structure.
- la création d'un nouveau service back office monétique au niveau de l'APAC-Produit, regroupant l'ensemble des activités relatives aux opérations monétiques (Acquisition, Émission, Lutte contre la fraude).

Par ailleurs, la DPAC a mis en exergue le rôle de l'Appui Commercial de chaque APAC à travers la mise en place de réunions périodiques avec les métiers pour garantir une prestation de service à la hauteur de la qualité attendue. Les appuis commerciaux ont signé deux conventions avec la banque privée portant sur les Flux domestiques et les Produits.

RESSOURCES HUMAINES

En 2013, la Direction des Ressources Humaines s'est dotée d'une nouvelle organisation afin de se positionner en véritable partenaire stratégique pour servir des enjeux business de la BMCI. Une attention particulière a été accordée à la mobilité interne et la gestion de carrière. En 2013, plus de 485 mobilités ont été réalisées sur tout le Maroc. En parallèle, la plateforme « E-Jobs », accessible via intranet et internet, a contribué considérablement au succès de ces mobilités.

La DRH a renforcé sa présence dans les écoles et les universités au Maroc et à l'étranger et a substantiellement amélioré sa marque employeur, notamment à travers son site de e-recrutement, l'un des sites les plus visités au sein du Groupe BMCI.

La formation demeure un pilier dans le développement des compétences, avec 1 639 collaborateurs ayant bénéficié de 692 sessions de formation en 2013, ainsi que 1 600 collaborateurs ayant participé à la formation bancaire diplômante (brevet bancaire, ITB, CESB en partenariat avec HEC Paris). Le portail de formation en ligne « My Development » se positionne comme un outil de référence, avec 2 234 collaborateurs inscrits, 119 événements disponibles et 204 modules E-learning suivis.

SÉCURITÉ

La mise à niveau de plusieurs dispositifs de sécurité a été poursuivie en 2013 et notamment :

- le dispositif de sécurité dans les points de vente
- le programme d'aménagement et de sécurité des immeubles centraux
- la sécurité des systèmes d'information, en collaboration avec IRB Sécurité.

Par ailleurs, des tests PCA (Plan de Continuité d'Activité) ont été effectués au dernier trimestre 2013 pour s'assurer des moyens de résilience des activités des filiales. Afin de dispenser des formations sécurité à l'ensemble du personnel, le Centre de Formation a organisé des sessions de sensibilisation à la sécurité en général. D'autres formations thématiques ont également été dispensées sur les différents sites tout au long de l'année 2013.

STRATÉGIE ET QUALITÉ

Dans sa démarche d'amélioration continue des prestations fournies à ses clients, la BMCI a renouvelé avec succès la certification ISO 9001 version 2008 des activités documentaires, virements internationaux, garanties internationales reçues et financements en devises. Concernant le périmètre Monétique, qui a intégré en 2013 l'activité E-commerce, le Bureau Veritas a recommandé le maintien de la certification ISO 9001 sans aucune non-conformité. Cette réussite vient récompenser l'engagement de la BMCI dans sa démarche de progrès, ainsi que l'implication des différents acteurs du périmètre dans l'amélioration continue du système de management de la qualité.

Pour être à l'écoute de ses clients et de leurs attentes, la Direction de la Stratégie et de la Qualité a réalisé en 2013 plusieurs enquêtes : Audit de l'accueil téléphonique; Visites mystères au sein des agences; Enquête Satisfaction Clients pour les Particuliers & Professionnels; Enquête Satisfaction Entreprises. Les résultats de ces différentes enquêtes ont été satisfaisants et les pistes d'amélioration identifiées ont donné lieu à un plan d'action 2013-2014.

Dans la même optique, la BMCI a mis en place une structure centralisée de traitement des réclamations, rattachée à la Direction Stratégie et Qualité, garantissant une prise en charge efficace des réclamations de ses clients. Un nouveau processus est en cours de mise en place, tenant compte du standard du Groupe BNP Paribas et de la recommandation de Bank Al Maghrib.



LA BMCI EN 2013

LA BMCI SOUTIENT LE TENNIS AU MAROC

Pour la cinquième année consécutive, la BMCI a accompagné en qualité de Top Partenaire, le Grand Prix Hassan II de Tennis et le Grand Prix S.A.R Lalla Meryem.



LA BMCI CRÉÉ UN PÔLE « CHANGE MANAGEMENT »

Le pôle « Change Management » a pour mission d'accompagner les équipes commerciales pour faire évoluer leur posture commerciale vers le nouveau modèle orienté « satisfaction clients », afin d'offrir aux clients une relation personnalisée et de leur proposer des solutions adaptées à leurs besoins et projets. Des enquêtes sont menées toute l'année pour mesurer la satisfaction des clients et découvrir l'évolution de leurs attentes.



LA BMCI ACCOMPAGNE L'ÉCONOMIE MAROCAINE

La BMCI a participé à la 8^e édition du Salon International de l'Agriculture au Maroc. Les participants ont pu découvrir les différentes solutions d'accompagnement Corporate Banking BMCI et assister à deux conférences présentant des solutions pour le commerce international et la gestion des encaissements. Après avoir participé au salon international de la filière des fruits et légumes à Agadir en décembre 2012, le Corporate Banking réitère ainsi son soutien aux acteurs du secteur agricole.



Par ailleurs, la BMCI a sponsorisé la convention d'affaires Aerospace Meetings Casablanca, qui a été l'occasion de présenter l'offre Corporate Banking et de confirmer la volonté de la BMCI d'accompagner l'essor de l'industrie aéronautique nationale.

AGENCE ENTREPRISES A AIT MELLOUL

La BMCI a étoffé sa présence dans la région de Souss Draa par la création d'une nouvelle agence Entreprises à Ait Melloul, rattachée au Centre d'Affaires d'Agadir.

UNE CAMPAGNE POUR LES CLIENTS PROFESSIONNELS

La BMCI a lancé une campagne de communication d'envergure à l'attention des professionnels afin de mettre en avant les solutions BMCI dédiées aux professions libérales, artisans et TPE. À l'occasion de cette campagne, le Retail Banking a organisé des réunions dans les principales villes du Maroc afin d'informer et de sensibiliser le réseau. La BMCI a été distinguée au sein du Groupe BNP Paribas en recevant le prix de la meilleure action commerciale 2013 de la région Méditerranée Afrique pour cette campagne.



LA BMCI À LA RENCONTRE DES MAROCAINS À L'ÉTRANGER

En 2013, la BMCI a renouvelé sa participation aux SMAP IMMO de Bruxelles (avril) et de Paris (mai), deux manifestations s'adressant aux Marocains résidants à l'étranger souhaitant investir dans l'immobilier.



DES DESKS DÉDIÉS POUR LES CLIENTS INSTITUTIONNELS ET LES MULTINATIONALES

Fin 2012, le Corporate Banking BMCI lançait le Desk Institutionnel (Desk II) afin d'assurer, en double coverage avec le réseau, le suivi des institutionnels, administrations publiques et Larges Associations, clients de la BMCI. Le Desk Multinationals (Desk MNC) a concrétisé 105 entrées en relation.

CONFÉRENCE DE LA BANQUE PRIVÉE

Les 23 et 24 octobre, la Banque Privée a convié ses clients à une conférence « Meet the Expert » sur le thème de la Haute Horlogerie, animée par un expert Cartier.



CAMPAGNE CORPORATE BANKING

En 2013, la BMCI a lancé pour la première fois une campagne institutionnelle Corporate Banking afin de renforcer son image de banque de référence auprès des entreprises. S'appuyant sur les problématiques actuelles de ses clients, cette nouvelle campagne, qui s'est déroulée en deux phases, s'inscrit dans le prolongement de la nouvelle posture de marque BMCI et de son territoire d'expression, en adéquation avec la démarche globale adoptée par la marque BNP Paribas à travers le monde.

STATUT « TOP RATED » POUR BMCI 2S

BMCI Security Services s'est démarquée en obtenant pour la première fois le statut « Top Rated » (le meilleur résultat de la catégorie) et s'est aussi vue distinguer pour la première fois dans l'enquête « Global Investor sub-custody survey ».

CAMPAGNE JEUNES ACTIFS

La BMCI a lancé la 2e édition de la campagne Jeunes Actifs du 6 décembre 2012 au 31 mars 2013, qui permet à la BMCI de s'inscrire dans une logique d'accompagnement du Jeune Actif dans les moments clés de sa vie, en lui apportant des solutions bancaires adaptées.



ACE MANAGER : LE MAROC CLASSÉ 7E

Grâce aux efforts conjugués de la DRH et du Retail Banking, le Maroc est entré cette année dans le top 10 du business game en ligne de BNP paribas, à la 7e place. Un jeune diplômé marocain a été classé premier au niveau national et 133e mondial et a été embauché en tant qu'analyste de crédits dans la région d'Agadir.

LA BANQUE PRIVÉE DÉVELOPPE SON ACTIVITÉ

En 2013, deux Centres de Banque Privée ont été créés à Agadir et à Fès, afin de pouvoir proposer les services exclusifs de BMCI-BNP Paribas Banque Privée aux clients BMCI dans les différentes régions du Maroc. Par ailleurs, BMCI-BNP Paribas Banque Privée est la première Banque Privée de la place à enrichir son offre financière en lançant des Certificats de Dépôts à taux révisibles.

PLATEFORME ÉLECTRONIQUE E BOND

La BMCI a participé avec succès au lancement de la plateforme électronique de trade sur les Bons du Trésor Marocains. Cette plateforme permet aux Intervenants en Valeur du Trésor (IVT) agréés par la BAM de pouvoir acheter et vendre entre eux des Bons du Trésor (BDT) de façon transparente.

OFFRE DE PARRAINAGE MRE

Dans le cadre de la campagne MRE été 2013, la BMCI a innové et lancé une offre de parrainage incitant l'ensemble des clients à recommander la BMCI auprès de leurs proches ou connaissances MRE en leur faisant bénéficier d'avantages exclusifs.



LES CONFÉRENCES DU CORPORATE BANKING



En 2013, le Corporate Banking a été à la rencontre de ses clients à Casablanca, Rabat, Tanger, Agadir, ou encore Meknès, en organisant des événements destinés à les informer sur différents thèmes tels que : « Quelles opportunités d'affaires pour les clients BMCI en Algérie, Tunisie et Sénégal ? » ; « La situation économique européenne et son impact au Maroc : Quels scénarios pour sortir de la crise ? » ; « Comment optimiser la gestion de vos moyens de paiement » ; « Les nouvelles méthodes d'optimisation de la gestion d'une flotte automobile » ; « Les nouvelles règles Incoterms 2010 ».

CENTRALISATION DES MIDDLE OFFICES

Afin de disposer en central d'un pôle de compétence, d'expertise et de conseil au service du réseau et des clients, la BMCI a procédé à la centralisation, au niveau de la Direction de la Production et de l'Appui Commercial, de la gestion administrative des engagements et des opérations de commerce international de l'ensemble des entités de la place de Casablanca; ainsi que des opérations relatives aux incidents de paiements sur chèques.

GROUPE BNP PARIBAS 2013

AU 31 DÉCEMBRE 2013

MILLIARDS D'EUROS
38,8
DE PRODUIT NET BANCAIRE

BNP Paribas est une banque leader de la zone euro et un acteur bancaire de premier plan dans le monde. Le Groupe a une présence dans 75 pays avec près de 185 000 collaborateurs², dont plus de 140 000 en Europe. BNP Paribas détient des positions clés dans ses trois grands domaines d'activité :

RETAIL BANKING
INVESTMENT SOLUTIONS
CORPORATE & INVESTMENT BANKING

MILLIARDS D'EUROS
4,8
DE RÉSULTAT NET PART DU GROUPE

En Europe, le Groupe a quatre marchés domestiques : la Belgique, la France, l'Italie et le Luxembourg ; et BNP Paribas Personal Finance est n°1 du crédit aux particuliers. BNP Paribas développe également son modèle intégré de banque de détail dans les pays du bassin méditerranéen, en Turquie, en Europe de l'Est et a un réseau important dans l'ouest des États-Unis. Dans ses activités Investment Solutions et Corporate & Investment Banking, BNP Paribas bénéficie d'un leadership en Europe, d'une forte présence dans les Amériques, ainsi que d'un dispositif solide et en forte croissance en Asie-Pacifique.

Les résultats 2013 confirment l'efficacité du modèle de banque universelle et témoignent de la bonne résistance opérationnelle de BNP Paribas, dans une conjoncture européenne peu porteuse.

MILLIARDS D'EUROS
12,7
DE RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION

La maîtrise continue des frais de gestion, associée à une hausse modérée du coût du risque, permet de générer au global un résultat net part du Groupe hors éléments exceptionnels de 6 milliards d'euros, en baisse de 5,3 % par rapport à 2012.

Le bilan du Groupe demeure très solide, avec un ratio de solvabilité common equity Tier 1 de Bâle 3 plein³ à 10,3 % au 31 décembre 2013 et une réserve de liquidité, instantanément mobilisable, très importante de 247 milliards d'euros.

DONNÉES DE BILAN

(en millions d'euros)

	31 déc. 2012 ⁴	31 déc. 2013
Total Bilan	1 907 200	1 800 139
Dépôts clientèle	539 513	557 903
Prêts et créances sur la clientèle	630 520	617 161
Capitaux propres part du Groupe avant affectation	85 444	87 591
Ratio international de solvabilité	15,5 %	14,3 %
Ratio Tier 1	13,6 %	12,8 %

DE RENTABILITÉ DES CAPITAUX PROPRES¹
6,1%

¹ 7,7 % de rentabilité des capitaux propres hors éléments exceptionnels

² Effectifs au 31/12/2013.

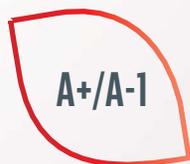
³ CRD4 (Capital Requirement Directive).

⁴ Données retraitées par application de l'amendement à la norme IAS 19.

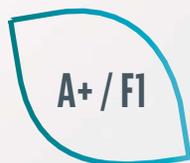


NOTATIONS LONG TERME / COURT TERME

AU 4 AVRIL 2014



STANDARD & POOR'S
Perspective négative
Dernière revue le 20 juin 2013



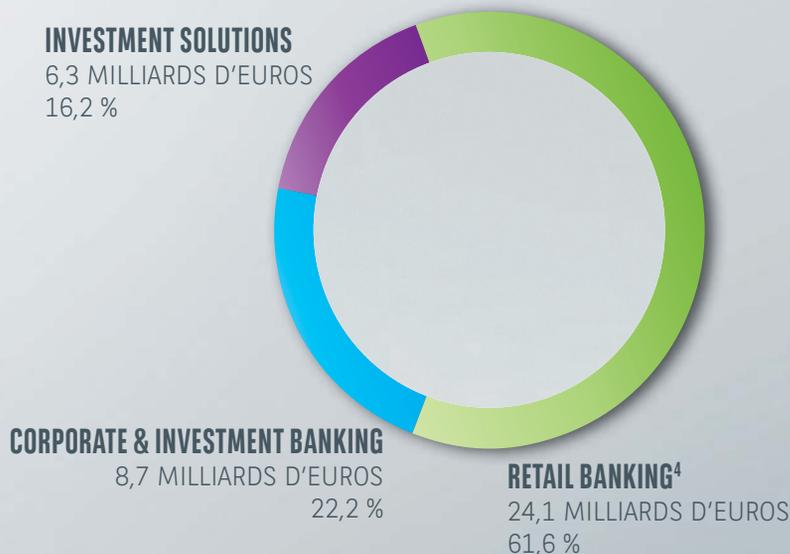
FITCH
Perspective stable
Dernière revue le 17 juillet 2013



MOODY'S
Perspective stable
Dernière revue le 4 avril 2014

PRODUIT NET BANCAIRE³

(par domaine d'activité en 2013)



¹ La rentabilité des capitaux propres est calculée en rapportant le résultat net part du Groupe (ajusté de la rémunération des Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée assimilés à des actions de préférence émis par BNP Paribas SA, traitée comptablement comme un dividende) à la moyenne des capitaux propres part du Groupe au début et à la fin de la période considérée (après distribution et hors Titres Super Subordonnés à Durée Indéterminée assimilés à des actions de préférence émis par BNP Paribas SA).

² Retraité des effets de l'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription de 2009.

³ Pôles opérationnels.

⁴ Y compris 2/3 de la Banque Privée des marchés domestiques en France (incluant les effets PEL/CEL), en Italie, en Belgique et au Luxembourg.

DONNÉES FINANCIÈRES

Résumé des principes comptables IAS/IFRS appliqués par le Groupe BMCI	22
États financiers consolidés IAS / IFRS au 31 décembre 2013	36
Note de présentation des règles et principes comptables	52
Comptes sociaux au 31 décembre 2013	56
Rapport Général des Commissaires aux Comptes	75
Rapport du Conseil de Surveillance à l'Assemblée Générale Ordinaire	76
Résolutions approuvées par l'Assemblée Générale Ordinaire	78





PRINCIPES COMPTABLES

Résumé des principes et normes comptables IAS/IFRS appliqués par le Groupe BMCI

NORMES COMPTABLES APPLICABLES

Les normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards – IFRS) ont été appliquées aux comptes consolidés à compter du 1^{er} janvier 2008 avec bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2007 conformément aux prescriptions énoncées par la norme IFRS 1, « Première application des normes d'information financière internationales », et par les autres normes du référentiel IFRS en tenant compte de la version et des interprétations des normes telles qu'elles ont été approuvées par l'International Accounting Standards Board (IASB) pour ses comptes arrêtés au 31 décembre 2013. Dans les comptes consolidés présentés au 31 décembre 2013, le Groupe a appliqué les dispositions d'IAS 1 révisée relatives à la présentation des états financiers.

DESCRIPTION DES RETRAITEMENTS IFRS

Principes de consolidation

• Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe BMCI regroupent l'ensemble des entreprises sous contrôle exclusif, contrôle conjoint ou influence notable.

De même, le Groupe BMCI consolide, le cas échéant, les structures juridiques distinctes créées spécifiquement pour réaliser un objectif limité et bien défini dites « entités ad'hoc » contrôlées et ce, même en l'absence d'un lien capitalistique entre elles.

• Méthodes de consolidation

- Les entreprises sur lesquelles le Groupe BMCI exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Le Groupe possède le contrôle exclusif d'une filiale lorsqu'il est en mesure de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin de bénéficier de ses activités.

- Les entreprises sous contrôle conjoint sont consolidées par intégration proportionnelle. Le Groupe possède un contrôle conjoint lorsque,

en vertu d'un accord contractuel, les décisions financières et opérationnelles stratégiques liées à l'activité nécessitent l'accord unanime des parties qui se partagent le contrôle.

- Les entreprises sous influence notable sont mises en équivalence. L'influence notable est le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle d'une entité, sans en détenir le contrôle. Elle est présumée si le Groupe détient, directement ou indirectement, 20% ou plus des droits de vote dans une entité.

Les immobilisations corporelles

Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition augmenté des frais directement attribuables, et des coûts d'emprunt encourus lorsque la mise en service des immobilisations est précédée d'une longue période de construction ou d'adaptation.

Les logiciels développés en interne, lorsqu'ils remplissent les critères d'immobilisation, sont immobilisés pour leur coût direct de développement qui inclut les dépenses externes et les frais de personnel directement affectables au projet.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur, à l'exception des parts de SCI, supports de contrats d'assurance en unités de compte, qui sont valorisées en date d'arrêt à leur valeur de marché ou son équivalent, les variations de celle-ci étant comptabilisées au compte de résultat.

Le montant amortissable d'une immobilisation est déterminé après déduction de sa valeur résiduelle. Seuls les biens donnés en location simple sont réputés avoir une valeur résiduelle, la durée d'utilité des immobilisations d'exploitation étant généralement égale à la durée de vie économique attendue du bien.

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire sur la durée d'utilité attendue du bien pour l'entreprise. Les dotations aux amortissements sont comptabilisées sous la rubrique « Dotations aux amortissements et provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément et chacun des composants est amorti selon un plan d'amortissement qui lui est propre. L'approche par composants a été retenue pour les immeubles d'exploitation et de placement.

Les durées d'amortissement retenues pour les immeubles de bureaux sont de 80 et 60 ans pour le gros œuvre des immeubles de prestige et les autres immeubles respectivement, 30 ans pour les façades, 20 ans pour les installations générales et techniques et 10 ans pour les agencements.

Les logiciels sont amortis, selon leur nature, sur des durées n'excédant pas 8 ans pour les développements d'infrastructure et 3 ans ou 5 ans pour les développements essentiellement liés à la production de services rendus à la clientèle.

Les coûts de maintenance des logiciels sont enregistrés en charges au compte de résultat lorsqu'ils sont encourus. En revanche, les dépenses qui participent à l'amélioration des fonctionnalités du logiciel ou contribuent à en allonger sa durée de vie sont portées en augmentation du coût d'acquisition ou de confection initial.

Les immobilisations amortissables font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de perte de valeur sont identifiés. Les immobilisations non amortissables font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an sur le modèle de celui effectué pour les survaleurs affectées aux ensembles homogènes de métiers.

S'il existe un tel indice de dépréciation, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat. La dépréciation est reprise en cas de

modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de dépréciation. Les dépréciations sont comptabilisées sous la rubrique « Dotations aux amortissements et provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Les plus ou moins values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat sous la rubrique « Gains nets sur autres actifs immobilisés ».

Les plus ou moins values de cession des immeubles de placement sont enregistrées au compte de résultat sous la rubrique « Produits des autres activités » ou « Charges des autres activités ».

Le Groupe BMCI a adopté les principes suivants appliqués de manière rétrospective :

- L'approche par composant.
- Une durée d'amortissement qui reflète la durée d'utilisation effective du bien par la banque.

L'amortissement retenu est un amortissement linéaire calculé sur la durée d'utilité de l'actif.

La valeur résiduelle retenue par le Groupe BMCI est supposée nulle.

Tableau des composants Groupe BMCI

Nature du composant	Durée d'amortissement (en années)	Poids du composant
Gros œuvre	60	59 %
Façade	30	18 %
IGT	20	23 %

Les immobilisations incorporelles

Conformément aux options offertes par la norme IFRS 1, le Groupe BMCI a choisi de maintenir les coûts historiques pour l'ensemble des immobilisations incorporelles et n'a donc procédé à aucune réévaluation.

L'option retenue pour le traitement des logiciels qui constituent l'essentiel des immobilisations incorporelles consiste à distinguer entre les logiciels dédiés à la clientèle et les logiciels internes d'infrastructures.

La durée d'amortissement est déterminée selon la consommation des avantages économiques en fonction de l'utilisation.

<u>Catégorie d'immobilisations</u>	<u>Durée d'amortissement</u>
Logiciels dédiés à la clientèle	3 ans
Logiciels internes d'infrastructure	8 ans

Goodwill

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'acquisition est égal à la valeur de marché ou son équivalent, à la date d'échange des actifs remis, des passifs encourus ou assumés ou des instruments de capitaux propres émis pour obtenir le contrôle de la société acquise.

Les immeubles de placement

Après sa comptabilisation en tant qu'actif, un immeuble de placement doit être comptabilisé à son coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Dans ce cas, la juste valeur doit être indiquée en annexe.

Dans le cas des immeubles de placement en location, la norme IAS 17 « Contrat de location » est applicable.

Avantages au personnel

• Principe

L'objectif de la norme IAS 19 est de prescrire le traitement comptable des avantages du personnel et les informations à fournir à leur sujet. Cette norme impose de comptabiliser :

- un passif lorsqu'un membre du personnel a rendu des services en échange d'avantages du personnel qui lui seront versés dans l'avenir ;
- une charge lorsque l'entité consomme l'avantage économique résultant des services rendus par un membre du personnel en échange d'avantages du personnel.

• Classification des avantages au personnel

La norme IAS 19 prévoit quatre catégories d'avantages accordés aux salariés au titre des services rendus :

- les avantages à court terme tels que les salaires, les cotisations de sécurité sociale, les congés annuels payés, les congés de maladie payés, les primes payables dans les douze mois suivant la fin de l'exercice...
- les avantages à long terme : médailles du travail, primes payables douze mois ou plus après la fin de l'exercice...
- les avantages postérieurs à l'emploi eux-mêmes

classés en 2 catégories : régimes à prestations définies et régimes à cotisations définies (retraite, frais de santé et prévoyance pour les retraités...)

• les indemnités de fin de contrat de travail : principalement les avantages payables suite à une décision de l'entreprise de mettre fin à l'emploi avant l'âge de la retraite permis par la convention collective ou accord d'entreprise (indemnités de licenciement...) ou du salarié d'accepter le licenciement en échange de ces avantages (départ volontaire).

• Couverture des engagements

Les engagements peuvent être couverts de deux manières :

- Constitution d'une provision en interne
- Externalisation de l'obligation de verser des prestations par la souscription d'un contrat d'assurance.

• Méthode

La valorisation des régimes à prestations définies implique le recours à des techniques actuarielles afin de quantifier d'une manière fiable le montant de l'engagement naissant des avantages accumulés par le personnel durant les exercices écoulés.

La méthode préconisée par la norme IAS 19 est celle des « Unités de Crédit Projetées », qui présente les caractéristiques suivantes :

- Méthode actuarielle, basée sur l'estimation des prestations futures probables (à partir des salaires projetés à l'échéance de la prestation), qui repose sur le principe suivant lequel chaque période de service rendu donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations.
- Méthode rétrospective, qui définit la valeur de l'engagement au moment de l'évaluation en se fondant sur le rythme d'acquisition des droits prévu au régime. L'objectif est d'attribuer à chaque année passée la quote-part de droits lui revenant.

L'estimation de la valeur des engagements doit s'appuyer sur des hypothèses actuarielles qui influenceront sur le coût des prestations. Ces hypothèses sont relatives aux variables :

- démographiques : taux de rotation du personnel, taux de mortalité, âge de départ à la retraite
- financières : taux d'actualisation, progression estimée des salaires à effectifs constants.

• Options retenues par la BMCI

À la fin de chaque exercice, la BMCI comptabilise une provision couvrant ses engagements relatifs aux régimes à prestations définies : Ouissam Choghl et indemnités de fin de carrières. La méthode utilisée est celle des « unités de crédit projetées ».

Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la courbe des taux (Taux de référence des Bons de Trésor) publiée par Bank Al-Maghrib et arrêtée à la date de clôture de l'exercice. Les taux de cette courbe sont ramenés en fonction de la maturité des Bons de Trésor aux durées moyennes d'exigibilité des prestations.

Les autres paramètres d'estimation de l'engagement découlent de la table de mortalité en usage au Maroc, du taux de progression des salaires à effectifs constants estimé par la BMCI ainsi que des statistiques liées à la rotation du personnel observée sur plusieurs années.

L'effet d'une évolution des taux d'actualisation de 100pb sur la valeur actualisée des obligations en matière d'indemnités de fin de carrières et de primes « Ouissam Choghl » se présente comme suit :

Évolution de la valeur actualisée des obligations (Taux d'actualisation En KMAD)	31 décembre 2013		31 décembre 2012	
	-100pb	+100pb	-100pb	+100pb
Indemnité de fin de carrière	3 293	-2 796	3 274	-2 798
Primes « Ouissam Choghl »	3 106	-2 678	2 957	-2 560
Total	6 399	-5 474	6 231	-5 359
% Évolution de la valeur actualisée	8.7%	-7.4%	8.4%	-7.3%

En ce qui concerne la couverture médicale postérieure à l'emploi (CMIM), aucune provision n'a été constatée en raison de l'indisponibilité des informations nécessaires pour l'évaluation et la comptabilisation de ce régime multi-employeur à prestations définies.

Quant aux avantages à court terme, La BMCI a constaté une provision relative au coût salarial lié aux congés maladie et maternités sur les douze mois après la clôture de l'année.

Dérivés

L'ensemble des opérations portant sur des instruments dérivés sont initiées à des fins de transaction et sont de ce fait comptabilisées en tant qu'actifs ou passifs à la juste valeur par résultat.

Dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est une composante d'un contrat financier ou non qui a pour effet de faire varier une partie des flux de trésorerie de l'opération composée d'une manière analogue à celle d'un dérivé autonome. La norme IAS 39 définit un contrat hybride comme un contrat comprenant un contrat hôte et un dérivé incorporé.

Le dérivé incorporé doit faire l'objet d'une séparation si les trois conditions suivantes sont remplies :

- Le contrat hybride n'est pas comptabilisé à la juste valeur.
- Séparé du contrat hôte, le dérivé incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé.
- Les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celle du contrat hôte.

La norme IAS 39 préconise de valoriser le contrat hôte à l'initiation de l'opération sur la base de la différence entre la juste valeur du contrat hybride et la juste valeur du dérivé incorporé.

Au 31 décembre 2013, aucun instrument financier comprenant un dérivé incorporé n'a été identifié.

Impôt exigible et impôt différé

La charge d'impôt sur le bénéfice exigible est déterminée sur la base des règles et taux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du groupe consolidé sur la période à laquelle se rapportent les résultats.

Les impôts différés sont comptabilisés lorsqu'il existe des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs du bilan et leurs valeurs fiscales.

Les passifs d'impôts différés sont reconnus pour toutes les différences temporelles taxables à l'exception :

- Des différences temporelles taxables générées par la comptabilisation initiale d'un écart d'acquisition ;
- Des différences temporelles taxables relatives aux investissements dans des entreprises sous contrôle exclusif et contrôle conjoint, dans la mesure où le groupe est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporelle s'inversera et qu'il est probable que cette différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Un actif ou passif d'impôt différé est comptabilisé chaque fois que le recouvrement ou le règlement

de la valeur comptable d'un actif augmentera ou diminuera les paiements futurs d'impôt par rapport à ce qu'ils auraient été si un tel recouvrement n'avait pas eu d'incidence fiscale. La gestion fiscale lui donne l'opportunité de générer un bénéfice imposable au cours des exercices appropriés. L'IAS 12 interdit l'actualisation des impôts différés.

Actifs financiers : prêts et créances

La catégorie « prêts et créances » inclut les crédits consentis par le Groupe BMCI, les participations dans des crédits syndiqués ainsi que les crédits acquis non cotés sur un marché actif, lorsqu'ils ne sont pas détenus à des fins de transaction. Les prêts cotés sur un marché actif sont inclus dans la catégorie « Actifs financiers disponibles à la vente » et valorisés conformément aux règles s'appliquant à cette catégorie. Cette catégorie inclut également les instruments financiers représentant les emplois obligatoires de par la réglementation.

Les prêts et créances sont comptabilisés initialement à leur valeur de marché ou son équivalent, qui est, en règle générale, le montant net décaissé à l'origine, et comprend les coûts d'origination directement imputables à l'opération ainsi que certaines commissions perçues (commissions de participation et d'engagement, frais de dossier), analysées comme un ajustement du rendement effectif du prêt. Les prêts et créances sont évalués ultérieurement au coût amorti, et les intérêts, ainsi que les coûts de transaction et commissions inclus dans la valeur initiale des crédits concourent à la formation du résultat de ces opérations sur la durée du crédit calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE).

Les commissions perçues sur des engagements de financement préalables à la mise en place d'un crédit sont différées, puis intégrées à la valeur du crédit lors de son attribution.

Les commissions perçues sur des engagements de financement dont la probabilité qu'ils donnent lieu au tirage d'un prêt est faible, ou dont les utilisations sont aléatoires dans le temps et dans leur montant, sont étalées linéairement sur la durée de l'engagement.

• Provision pour dépréciation des prêts et créances

Des dépréciations sont constituées sur les crédits (et les autres actifs financiers classés dans la catégorie des prêts et créances) dès lors qu'il existe une

indication objective de perte de valeur mesurable liée à un événement survenu postérieurement à la mise en place du prêt ou à l'acquisition de l'actif. L'analyse de l'existence éventuelle d'une dépréciation est menée d'abord au niveau individuel puis au niveau d'un portefeuille d'éléments homogènes.

Les provisions relatives aux engagements de financement et de garantie donnés par le groupe suivent des principes analogues.

Au niveau individuel, la dépréciation est définie comme étant la différence entre la valeur comptable avant dépréciation et la valeur, actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif, des composantes jugées recouvrables (principal, intérêts, garanties...). Les modifications de valeur des actifs ainsi dépréciés sont enregistrées dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque » dit avéré.

Toute appréciation postérieure du fait d'une cause objective intervenue après la dépréciation est constatée par le compte de résultat dans la rubrique « Coût du risque ». À compter de la dépréciation de l'actif, la rubrique « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat enregistre la rémunération théorique de la valeur récupérable estimée calculée au taux d'intérêt effectif d'origine (effet de désactualisation).

Les contreparties non dépréciées individuellement font l'objet d'une analyse du risque par portefeuilles homogènes, fondée sur des données historiques permettant notamment de déterminer le taux de récupération.

Outre le risque avéré, les données historiques sont analysées, afin d'identifier les groupes de contreparties qui, compte tenu d'événements survenus depuis la mise en place des crédits, ont atteint collectivement une probabilité de défaut à maturité qui fournit une indication objective de perte de valeur sur l'ensemble du portefeuille, sans que cette perte de valeur puisse être à ce stade allouée individuellement aux différentes contreparties composant le portefeuille. Cette analyse s'appuie sur le taux de passage des crédits de la catégorie des créances « saines » vers la catégorie des créances en souffrance permettant ainsi de fournir une estimation des pertes potentielles afférentes aux portefeuilles concernés en tenant compte de l'évolution du cycle économique sur la

période analysée. Les modifications de valeur de la dépréciation de portefeuille sont enregistrées dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque » dit « base portefeuille ».

Les données historiques et l'analyse susvisée servent de base pour le calcul des provisions collectives (sur la base de portefeuilles) en tenant compte de l'échéancier prévisionnel de récupération des créances ainsi que de l'effet de l'actualisation au taux d'intérêt effectif d'origine moyen du groupe d'actifs homogènes.

Crédits hors marché

Le Groupe BMCI s'est basé sur la circulaire de Bank Al-Maghrib qui fixe les taux planchers pour identifier les crédits hors marché. L'analyse effectuée pour identifier l'existence ou l'absence de crédits émis à des conditions hors marché a permis de conclure que tous les crédits émis par le Groupe BMCI sont octroyés à des conditions normales du marché. Par conséquent, aucune décote n'est à constater.

Actifs financiers: titres

Les titres détenus sont classés en quatre catégories.

• Actifs financiers à la valeur de marché par résultat (HFT)

La catégorie des « Actifs financiers à la valeur de marché par résultat » comprend :

- les actifs financiers faisant l'objet d'opérations de négoce (opérations dites de transaction),
- les actifs financiers évalués, sur option, à la valeur de marché par résultat dès l'origine, conformément à l'option offerte par la norme IAS 39 et les conditions d'application de l'option de juste valeur.

Les titres classés dans cette catégorie sont initialement comptabilisés à leur valeur de marché, les frais de transactions étant directement comptabilisés en compte de résultat.

• Actifs financiers disponibles à la vente (AFS)

La catégorie des « Actifs financiers disponibles à la vente » comprend les titres à revenu fixe ou à revenu variable qui ne relèvent pas des deux catégories précédentes.

Les titres classés dans cette catégorie sont initialement comptabilisés à leur valeur de marché, frais de transaction inclus lorsque ces derniers sont significatifs.

• Titres détenus jusqu'à leur échéance (HTM)

La catégorie « titres détenus jusqu'à l'échéance » est ouverte aux titres à revenu fixe ou déterminable que le groupe a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance.

Le classement dans cette catégorie présente l'obligation impérative de respecter l'interdiction de céder des titres avant leur échéance (sous peine d'entraîner la classification de l'ensemble du portefeuille en actif disponible à la vente et d'interdire l'accès à cette catégorie pendant 2 ans) Le Groupe BMCI ne détient pas des titres classés dans cette catégorie.

• Titres du portefeuille « prêts et créances »

La catégorie « prêts et créances » est ouverte aux titres à revenu fixe ou déterminable non cotés et non destinés à être cédés et que le groupe a l'intention de conserver durablement.

Sa comptabilisation s'opère au coût amorti.

• Options retenues

Les instruments détenus en portefeuilles (bons de trésor jeunes promoteurs, bons de trésor sociaux économiques, bons CIH) ont été classés dans la catégorie « prêts et créances ».

• Opérations de pensions et prêts/emprunts de titres

Les titres cédés temporairement dans le cas d'une mise en pension restent comptabilisés au bilan du groupe dans leur portefeuille d'origine. Le passif correspondant est comptabilisé sous la rubrique de « Dettes » appropriée, à l'exception des opérations de pension initiées par les activités de négoce du groupe, pour lesquelles le passif correspondant est comptabilisé parmi les passifs financiers à la juste valeur par résultat.

Les titres acquis temporairement dans le cas d'une prise en pension ne sont pas comptabilisés au bilan du groupe. La créance correspondante est comptabilisée sous la rubrique « Prêts et Créances », à l'exception des opérations de pension initiées par les activités de négoce du Groupe, pour lesquelles la créance correspondante est comptabilisée en « Actifs financiers à la valeur de marché par résultat ».

Dépréciation des actifs financiers

• Dépréciation des actifs financiers disponibles à la vente

Les « actifs financiers disponibles à la vente », essentiellement composés de titres, sont dépréciés individuellement par contrepartie du compte de résultat lorsqu'il existe une indication objective de dépréciation durable ou significative résultant d'un ou plusieurs événements intervenus depuis l'acquisition. En particulier, concernant les titres à revenu variable cotés sur un marché actif, une baisse prolongée ou significative du cours en deçà de son coût d'acquisition constitue une indication objective de dépréciation.

Une dépréciation constituée sur un titre à revenu fixe est constatée et peut être reprise en compte de résultat lorsque la valeur de marché du titre s'est à nouveau appréciée du fait d'une cause objective intervenue postérieurement à la dernière dépréciation.

S'agissant d'un titre à revenu variable, la dépréciation est constituée en produit net bancaire sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente » et ne peut être reprise en compte de résultat, le cas échéant, qu'à la date de cession du titre. Par ailleurs, toute baisse ultérieure de la valeur de marché constitue une dépréciation comptabilisée en résultat.

Dépôts de la clientèle

Les dépôts clientèle sont comptabilisés au coût historique.

Contrat de location

Un contrat de location est un accord par lequel le bailleur cède au preneur pour une période déterminée, le droit d'utilisation d'un actif en échange d'un paiement ou d'une série de paiements.

Il y a lieu de distinguer entre :

- Un contrat de location-financement qui est un contrat qui transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif.
- Un contrat de location simple qui est tout contrat de location autre qu'un contrat de location-financement.

Les contrats de location-financement sont des instruments financiers dont le nominal correspond à la valeur du bien acquis ou loué, diminuée ou

majorée des commissions versées ou perçues et de tous les autres frais inhérents à l'opération.

Le taux d'intérêt étant dans ce cas, le taux d'intérêt effectif (TIE) déterminé conformément aux dispositions de l'IAS 39.

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux d'actualisation qui permet de rendre égales :

- La valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir par le bailleur augmentés de la valeur résiduelle non garantie;
- et, la valeur d'entrée du bien qui est égale à la juste valeur initiale augmentée des coûts directs initiaux.

Les contrats de leasing accordés par BMCI Leasing sont des contrats de location-financement. Ces contrats ont été retraités au taux d'intérêt effectif (TIE).

Provisions du passif

Une provision doit être comptabilisée au passif lorsqu'une entité a une obligation actuelle (explicite ou implicite) découlant d'un événement passé.

Quand il est significatif, l'effet de l'actualisation des flux de trésorerie futurs devant être décaissés pour éteindre l'obligation est obligatoirement comptabilisé quand la sortie des ressources dépasse un an.

Passifs éventuels

Au 31 décembre 2013, le Groupe BMCI n'a pas constaté de passifs éventuels.

Utilisation des estimations pour la préparation des états financiers

La préparation des états financiers exige des responsables des métiers et des fonctions la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations pour la détermination des produits et des charges du compte de résultat comme pour l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans l'élaboration des notes relatives aux états financiers.

Les résultats futurs définitifs des opérations pour lesquelles les gestionnaires ont eu recours à des estimations peuvent à l'évidence s'avérer différents de celles-ci et avoir un effet significatif sur les états financiers.

C'est le cas notamment :

- Des dépréciations opérées pour couvrir les risques de crédit inhérents aux activités d'intermédiation bancaire,
- De l'usage de modèles internes pour la valorisation des positions sur instruments financiers qui ne sont pas cotés sur des marchés organisés,
- De l'usage de modèles internes basés sur les flux de récupération passés pour le calcul des provisions pour dépréciation des crédits regroupés par classes homogènes de risques
- Du calcul de la valeur de marché des instruments financiers non cotés classés en « Actifs disponibles à la vente » ou en « Instruments financiers en juste valeur par résultat » à l'actif ou au passif, et plus généralement du calcul des valeurs de marché des instruments financiers pour lesquels cette information doit être portée dans les notes afférentes aux états financiers,
- Des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels,
- De l'estimation de la valeur résiduelle des actifs faisant l'objet d'opérations de location-financement ou de location simple et plus généralement des actifs amortis déduction faite de leur valeur résiduelle estimée,
- De la détermination des provisions destinées à couvrir les risques de pertes et charges.

AUTRES INFORMATIONS

Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation est déterminé sur la base de la nature du contrôle exercé (un contrôle exclusif, un contrôle conjoint ou une influence notable) sur les différentes entités dont le Groupe BMCI détient des participations directes ou indirectes.

Information sectorielle

Le Groupe BMCI est organisé autour de quatre pôles d'activité principaux :

- Banque de détail ;
- Banque offshore ;
- Financements spécialisés : BMCI de crédit à la consommation (BCC), BMCI leasing et ARVAL ;
- Banque de Gestion : gestion d'actifs.

Les transactions entre les pôles d'activité sont conclues à des conditions commerciales de marché. Les informations sectorielles sont présentées en tenant compte des prix de transfert négociés entre les différents secteurs en relation au sein du Groupe BMCI.

Les actifs et passifs sectoriels regroupent l'ensemble des éléments composant le bilan du Groupe. Les actifs sectoriels sont directement déterminés à partir des éléments comptables de chaque pôle d'activité. Les passifs sectoriels sont déterminés par le moyen des fonds propres - normalisés par pôle - utilisés pour l'allocation du capital.

Les fonds propres sont alloués par pôles en fonction des risques encourus, sur la base d'un ensemble de conventions principalement fondées sur la consommation en fonds propres résultant des calculs d'actifs pondérés fixés par la réglementation relative à la solvabilité des établissements de crédit et entreprises d'investissement.

Les résultats par pôles d'activité à fonds propres normalisés sont déterminés en affectant à chacun des pôles le produit des fonds propres qui lui sont ainsi alloués.

Gestion du capital réglementaire

Le Groupe BMCI est soumis au respect de la réglementation prudentielle prescrite par Bank Al-Maghrib (la banque centrale du Maroc), il s'agit

DÉNOMINATION	SECTEUR D'ACTIVITÉ	MÉTHODE	% CONTRÔLE	% INTÉRÊT
BMCI Bank	Banque	Top		
BMCI Banque Offshore	Banque	IG	100,00 %	100,00 %
BMCI Crédit Conso	Crédit à la consommation	IG	99,87%	99,87%
BMCI Leasing	Leasing	IG	86,91%	86,91%
Arval Maroc	Location longue durée	MEE	33,34%	33,34%
BMCI Finance	Banque d'affaire	IG	100,00%	100,00%
BMCI Asset Management (EX BMCI Gestion)	Gestion d'actif	IG	100,00%	100,00%
BMCI Fonds	Gestion d'actif	IG	100,00%	100,00%
BMCI Bourse	Intermédiation boursière	IG	100,00%	100,00%
BMCI Assurance	Courtage d'assurance	IG	100,00%	100,00%
IMMOBILIERE Sidi Maarouf	Société immobilière	IG	100,00%	100,00%

notamment du ratio de solvabilité et de division des risques. Le ratio de solvabilité du Groupe, conformément à la circulaire N° 25/G/2006, est égal au rapport entre les fonds propres prudentiels globaux et les montants pondérés au titre du risque de crédit, de marché et du risque opérationnel. Les fonds propres prudentiels sont déterminés conformément à la circulaire N° 7/G/2010 de Bank Al-Maghrib. Ils sont répartis en trois catégories (les fonds propres de base, les fonds propres complémentaires et les fonds propres sur-complémentaires) desquelles sont réalisées un certain nombre de déductions.

Fonction et stratégie de gestion des risques

Le Groupe BMCI considère la maîtrise des risques auxquels il est exposé comme un corollaire indispensable afin d'assurer la pérennité de ses activités et le développement continu de sa rentabilité.

Aussi, le Groupe BMCI est confronté à une multitude de risques induits par la diversité de ses activités aussi bien au niveau de la banque qu'au niveau de l'ensemble des filiales.

Ainsi, conformément à la réglementation de Bank-Al Maghrib et en s'inspirant des meilleures pratiques internationales (notamment celles de l'actionnaire de référence BNP Paribas), le dispositif de contrôle interne mis en place par le Groupe BMCI répond à la réglementation en vigueur, mais permet aussi de se doter d'un dispositif adéquat en termes de suivi et de maîtrise des risques.

Ce dispositif a plus généralement pour objectif la maîtrise optimale des risques auxquels est exposé le Groupe BMCI. Il doit ainsi être compris comme un outil majeur de pilotage pour l'ensemble des acteurs et un instrument indispensable pour assurer la pérennité du Groupe BMCI.

Chaque évolution concernant le dispositif de contrôle interne est validée par le Directoire et par le Conseil de Surveillance.

Dans le cadre de ce dispositif :

- La Banque est organisée en unités responsables de leur système de contrôle interne. Les responsables définissent, en coordination avec les autres entités de la BMCI, leur dispositif de contrôle interne et veillent à son fonctionnement. Ils ont, chacun à son niveau, le devoir d'un contrôle complet et efficace des activités qui sont placées sous leur responsabilité.
- La pratique de délégation est l'un des principes sur lesquels repose le système de contrôle interne. Elle constitue le système de fonctionnement et de

décision fondamentale de la Banque, en instituant des relais chargés de mettre en œuvre la politique de la Direction Générale. Ces relais doivent s'assurer de l'application stricte de leurs décisions, en contrôlant leurs délégations.

Le dispositif de contrôle interne de la BMCI couvre les familles de risques suivantes :

- le risque de crédit et de contrepartie ;
- les risques de marché ;
- le risque de taux et de liquidité ;
- les risques opérationnels.

Par ailleurs, une fonction « conformité » a été mise en œuvre dans le cadre du pilier 2 de la réglementation Bâle II. Il s'agit d'une structure indépendante directement rattachée au Directoire, chargée du suivi du risque de non-conformité, lequel est défini comme étant le risque d'exposition à un risque de réputation, de perte financière ou de sanction en raison de l'inobservation des dispositions légales et réglementaires ou des normes et pratiques en vigueur.

Risque de crédit ou de contrepartie

L'évaluation du risque de crédit résulte de la combinaison de deux paramètres : le risque de défaut de la contrepartie et le risque de perte en cas de défaut de cette contrepartie. Le dispositif de gestion du risque de crédit est fondé sur les deux données suivantes :

- La Note de Contrepartie, qui reflète le risque de défaut de la contrepartie : Une Note de Contrepartie, et une seule, est ainsi attribuée à chaque client de la BMCI qui bénéficie d'un crédit, quelle que soit la nature de la contrepartie.
- Le Taux de Récupération Global, qui reflète, pour chaque crédit accordé, la récupération espérée, en cas de défaut de la contrepartie.

Ces deux données, utilisées à la BMCI depuis plus de cinq ans, sont fondamentales pour suivre, mesurer et gérer de manière fiable le risque de crédit. Elles constituent, en outre, les éléments essentiels à la mise en place de la réglementation Bâle II en méthode avancée.

Gestion du risque de crédit

La gestion du risque de crédit est appréhendée au niveau de la mise en place des autorisations puis au niveau du suivi et du contrôle des utilisations.

La décision d'octroi ou le renouvellement des crédits obéit au principe du « double regard ». Ainsi, la

prise de décision est réalisée conjointement par la ligne de clientèle et la Direction des Risques.

Le processus comprend une analyse complète du dossier réalisée par le site qui propose les concours puis une étude contradictoire réalisée par la filière risque avant présentation du dossier à un comité de crédit ad hoc.

Le contrôle des utilisations comprend plusieurs niveaux définis chacun par une procédure interne :

- **Contrôles de 1^{er} niveau** : Ces contrôles sont effectués par les lignes de clientèles et portent sur des Points de Surveillance Fondamentaux (PSF) qui font l'objet de procédures précises. Ainsi, doivent être effectués selon une périodicité et une méthodologie prédéfinie, des contrôles sur six domaines considérés comme sensibles par la Banque : note de contrepartie, garanties reçues et émises, comptes irréguliers, comptes avec incidents et tenue des dossiers engagements.

- **Contrôles de 2^e niveau** : La Direction des Risques intervient dans le dispositif de contrôle interne en assurant un contrôle de 2^{ème} niveau sur le risque de crédit. La Direction des Risques veille au respect des procédures en matière de gestion du risque de crédit, exerce une surveillance rapprochée de l'utilisation des crédits et assure le suivi de l'évolution du profil de risque de la Banque. D'autres contrôles sont effectués à travers la réalisation d'analyses thématiques, de PSF dédiés et de divers comités de suivi des Risques.

- **Contrôles de 3^e niveau** : Le contrôle périodique, réalisé par l'Inspection Générale, assure une revue régulière de l'ensemble du portefeuille. Ainsi tout, les Groupes d'exploitation sont périodiquement audités et la qualité du portefeuille analysée. Toutefois, en cas de détérioration de la qualité du risque, l'Inspection Générale assure une présence plus rapprochée.

- **Gestion du risque de concentration du crédit**

Le risque de concentration du crédit est le risque inhérent à une exposition excessive pouvant engendrer des pertes pour la Banque; les limites sectorielles sont revues périodiquement.

Une analyse trimestrielle est réalisée sur l'évolution de la concentration des engagements afin de prévenir une trop forte exposition sur un segment donné. La mesure et la gestion de ce risque permettent d'appréhender la forme et le niveau du risque de concentration du crédit encouru par type

d'exposition (contreparties individuelles; groupes d'intérêt; contreparties appartenant au même secteur économique; contreparties appartenant à la même région géographique; garants) et de mettre en place des limites pour chaque type d'exposition. Ces limites sont validées et suivies par les instances dirigeantes.

- **Risques de Marché**

Le risque de marché se définit comme la vulnérabilité des positions d'un portefeuille de négociation à la variation des paramètres de marché, de la volatilité de ses paramètres et des corrélations entre ces paramètres, autrement dit c'est le niveau de perte pouvant être subi suite au retournement défavorable du marché. Il se subdivise en cinq grandes familles :

- Risque de taux d'intérêt,
- Risque de change,
- Risque sur titre de propriété,
- Risque sur produit de base,
- Risque sur produit dérivé.

L'importance et la complexité relative de ces risques nécessitent la mise en place d'un dispositif de pilotage des risques encourus afin de les maintenir à des niveaux tolérables par rapport aux positions de la Banque et se conformer en même temps aux exigences des normes bâloises.

- **Principes fondamentaux**

Dans l'objectif d'encadrement et de maîtrise des risques de marché, la BMCI a mis en place un dispositif de gestion des risques conforme aux normes Baloises et aux standards du groupe BNP PARIBAS. Ce dispositif est basé sur plusieurs principes parmi lesquels :

- Maîtrise et suivi des risques sur les expositions
- Développement des activités de marché dans le cadre de comités nouveaux produits avec analyse approfondie des risques engendrés par ces activités
- Respect de la réglementation bancaire en matière de gestion prudentielle des risques
- Adoption des standards du groupe et des meilleures pratiques en matière de gestion des risques de marché.

La gestion du risque de marché au niveau de la BMCI repose sur des axes fondamentaux, permettant d'assurer un contrôle de qualité et une vision globale du risque sur toutes les activités liées au portefeuille de négociation de la Banque. Ces axes sont de l'ordre de trois :

- Un contrôle de 1^{er} niveau assuré par les opérateurs

du Front qui sont tenus au respect des normes internes du Groupe en matière de trading et de prise de position sur les marchés et aussi en termes de déontologie.

- Un contrôle de 2^{ème} niveau matérialisé par le suivi quotidien assuré par la Direction des Risques de Marchés qui veille au respect du dispositif de risque en matière de limites VaR et volume sur les positions de taux, change et liquidité. Des reportings journaliers retraçant les principaux indicateurs de risque sont adressés aux membres du Directoire de la Banque afin de les tenir informés des niveaux de risques et PnL dégagés par l'activité du trading. En plus d'un suivi fonctionnel par l'entité GRM « Group Risk Management » du Groupe BNP PARIBAS.

- Un suivi fonctionnel de 3^e niveau assuré par l'Audit Interne/Inspection Générale.

Un monitoring du top management est aussi assuré à travers la fixation de limites de trading pour bien suivre et cadrer l'activité :

- Position de change: Limite en VaR, en volume et par sens;
- Position de taux: Limite en position moyenne par bande d'échéance;
- Position obligataire: Limite en VaR et en sensibilité par bande d'échéance;
- Position sur option: Limite sur Grecs (Delta – Gamma – Véga)

Ces limites sont revues annuellement, soit à la hausse soit à la baisse, par la Direction Générale avec possibilité de révision tous les six mois ou à la demande.

La VaR (Value at Risk) GEAR

La VaR peut être définie comme étant la perte potentielle maximale que peut subir un portefeuille en cas de mouvements normaux des paramètres de marché, sur un horizon de temps et pour un niveau de confiance donné. Le Groupe retient un niveau de confiance de 99% et un horizon de temps d'une journée. Les principaux groupes de facteurs simulés sont :

- Prix d'actions et leurs volatilités implicites;
- Taux d'intérêts, Titres / Swaps de taux;
- Matières premières;
- Cours de change et leurs volatilités implicites.

Les simulations des facteurs de risque sont calculées en utilisant l'approche Monté Carlo qui capte la non-normalité des paramètres de marché aussi bien que l'interdépendance entre les facteurs de marché.

Gestion du Risque de Change

Le risque de change inhérent à l'activité de trading Book BMCI correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier suite à l'évolution des cours des devises. Il trouve ses principales sources dans la position de change classique de la Banque et dans les options de change.

Le monitoring de ce risque est fait à travers deux principaux paramètres : Une limite en GEaR « Gross Earning at Risk » (équivalent VaR), des limites en volumes de position de change (Short // Long) et des Limites sur Grecs (Delta – Gamma – Véga) pour les options de change.

Risque de Taux et Risque Obligataire

Le risque de taux correspond au risque de variation de la valeur des positions ou au risque de variation des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêts sur le marché. Il trouve ses principales sources dans les positions de trésorerie et obligataires.

Le risque de taux à la BMCI est géré à travers des limites de positions moyennes par bande d'échéance et une limite globale en équivalent un an (One Year Equivalent) pour la Trésorerie. Une limite en GEAR et des limites de sensibilité par bande d'échéance dites PV01 pour l'activité Trading Obligataire.

Système de contrôle et suivi des limites

Le suivi des Utilisations / Limites est réalisé quotidiennement à travers des reportings adressés au Top Management de la banque ainsi qu'à toutes les entités concernées. Ces reportings comprennent les positions de change, les positions sur titres et les positions de taux par devise.

Visés en premier lieu par le Directeur des Risques de Marché, ces reportings sont ensuite transmis au Responsable ALM Trésorerie et Capital Markets à la Direction Générale et à la Direction des Risques.

Le dépassement d'une limite en volume nécessite l'accord préalable du Président du Directoire et de la Direction des Risques. En revanche, le dépassement d'une limite en terme de VaR sur une position individuelle, dû par exemple à la dépréciation d'une devise, est toléré.

Stress Test

En parallèle au dispositif de suivi, des stress tests sur les positions de trésorerie sont réalisés mensuellement depuis 2005. Ils sont effectués selon deux approches :

- Une approche « Mark To Market » qui consiste à calculer l'impact d'un mouvement de taux d'intérêt sur le résultat du portefeuille.
- Une approche « Funding » qui consiste à calculer l'impact, sur le résultat de trésorerie, dû à une crise de liquidité. C'est une approche fondée sur le refinancement O/N du Liquidity Gap.

• Risque de taux et de liquidité

La stratégie de gestion du risque global de taux d'intérêt et de liquidité s'articule autour des principaux axes suivants :

- Respecter les ratios réglementaires de liquidité : ratio court terme, ratio de ressources permanentes, réserves Banque Centrale,
- Respecter les ratios de liquidité internes au groupe BNPPARIBAS (LCR, NSFR)
- Assurer la liquidité de la BMCI à court terme, et gérer le GAP de liquidité à long terme
- Eviter les déséquilibres extrêmes en gardant à l'esprit la sauvegarde de la solvabilité, de la capacité d'emprunt de la Banque et de son rating,
- Refinancer la banque commerciale au meilleur coût;
- Maîtriser les risques financiers,
- Atténuer la variabilité des résultats,
- Limiter le risque de taux au travers du choix de la maturité du portefeuille de Titres, au travers de la maturité des emprunts et en orientant la politique commerciale par la détermination de Taux de Cession Internes adéquat.

L'ALM suit les risques de taux d'intérêt et de liquidité sur 3 périmètres distincts :

- Les risques de taux d'intérêt et de liquidité structurels liés aux opérations clientèles regroupés dans les livres dénommés Book Commercial.
- Les risques de taux d'intérêt et de liquidité structurels liés au Book Fonds Propres.
- Les risques de taux d'intérêt et de liquidité résultant de la somme des sous composantes précédentes.

L'ALM suit et intègre par ailleurs ces risques au niveau du groupe BMCI, intégrant ainsi les principales filiales de financement.

L'ALM suit ces risques de taux d'intérêt et de liquidité pouvant provenir d'une :

- corrélation partielle ou nulle entre les conditions de rémunération clientèle et les conditions de marché (taux réglementés, taux de base...)
- incertitude sur la durée des opérations clientèles (dépôts à vue, comptes d'épargne...)
- existence d'options comportementales sur des produits clientèle longs à taux fixe ou assimilés

(remboursements anticipés sur les crédits immobiliers...)

Ces analyses reposent sur l'élaboration des échéanciers reflétant les flux relatifs à une opération à la date de révision de son taux. Si cette dernière opération est à taux fixe, les flux sont positionnés à leur date d'échéance.

Pour les opérations ne disposant pas d'échéances contractuelles (ex : dépôts à vue, fonds propres...), elles sont « écoulées » selon des conventions d'échéancement induites des résultats des études statistiques réalisées sur ces postes.

Des limites d'impasse de taux (ressources taux fixe - emplois taux fixe) et de liquidité sont définies par bande d'échéance pour chaque book.

Des analyses de sensibilité sont également effectuées afin de mesurer la stabilité du PNB (produit net bancaire) par rapport à un choc de taux de 100 à 200 bp.

Par ailleurs, les impasses de liquidité à un an sont également encadrées par une limite fixée en interne. un plan de gestion de crise selon plusieurs scénarios est établi afin de prévenir tout risque d'illiquidité. Ce plan est déclenché, soit par des indicateurs internes propres à la banque (liés à son niveau de liquidité et son accès au marché), soit par des indicateurs externes provenant de conditions de marché, des interventions des autorités monétaires (office des changes et BAM), des évolutions effectives ou probables de la loi ainsi que des anticipations sur les conditions de liquidité et de financement de la banque et de ces concurrents.

Périodiquement, un comité ALCO regroupant les membres du Directoire se tient afin de contrôler :

- le niveau d'exposition du groupe en termes de risque de taux et de liquidité
- le respect des limites mises en place pour encadrer ces risques
- la réorientation de la stratégie de la Banque en matière de gestion du bilan en fonction de son profil de risque ainsi que de l'évolution du marché.
- le respect des exigences réglementaires dans le cadre des recommandations du pilier II de Bâle II.

• Risques opérationnels

Bank Al Maghrib définit le risque opérationnel comme étant « un risque de pertes résultant de carences ou de défaillances attribuables à des procédures, personnels et systèmes internes ou à des événements extérieurs ». Cette définition inclut le risque juridique, mais exclut les risques stratégiques et de réputation.

Bénéficiaire, depuis plusieurs années, des meilleures pratiques de l'actionnaire de référence le Groupe BNP Paribas, le dispositif de gestion des risques opérationnels du Groupe BMCI a atteint aujourd'hui un niveau de maturité significatif.

Les choix et orientations adoptés par le Groupe BMCI depuis l'exercice 2004 pour la gestion des risques opérationnels répondent aux circulaires et directives de Bank Al Maghrib en la matière.

APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION BÂLE II

Le nouveau dispositif Bâle II est entré en vigueur au Maroc en janvier 2007 pour les approches standards de calcul des exigences en fonds propres au titre des risques de crédit, de marché et opérationnels. Dès la publication de ces textes par le régulateur, la banque a engagé un large chantier induisant la mobilisation significative des équipes et ce afin d'être conforme à la réglementation Bâle II sur les méthodes standards. Ces travaux ont amené à la mise en place d'un dispositif de calcul du ratio de solvabilité en méthode standard. Il permet d'aboutir aux exigences réglementaires au titre du risque de crédit, de marché et opérationnel. Le régulateur a édicté les textes relatifs au pilier II « Dispositif de surveillance des risques et l'adéquation des fonds propres internes » ainsi que le Pilier III « Dispositif sur la discipline de marché ». Par ailleurs, l'analyse des textes réglementaires relatifs au Pilier II a permis à la BMCI de structurer des chantiers complémentaires avec pour objectif l'alignement à la réglementation et l'adoption des meilleures pratiques en matière de gestion des risques.

Courant l'année 2013, la BMCI a mis en place un dispositif de maîtrise du risque portant sur le périmètre de la clientèle des particuliers et professionnels en déployant la notation Retail automatisée; la particularité NEGCOM et le déclassement en défaut automatique.

La notation automatique Retail/Déclassement concerne tous les clients particuliers et professionnels et se base sur les caractéristiques intrinsèques ainsi que sur l'historique de leur relation avec la BMCI (flux confiés, solde, ancienneté de la relation, irrégularités...etc.). La note de contrepartie est mise à jour chaque huitième jour du mois via un traitement automatique. Il s'agit donc de mesurer à partir d'une approche multicritère standard et systématique le niveau de risque d'un client.

La première notation automatique a été déployée le 08/10/2013 et les travaux de stabilisation du modèle y afférant se poursuivront sur le 1er semestre 2014.

En attendant, le suivi du risque de la clientèle Retail continue à s'appuyer sur la notation existante.

• Organisation et Gestion des risques:

Risque de crédit

La BMCI a mis en place en conformité avec les directives de Bank Al Maghrib relatives au Pilier II de Bâle II, un dispositif de mesure, de maîtrise et de surveillance des risques adapté à la nature, au volume et au degré de complexité de ses activités. Ce dispositif qui transpose par ailleurs les normes du Groupe BNP Paribas, lui permet notamment :

- d'évaluer et de maîtriser l'ensemble des risques auxquels elle est exposée;
- de maintenir l'exposition aux différents risques dans les limites globales arrêtées par la réglementation en vigueur et / ou fixées par le Directoire et approuvées par le Conseil de Surveillance.
- d'évaluer et conserver en permanence les niveaux et les catégories des fonds propres ainsi que leur allocation compte tenu de la nature et du niveau des risques auxquels la BMCI pourrait être exposée.

Risques de marché

Dans le cadre des dispositions Bâle 2 en matière de fonds propres et de répartition des risques, la BMCI applique la méthode standard pour le calcul des exigences en fonds propres au titre des risques de marché.

L'effet de l'exigence en fonds propres au titre des risques de marché n'est pas important puisqu'elle ne représente que 1% du total des exigences de tous les risques.

Risques opérationnels

Depuis plusieurs années, la BMCI a mis en place un dispositif en vue de se conformer aux exigences Bâle 2.

La gouvernance de la gestion des risques opérationnels pour le Groupe BMCI s'appuie sur :

- des comités réguliers où l'État Major de la Banque traite des sujets de risques opérationnels et exploite les informations pour une meilleure maîtrise de ces risques (Comité de Coordination du Contrôle Interne, Comité de la Conformité, Comité d'Audit).

- une structure dédiée à la gestion du Risque Opérationnel créée en 2004, et rattachée à la

Direction de la Conformité depuis avril 2008.

- une politique générale de gestion du Risque Opérationnel approuvée par le Conseil de Surveillance de la Banque et un référentiel de procédures complet et mis à jour.
- un outil de gestion du risque opérationnel dédié, commun à l'ensemble des filiales du Groupe BNP Paribas, avec une historisation des incidents historiques et des incidents potentiels de risque opérationnel.

Le Groupe BMCI a mis en place un système d'identification et d'évaluation des risques opérationnels, basé sur :

- l'élaboration de cartographies des processus et des risques couvrant l'ensemble des activités du Groupe BMCI.
- un dispositif de collecte des incidents historiques de risques opérationnels impliquant l'ensemble des entités opérationnelles, complété par un processus d'attestation périodique de la fiabilité et de l'exhaustivité des données.
- l'identification et l'analyse qualitative et quantitative des incidents potentiels de risques opérationnels. Cette démarche permet de mettre à la disposition du management de la Banque et des entités opérationnelles une quantification des risques majeurs, pour un pilotage optimal des expositions en terme de risques opérationnels.

Par ailleurs, la maîtrise et l'atténuation des risques opérationnels s'opèrent notamment à travers :

- la maîtrise des risques extrêmes basée sur le dispositif de continuité d'activité qui a atteint un niveau de maturité global satisfaisant.
- des actions préventives et correctives mises en place suite aux incidents historiques significatifs constatés. À ce titre, le dispositif de contrôle permanent a atteint un niveau de maturité certain avec une couverture optimale du périmètre par la Direction du Contrôle Permanent Groupe, l'utilisation d'outils ayant permis l'industrialisation des contrôles et l'amélioration de leur qualité et la mise en place d'actions préventives et correctives permettant de couvrir les risques majeurs.
- un processus de validation des produits, activités et organisations nouvelles (PAON) et des Transactions Exceptionnelles, mettant en exergue les risques associés et les conditions de mise en œuvre ainsi que les règles de contrôle appropriées.
- un dispositif de maîtrise des activités externalisées essentielles.
- des actions de sensibilisation sur les sujets de Risque Opérationnel menées auprès des entités opérationnelles.

COMPTES IAS / IFRS

ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

IFRS / IAS AU 31 DÉCEMBRE 2013

BILAN ACTIF IFRS	31/12/13	31/12/12
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public,		
Service des chèques postaux	2 713 479	1 872 597
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	354 551	279 082
Instruments dérivés de couverture		
Actifs financiers disponibles à la vente	8 046 615	7 484 182
Prêts et créances sur les Etablissements de crédit et assimilés	967 914	1 418 017
Prêts et créances sur la clientèle	52 136 923	56 617 850
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux		
Placements détenus jusqu'à leur échéance		
Actifs d'impôt exigible	91 048	50 932
Actifs d'impôt différé	106 350	99 932
Comptes de régularisation et autres actifs	571 400	923 135
Actifs non courants destinés à être cédés		
Participations dans des entreprises mises en équivalence	13 765	18 013
Immubles de placement	25 136	26 366
Immobilisations corporelles	1 651 169	1 572 311
Immobilisations incorporelles	246 802	220 865
Ecarts d'acquisition	87 720	87 720
TOTAL ACTIF IFRS	67 012 871	70 671 003

En milliers de DH

BILAN PASSIF IFRS	31/12/13	31/12/12
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	11 894	17 419
Instruments dérivés de couverture		
Dettes envers les Etablissements de crédit et assimilés	4 988 047	7 070 504
Dettes envers la clientèle	44 256 249	43 567 537
Titres de créance émis	6 478 561	8 961 429
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux		
Passifs d'impôt courant	10 504	42 909
Passifs d'impôt différé	222 165	191 156
Comptes de régularisation et autres passifs	1 585 133	1 596 793
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		
Provisions techniques des contrats d'assurance		
Provisions pour risques et charges	212 526	190 570
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées	754 775	754 668
Capital et réserves liés	4 595 648	4 595 648
Réserves consolidées	3 233 575	2 861 377
• Part du groupe	3 196 048	2 779 691
• Part des minoritaires	37 527	81 686
Gains ou pertes latents ou différés, part du groupe	22 632	8 618
Résultat net de l'exercice	641 160	812 375
• Part du groupe	639 949	803 245
• Part des minoritaires	1 212	9 130
TOTAL PASSIF IFRS	67 012 871	70 671 003

Capitaux propres	8 493 016	8 278 018
• Part du groupe	8 454 277	8 187 202
• Part des intérêts minoritaires	38 738	90 816

En milliers de DH

COMPTE DE RÉSULTATS IFRS CONSOLIDÉS

	31/12/13	31/12/12
Intérêts et produits assimilés	3 632 796	3 715 480
Intérêts et charges assimilés	1 073 375	1 101 483
MARGE D'INTERÊT	2 559 421	2 613 997
Commissions perçues	476 237	465 152
Commissions servies	46 578	41 112
MARGE SUR COMMISSIONS	429 659	424 040
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	218 414	203 197
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	-9 731	-17 689
RESULTAT DES ACTIVITES DE MARCHÉ	208 683	185 508
Produits des autres activités	33 837	40 847
Charges des autres activités	99 565	103 931
PRODUIT NET BANCAIRE	3 132 036	3 160 462
Charges générales d'exploitation	1 311 510	1 241 475
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	171 419	165 208
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	1 649 108	1 753 779
Coût du risque	588 141	459 988
RESULTAT D'EXPLOITATION	1 060 966	1 293 791
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	949	9 285
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-	-
Variations de valeurs des écarts d'acquisition		
RESULTAT AVANT IMPÔTS	1 061 915	1 303 076
Impôts sur les bénéfices	420 755	490 701
RESULTAT NET	641 160	812 375
Résultat hors groupe	1 212	9 130
RESULTAT NET PART DU GROUPE	639 949	803 245
Résultat par action (en dirham)	48	60
Résultat dilué par action (en dirham)		

En milliers de DH

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

	31/12/13	31/12/12
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	1 061 915	1 303 076
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	171 419	165 208
+/- Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-	-
+/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	588 108	461 651
+/- Dotations nettes aux provisions	21 956	-58 257
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	949	9 285
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	-	-
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement	-	-
+/- Autres mouvements	-112 453	49 827
TOTAL DES ÉLÉMENTS NON MONÉTAIRES INCLUS		
DANS LE RÉSULTAT NET AVANT IMPÔTS ET DES AUTRES AJUSTEMENTS	669 979	627 714
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	-1 539 353	-3 586 241
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	4 658 626	1 412 039
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-3 104 049	-1 228 974
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	333 159	-605 757
- Impôts versés	-469 998	-380 192
DIMINUTION/(AUGMENTATION) NETTE DES ACTIFS ET DES PASSIFS		
PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	-121 615	-4 389 125
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE	1 610 279	-2 458 335
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-33 701	-18 570
+/- Flux liés aux immeubles de placement	1 230	-5 843
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-276 213	-259 170
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	-308 684	-283 583
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-405 078	-340 921
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	107	754 668
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	-404 971	413 747
EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENT DE TRÉSORERIE		
AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	896 624	-2 328 171
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE	1 635 298	3 963 469
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	1 872 597	3 121 376
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	-237 299	842 093
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE	2 531 922	1 635 298
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	2 713 479	1 872 597
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	-181 557	-237 299
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	896 624	-2 328 171

En milliers de DH

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes latents ou différés	Capitaux propres part groupe	Intérêts minoritaires	Total
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉC 2011	1 281 701	3 313 947		3 110 032	14 545	7 720 226	90 634	7 810 860
Changements de méthodes comptables						-		-
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2011 CORRIGÉS	1 281 701	3 313 947	-	3 110 032	14 545	7 720 226	90 634	7 810 860
Opérations sur capital								
Paielements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres	-							
Dividendes				-331 971		-331 971	-8 949	-340 920
Autres		-		1 420		1 420		1 420
RÉSULTAT AU 31 DÉC 2012				803 245		803 245	9 130	812 375
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (D)								
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (E)					-5 927	-5 927		-5 927
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat (F)				209		209		209
GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFÉRÉS (D)+(E)+(F)	-	-	-	209	-5 927	-5 718	-	-5 718
Variations de périmètre								
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉC 2012	1 281 701	3 313 947		3 582 936	8 618	8 187 202	90 815	8 278 017
Changements de méthodes comptables								
Capitaux propres clôture au 31 décembre 2012 corrigés	1 281 701	3 313 947	-	3 582 936	8 618	8 187 202	90 815	8 278 017
Opérations sur capital								
Paielements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres	-							
Dividendes				-398 365		-398 365	-6 712	-405 077
Autres		-		12 185		12 185	-46 576	-34 391
RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2013				639 949		639 949	1 212	641 160
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (D)								
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (E)					14 014	14 014		14 014
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat (F)				-708		-708		-708
GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFÉRÉS (D)+(E)+(F)	-	-	-	-708	14 014	13 306	-	13 306
Variations de périmètre								
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DEC 2013	1 281 701	3 313 947		3 835 997	22 632	8 454 278	38 738	8 493 016

En milliers de DH

ÉTAT DU RÉSULTAT NET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES (ÉTAT DE RÉSULTAT GLOBAL)

	31/12/13	31/12/12
RÉSULTAT NET	641 160	812 375
Écart de conversion		
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	22 317	8 618
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		
Réévaluation des immobilisations		
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définis		
Quote part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	315	
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	22 632	8 618
RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	663 793	820 993
Part du groupe	662 562	811 863
Part des minoritaires	1 231	9 130

En milliers de DH

ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

	31/12/13		31/12/12	
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Actifs financiers à la JV par résultat sur option	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Actifs financiers à la JV par résultat sur option
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Actifs représentatifs de contrats en unités de comptes				
Valeur reçus en pension				
Effets publics et valeurs assimilées				
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES À REVENU FIXE	340 513		260 623	
• Titres cotés				
• Titres non cotés	340 513		260 623	-
ACTIONS ET AUTRES TITRES À REVENU VARIABLE				
• Titres cotés				
• Titres non cotés				
INSTRUMENTS DÉRIVÉS	14 038		18 459	
CRÉANCES RATTACHÉES				
JUSTE VALEUR AU BILAN	354 551	-	279 082	-

En milliers de DH

ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE

	31/12/13	31/12/12
TITRES ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR	8 046 615	7 484 182
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILÉS	5 945 983	7 351 851
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES À REVENU FIXE	1 962 263	218
• Titres cotés	-	-
• Titres non cotés	1 962 263	218
ACTIONS ET AUTRES TITRES À REVENU VARIABLE	48 762	41 980
• Titres cotés	9 340	7 227
• Titres non cotés	39 423	34 754
TITRES DE PARTICIPATIONS NON CONSOLIDÉS	89 607	90 133
TOTAL DES TITRES DISPONIBLES À LA VENTE	8 046 615	7 484 182

En milliers de DH

GAINS ET PERTES LATENTS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE

	31/12/13			31/12/12		
	Juste valeur	Gains latents	Pertes latentes	Juste valeur	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées	5 859 889	13 719	10 143	7 262 337	14 290	30 111
Obligations et autres titres à revenu fixe	1 957 715	-	2 500	-	-	2 286
Actions et autres titres à revenu variable	46 389	3 925	-	41 980	1 658	-
Titres de participation non consolidés	89 607	30 554	-	90 133	30 260	-
Créances disponibles à la vente	-	-	-	-	-	-
Créances rattachées	93 015	-	-	89 732	-	-
VALEUR AU BILAN DES ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE	8 046 615	48 198	12 644	7 484 182	46 208	32 397
Total gains et pertes latents	-	48 198	12 644	-	46 208	32 397
Impôts différés	-	17 711	4 473	-	16 981	11 787
Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente nets	-	30 488	8 171	-	29 227	20 610
GAINS ET PERTES LATENTS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE NETS PART GROUPE		30 488	8 171		29 227	20 610

En milliers de DH

RÉPARTITION DES INSTRUMENTS FINANCIERS PAR NATURE DE PRIX DE MARCHÉ OU DE MODÈLE UTILISÉ POUR LA VALORISATION

	31/12/13				31/12/12			
	Prix de marché	Modèle avec paramètres observables	Modèle avec paramètres non observables	Total	Prix de marché	Modèles avec paramètres observables	Modèles avec paramètres non observables	Total
ACTIFS FINANCIERS								
• Instruments Financiers en valeur de marché par résultat détenus à des fins de transaction	354 551			354 551	279 082			279 082
• Instruments Financiers en valeur de marché par résultat sur option								
PASSIFS FINANCIERS								
• Instruments Financiers en valeur de marché par résultat détenus à des fins de transaction	11 894			11 894	17 419			17 419
• Instruments Financiers en valeur de marché par résultat sur option								

En milliers de DH

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

	31/12/13	31/12/12
ETABLISSEMENTS DE CRÉDITS	967 914	1 418 017
Comptes et prêts	804 434	990 218
Valeurs reçues en pension	-	-
Prêts subordonnés	-	-
Autres prêts et créances	148 395	365 405
TOTAL EN PRINCIPAL	952 829	1 355 623
Créances rattachées	15 085	62 394
Provisions	-	-
VALEUR NETTE	967 914	1 418 017
OPÉRATIONS INTERNES AU GROUPE	5 909 597	5 559 952
Comptes ordinaires	433 009	392 962
Comptes et avances à terme	5 377 832	5 166 990
Prêts subordonnés	-	-
Créances rattachées	98 756	-

En milliers de DH

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE		
	31/12/13	31/12/12
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	48 616 629	52 687 366
Créances commerciales	12 436 335	14 421 981
Autres concours à la clientèle	30 748 652	30 325 069
Valeurs reçues en pension	47 063	
Comptes ordinaires débiteurs	8 560 496	10 701 484
TOTAL EN PRINCIPAL	51 792 546	55 448 534
Créances rattachées	114 621	65 217
Provisions	3 290 538	2 826 385
VALEUR NETTE	48 616 629	52 687 366
OPÉRATIONS DE CRÉDIT BAIL	3 520 294	3 930 484
Crédit-bail immobilier	1 327 051	1 414 071
Crédit-bail mobilier, LOA et opérations assimilées	2 040 446	2 402 465
TOTAL EN PRINCIPAL	3 367 497	3 816 536
Créances rattachées	404 397	339 339
Provisions	251 600	225 391
VALEUR NETTE	3 520 294	3 930 484
TOTAL	52 136 923	56 617 850

En milliers de DH

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE PAR AGENT ÉCONOMIQUE		
	31/12/13	31/12/12
ENTREPRISES	34 292 185	39 441 450
Dont Grandes Entreprises	18 384 537	22 236 112
PARTICULIERS ET PROFESSIONNELS	17 325 721	16 771 844
TOTAL EN PRINCIPAL	51 617 905	56 213 294
CRÉANCES RATTACHÉES	519 018	404 556
VALEURS NETTES AU BILAN	52 136 923	56 617 850

En milliers de DH

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE PAR DURÉE RESTANT À COURIR					
	D ≤ 3 mois	3 mois < D < 1 an	1 an < D < 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
PRÊTS ET CRÉANCES ÉMIS SUR LA CLIENTÈLE	12 685 347	3 139 557	11 268 394	15 964 111	43 057 409

En milliers de DH

LOCATIONS FINANCEMENT INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Durée résiduelle	Pour le bailleur				
	Investissement brut total	Valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir au titre de la location	Produits financiers non acquis	Loyers conditionnels comptabilisés dans les produits	Valeurs résiduelles non garanties revenant au bailleur
≤ 1 AN	1 218 749	1 012 732	206 018		405 965
> 1 AN ≤ 5 ANS	2 176 701	1 854 963	321 737		1 294 919
> 5 ANS	263 266	230 512	32 754		18 955

En milliers de DH

IMPÔTS COURANTS ET IMPÔTS DIFFÉRÉS

	31/12/13	31/12/12
Impôts courants	91 048	50 932
Impôts différés	106 350	99 932
ACTIFS D'IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS	197 397	150 865
Impôts courants	10 504	42 909
Impôts différés	222 165	191 156
PASSIFS D'IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS	232 669	234 065

En milliers de DH

L'impact de la baisse des taux d'impôt au Maroc sur les actifs et passifs d'impôts différés se présente comme suit:

	31/12/13	31/12/12
Actifs d'impôts différés		
Passifs d'impôts différés		

CHARGE NETTE DE L'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

	31/12/13	31/12/12
CHARGE D'IMPÔTS COURANTS	404 403	452 057
CHARGE NETTE D'IMPÔTS DIFFÉRÉS DE L'EXERCICE	16 352	38 644

CHARGES NETTES DE L'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES	420 755	490 701
--	----------------	----------------

En milliers de DH

TAUX EFFECTIF D'IMPÔT

	31/12/13	31/12/12
RÉSULTAT NET	641 160	812 375
CHARGES D'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES	420 755	490 701

TAUX D'IMPÔT EFFECTIF MOYEN	39,6 %	37,7 %
------------------------------------	---------------	---------------

En milliers de DH

ANALYSE DU TAUX EFFECTIF D'IMPÔT

	31/12/13	31/12/12
TAUX D'IMPÔT EN VIGUEUR	37,0 %	37,0 %
DIFFÉRENTIEL DE TAUX D'IMPOSITION DES ENTITÉS ÉTRANGÈRES		
IMPOSITION FORFAITAIRE		
DIFFÉRENCES PERMANENTES		
CHANGEMENT DE TAUX		
DÉFICIT REPORTABLE		
AUTRES ÉLÉMENTS	2,6 %	0,7 %

TAUX D'IMPÔT EFFECTIF MOYEN	39,6 %	37,7 %
------------------------------------	---------------	---------------

COMPTES DE RÉGULARISATION ET AUTRES ACTIFS

	31/12/13	31/12/12
AUTRES ACTIFS	205 676	178 975
Débiteurs divers	179 162	101 721
Valeurs et emplois divers	15 085	12 494
Autres actifs d'assurance		
Autres	11 429	64 760
COMPTES DE RÉGULARISATION	365 724	744 160
Produits à recevoir	16 592	16 889
Charges constatées d'avance	21 697	18 722
Autres comptes de régularisation	327 435	708 549
TOTAL	571 400	923 135

En milliers de DH

COMPTES DE RÉGULARISATION ET AUTRES PASSIFS

	31/12/13	31/12/12
AUTRES PASSIFS	501 663	432 677
Opérations diverses sur titres	11 466	11 162
Créditeurs divers	490 197	421 515
Autres Passifs d'assurance		
COMPTES DE RÉGULARISATION	1 083 470	1 164 116
Charges à payer	37 855	14 391
Produits constatés d'avance	106 730	134 887
Autres comptes de régularisation	938 885	1 014 838
TOTAL	1 585 133	1 596 793

En milliers de DH

PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE

	Valeur de mise en équivalence	Résultat	Total bilan	Revenu (CA)	Quote-part de résultat dans les sociétés MEE
SOCIÉTÉS FINANCIÈRES					
SOCIÉTÉS NON FINANCIÈRES	ARVAL MAROC	2 846	804 918	347 818	949
VALEUR NETTE AU BILAN DES QUOTES-PARTS DANS LES SOCIÉTÉS MEE	13 765	2 846	804 918	347 818	949

En milliers de DH

IMMEUBLES DE PLACEMENT

	31/12/2012	Variation périmètre	Acquisitions	Cessions et échéances	Écart de conversion	Autres mouvements	31/12/2013
Valeur brute	32 337		-				32 337
Amortissements et provisions	5 971					1 230	7 201
VALEUR NETTE AU BILAN	26 366	-	-	-	-	-1 230	25 136

En milliers de DH

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

	31/12/12			31/12/13		
	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeurs	Valeur nette	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeurs	Valeur nette
Terrains et constructions	1 383 864	303 050	1 080 814	1 495 732	341 390	1 154 342
Equip. Mobilier, installation	374 626	253 919	120 707	397 246	284 577	112 669
Biens mobiliers donnés en location						
Autres immobilisations	660 744	289 954	370 790	723 414	339 256	384 158
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 419 234	846 923	1 572 311	2 616 392	965 223	1 651 169
Logiciels informatiques acquis	261 178	169 171	92 007	323 450	216 160	107 290
Logiciels informatiques produits par l'entreprise						
Autres immobilisation incorporelles	131 239	2 381	128 858	142 089	2 577	139 512
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	392 417	171 552	220 865	465 539	218 737	246 802

En milliers de DH

ÉCARTS D'ACQUISITION

	31/12/12	Variation périmètre	Écart de conversion	Autres mouvements	31/12/13
Valeur brute	87 720				87 720
Cumul des pertes de valeurs					
VALEUR NETTE AU BILAN	87 720		-	-	87 720

En milliers de DH

PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

	31/12/13	31/12/12
Valeurs données en pension		
Instruments dérivés	11 894	17 419

JUSTE VALEUR AU BILAN	11 894	17 419
------------------------------	---------------	---------------

En milliers de DH

DÉRIVÉS DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION

Par type de risque au 31/12/2013	Valeur comptable		Montant notionnel
	Actifs	Passifs	
CAPITAUX PROPRES			
CHANGE	14 038	11 894	
CRÉDIT			
MATIÈRES PREMIÈRES			
TOTAL	14 038	11 894	-

En milliers de DH

DETTES ENVERS

LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

	31/12/13	31/12/12
ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDITS	4 988 047	7 070 504
Comptes et emprunts	4 962 657	6 428 514
Valeurs données en pension		495 991
TOTAL EN PRINCIPAL	4 962 657	6 924 505
Dettes rattachées	25 390	145 999
VALEUR AU BILAN	4 988 047	7 070 504
OPÉRATIONS INTERNES AU GROUPE	5 981 429	5 662 873
Comptes ordinaires créditeurs	139 207	394 440
Comptes et avances à terme	5 743 466	5 177 159
Dettes rattachées	98 756	91 274

En milliers de DH

VENTILATION DES DETTES PAR DURÉE RESTANT À COURIR

	D ≤ 3 mois	3 mois <D< 1 an	1 an <D<5 ans	D> 5 ans	TOTAL
DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	3 293 756	701 734	799 605	167 562	4 962 657

En milliers de DH

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE

	31/12/13	31/12/12
Comptes ordinaires créditeurs	27 380 999	26 176 568
Comptes d'épargne	7 499 386	6 961 949
Autres dettes envers la clientèle	9 087 605	10 135 534
Valeurs données en pension	180 695	150 000
TOTAL EN PRINCIPAL	44 148 685	43 424 051
Dettes rattachées	107 564	143 486

VALEUR AU BILAN

44 256 249

43 567 537

En milliers de DH

VENTILATION DES DETTES ENVERS

LA CLIENTÈLE PAR AGENT ÉCONOMIQUE

	31/12/13	31/12/12
ENTREPRISES	11 815 435	11 977 715
Dont Grandes Entreprises	7 421 025	8 151 657
PARTICULIERS	32 333 250	31 446 336
TOTAL EN PRINCIPAL	44 148 685	43 424 051
CRÉANCES RATTACHÉES	107 564	143 486

VALEURS NETTES AU BILAN

44 256 249

43 567 537

En milliers de DH

DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE ET DETTES SUBORDONNÉES

	31/12/13	31/12/12
AUTRES DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE	6 478 561	8 961 429
Titres de créances négociables	6 478 561	8 961 429
Emprunts obligataires		
DETTES SUBORDONNÉES	754 775	754 668
Emprunts subordonnés		
• à durée déterminée	754 775	754 668
• à durée indéterminée		
TITRES SUBORDONNÉS		
• à durée déterminée		
• à durée indéterminée		
TOTAL	7 233 336	9 716 097

En milliers de DH

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	Solde au 31/12/12	Variation de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres variations	Solde au 31/12/13
Provision pour risques d'exécution des engagements par signature	17 133		3 335	2 248			18 220
Provision pour engagements sociaux	73 840		9 943	7 704		-508	75 571
Provision pour litige et garanties de passif	67 564		14 200	885			80 879
Provision pour risques fiscaux							
Provision pour impôts							
Autres provisions pour risques et charges	32 033		26 238	20 415			37 856
TOTAL	190 570		53 716	31 252		-508	212 526

En milliers de DH

MARGE D'INTÉRÊT

	31/12/13			31/12/12		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	3 259 209	623 738	2 635 471	3 440 509	593 396	2 847 114
Comptes et prêts / emprunts	2 971 822	574 734	2 397 088	3 120 656	530 617	2 590 040
Opérations de pensions	662	6 798	-6 136	1 360	25 426	-24 066
Opérations de location-financement	286 725	42 206	244 519	318 493	37 353	281 140
OPÉRATIONS INTERBANCAIRES	68 912	74 669	-5 757	30 317	147 076	-116 759
Comptes et prêts / emprunts	68 082	57 405	10 677	30 090	101 676	-71 586
Opérations de pensions	830	17 264	-16 434	227	45 400	-45 173
EMPRUNTS ÉMIS PAR LE GROUPE		374 968	-374 968		361 011	-361 011
ACTIFS DISPONIBLES À LA VENTE	304 675		304 675	244 653		244 653
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS OU ASSIMILÉS	3 632 796	1 073 375	2 559 421	3 715 480	1 101 483	2 613 997

En milliers de DH

COMMISSIONS NETTES

	31/12/13			31/12/12		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
COMMISSIONS NETTES SUR OPÉRATIONS	109 752	45 694	64 058	111 544	40 891	70 653
• avec les établissements de crédit	-	1 548	-1 548	-	995	-995
• avec la clientèle	89 191	43 444	45 747	89 154	38 754	50 400
• sur titres	17 078	582	16 496	18 362	1 023	17 339
• de change	3 201	120	3 081	3 751	119	3 632
• sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan	282	-	282	277	-	277
PRESTATION DE SERVICES BANCAIRES ET FINANCIERS	366 485	884	365 601	353 608	221	353 387
• Produits nets de gestion d'OPCVM	49 308	145	49 163	55 768	195	55 573
• Produits nets sur moyen de paiement	115 780	739	115 041	116 230	26	116 204
• Assurance	57 904	-	57 904	52 497	-	52 497
• Autres	143 493	-	143 493	129 113	-	129 113
PRODUITS NETS DE COMMISSIONS	476 237	46 578	429 659	465 152	41 112	424 040

En milliers de DH

GAINS ET PERTES NETTES SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JV PAR RÉSULTAT

	31/12/13	31/12/12
TITRES À REVENUS FIXES	79 339	50 060
TITRES À REVENUS VARIABLES	2 069	3 732
INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS	-5 435	-5 429
RÉÉVALUATION DES POSITIONS DE CHANGE MANUEL	142 441	154 834
TOTAL	218 414	203 197

En milliers de DH

GAINS ET PERTES NETS SUR LES ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE

	31/12/13	31/12/12
PRODUITS DES TITRES À REVENU VARIABLE	1 137	961
RÉSULTATS DE CESSION	-9 762	-15 139
• Plus-value	7 151	3 450
• Moins-value	16 913	18 589
PERTES DE VALEUR DES TITRES À REVENU VARIABLE	1 075	3 532
GAINS OU PERTES SUR TITRES À REVENU FIXE	-31	21
GAINS OU PERTES SUR PRODUITS DÉRIVÉS		
TOTAL	-9 731	-17 689

En milliers de DH

PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITÉS

	31/12/13			31/12/12		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
PRODUITS NETS DE L'ASSURANCE						
PRODUITS NETS DES IMMEUBLES DE PLACEMENT						
PRODUITS NETS DES IMMOBILISATIONS EN LOCATION SIMPLE	1 095	0	1 095	1 483	0	1 483
PRODUITS NETS DE L'ACTIVITÉ DE PROMOTION IMMOBILIÈRE			-			-
AUTRES PRODUITS	32 742	99 565	-66 823	39 364	103 931	-64 567
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITÉS	33 837	99 565	-65 728	40 847	103 931	-63 084

En milliers de DH

PRODUITS NETS DE L'ACTIVITÉ ASSURANCE

31/12/13

31/12/12

PRIMES ACQUISES BRUTES

VARIATION DES PROVISIONS TECHNIQUES

CHARGES DES PRESTATIONS DES CONTRATS

CHARGES OU PRODUITS NETS DES CESSIONS EN RÉASSURANCE

VARIATION DE VALEUR DES ACTIFS SUPPORTS DE CONTRATS EN UNITÉ DE COMPTE

NÉANT

TOTAL

-

-

En milliers de DH

COÛT DU RISQUE

31/12/13

31/12/12

DOTATIONS AUX PROVISIONS

-689 245

-714 567

Provisions pour dépréciation des prêts et créances

-650 868

-697 262

Provisions pour dépréciation des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)

Provisions engagements par signature

Autres provisions pour risques et charges

-38 377

-17 305

REPRISES DE PROVISIONS

183 509

658 595

Reprises de provisions pour dépréciation des prêts et créances

Reprises de provisions pour dépréciation des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)

Reprises de provisions engagements par signature

2 651

Reprise des autres provisions pour risques et charges

18 666

21 547

VARIATION DES PROVISIONS

-82 405

-404 015

Pertes pour risque de contrepartie des actifs financiers disponibles à la vente (titres à revenus fixes)

Pertes pour risque de contrepartie des actifs détenus jusqu'à l'échéance

Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées

-14 129

-12 212

Pertes sur prêts et créances irrécouvrables provisionnées

-68 875

-394 897

Décote sur les crédits restructurés

Récupérations sur prêts et créances amorties

599

3 094

Pertes sur engagement par signature

Autres pertes

COÛT DU RISQUE

-588 141

-459 988

En milliers de DH

ENGAGEMENTS DE GARANTIE

	31/12/13	31/12/12
ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNÉS	12 051 851	11 722 557
D'ordre des établissements de crédit	3 711 175	3 789 915
D'ordre de la clientèle	8 340 676	7 932 642
ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS	8 509 476	3 012 399
des établissements de crédit	8 509 476	3 012 399
de l'état et d'autres organismes de garantie		

En milliers de DH

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS

	31/12/13	31/12/12
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS DONNÉS	3 812 547	3 992 100
Aux établissements de crédit	11 795	
A la clientèle	3 800 752	3 992 100
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT REÇUS	299 250	3 015 720
des établissements de crédit	299 250	3 015 720
de la clientèle		

En milliers de DH

RELATION ENTRE LES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES DU GROUPE AU 31/12/2013

Entreprises consolidées par:	Intégration proportionnelle	Mise en équivalence	Intégration globale
ACTIF			
PRÊTS, AVANCES ET TITRES		34 919	6 242 334
Comptes ordinaires		34919	164 831
Prêts			5 842 222
Titres			235 281
Opération de location financement			
ACTIF DIVERS			140 691
TOTAL			6 383 025
PASSIF			
DÉPÔTS		591 000	164 831
Comptes ordinaires			164 831
Autres emprunts		591 000	
DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE			235 281
PASSIF DIVERS			5 982 913
TOTAL		591 000	6 383 025
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE			
ENGAGEMENTS DONNÉS			6 763 767
ENGAGEMENTS REÇUS		5 052	6 758 715

En milliers de DH

ÉLÉMENTS DE RÉSULTAT RELATIFS AUX OPÉRATIONS RÉALISÉES AVEC LES PARTIES LIÉES AU 31/12/2013

Entreprises consolidées par:	Intégration proportionnelle	Mise en équivalence	Intégration globale
INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS			340 276
INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES		32 508	340 276
COMMISSIONS (PRODUITS)			88 096
COMMISSIONS (CHARGES)			18 763
PRESTATIONS DE SERVICES DONNÉS			
PRESTATIONS DE SERVICES REÇUES		1 841	73 290
LOYERS REÇUS		3 276	3 755

En milliers de DH

GAINS ET PERTES NETS SUR LES AUTRES ACTIFS

31/12/13

31/12/12

IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES D'EXPLOITATION

Plus-values de cession

Moins-value de cession

GAINS OU PERTES NETTES SUR AUTRES ACTIFS

NÉANT

En milliers de DH

INFORMATION PAR PÔLE D'ACTIVITÉ - BILAN AU 31/12/2013

	Banque de détail	Sociétés de Financement Spécialisées	Banque offshore	Société de gestion d'actifs	Autres	TOTAL
TOTAL BILAN	54 696 756	7 181 423	4 921 830	40 023	172 840	67 012 871
dont						
ÉLÉMENTS D'ACTIF						
• Actifs financiers à la juste valeur par résultat	354 551					354 551
• Actifs disponibles à la vente	7 854 046		148 596	32 137	11 836	8 046 615
• Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	887 271	59 088	21 554		1	967 914
• Prêts et créances sur la clientèle	40 515 065	6 849 267	4 714 064	5 362	53 165	52 136 923
• Immobilisations corporelles	1 580 219	4 791	7 097	1 083	57 979	1 651 169
ÉLÉMENTS DU PASSIF						
• Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	941 908	100 061	3 946 021		57	4 988 047
• Dettes envers la clientèle	43 714 967	26 092	515 190			44 256 249
• Provisions techniques des contrats d'assurance						
• Dettes subordonnées	754 775					754 775
• Capitaux propres	7 902 308	487 505	109 400	32 835	-39 032	8 493 016

En milliers de DH

RÉSULTAT PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES AU 31/12/2013

	Banque de détail	Sociétés de Financement Spécialisées	Banque offshore	Société de gestion d'actifs	Autres	Éliminations	TOTAL
MARGE D'INTÉRÊT	2 260 240	234 656	70 779	-16	-6 238		2 559 421
MARGE SUR COMMISSIONS	403 960	17 133	5 699	31 673	40 526	-69 332	429 659
PRODUIT NET BANCAIRE	2 899 663	255 933	76 084	33 907	44 433	-177 985	3 132 036
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 207 745	142 224	4 759	12 594	17 477	-73 290	1 311 510
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	1 014 690	37 447	71 016	20 927	21 582	-104 696	1 060 966
RÉSULTAT NET	659 002	16 419	44 241	14 601	11 593	-104 696	641 160
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	659 002	15 208	44 241	14 601	11 593	-104 696	639 949

En milliers de DH

ÉVOLUTION DU CAPITAL ET RÉSULTAT PAR ACTION

31/12/13

31/12/12

CAPITAL EN(DH)	1 327 884 300	1 327 884 300
NOMBRE D' ACTIONS	13 278 843	13 278 843
RESULTAT PART GROUPE (KDH)	639 949	803 245

RÉSULTAT PAR ACTION (DH)

48

60

En milliers de DH

PRINCIPES COMPTABLES

Note de présentation des règles et principes comptables

1.1. PRÉSENTATION

BMCI est une société anonyme de droit commun constituée au Maroc en 1943.

Les états de synthèse comprennent les comptes du Siège ainsi que des agences établies au Maroc.

1.2 PRINCIPES GÉNÉRAUX

Les états de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux établissements de crédit.

La présentation des états de synthèse de la BMCI est conforme aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

1.3 CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET LA CLIENTÈLE ET ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE

Présentation générale des créances

- Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou l'objet économique des concours :

- Créances à vue et à terme, pour les établissements de crédit;

- crédits de trésorerie, crédits à l'équipement, crédits à la consommation, crédits immobiliers et autres crédits pour la clientèle.

- Les engagements par signature comptabilisés en hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de financement et à des engagements de garantie.

- Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, sont enregistrées sous les différentes rubriques de créances concernées (Établissements de crédit, clientèle).

- Les valeurs reçues à l'encaissement qui ne sont portées au crédit du remettant qu'après leur encaissement effectif ou après un délai contractuel ne sont pas comptabilisées dans le bilan, mais font l'objet d'une comptabilité matière.

- Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Créances en souffrance sur la clientèle

- Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur.

Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :

Les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises.

Les créances en souffrance sont, après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de :

- 20 % pour les créances pré-douteuses,
- 50 % pour les créances douteuses,
- 100 % pour les créances compromises.

- Les provisions relatives aux risques crédits sont déduites des postes d'actif concernés.

- Dès le déclassement des créances saines en créances compromises, les intérêts ne sont plus décomptés et comptabilisés. Ils sont constatés en produits à leur encaissement.

- Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées lorsque les chances de récupérations des créances en souffrance sont jugées nulles.

- Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque celles-ci ont connu une évolution favorable (remboursements effectifs ou restructuration de la créance avec un remboursement partiel ou total).

1.4 DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET LA CLIENTÈLE

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- Dettes à vue et à terme pour les établissements de crédit,
- Comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs pour la clientèle.

Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

1.5 PORTEFEUILLE DE TITRES

1.5.1 Présentation générale

Les opérations sur titres sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions au Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Les titres sont classés d'une part, en fonction de la nature juridique du titre (titre de créance ou titre de

propriété), d'autre part, en fonction de l'intention (titre de transaction, titre de placement, titre d'investissement, titre de participation).

1.5.2 Titres de transaction

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres dont la liquidité est assurée et qui ont été acquis avec une intention de revente à brève échéance.

Ces titres sont enregistrés à leur valeur d'achat (coupon inclus). A chaque arrêté comptable, la différence entre cette valeur et la valeur de marché est inscrite directement en compte de résultats

1.5.3 Titres de placement

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres acquis dans un objectif de détention supérieure à 6 mois à l'exception des titres à revenus fixes destinés à être conservés jusqu'à leur échéance. Cette catégorie de titres comprend notamment les titres qui ne satisfont pas aux conditions nécessaires leur permettant d'être classés dans une autre catégorie de titres.

Les titres de créances sont comptabilisés, coupon couru inclus dans le prix d'acquisition

Les titres de propriété sont enregistrés à leur valeur d'achat hors frais d'acquisition.

A chaque arrêté comptable, la différence négative entre la valeur de marché et la valeur d'entrée des titres fait l'objet d'une provision pour dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées.

1.5.4 Titres d'investissement

Les titres d'investissement sont des titres de créance qui sont acquis ou qui proviennent d'une autre catégorie de titres, avec l'intention de les détenir jusqu'à l'échéance, pour procurer, sur une assez longue période, des revenus réguliers.

À leur date d'acquisition, ces titres sont enregistrés coupon inclus dans le prix d'acquisition.

À chaque arrêté comptable, les titres sont maintenus pour leur valeur d'acquisition quelle que soit la valeur de marché du titre. En conséquence, la perte ou le profit latent ne sont pas enregistrés.

Au 31 décembre, aucun titre n'est classé dans la catégorie de titres d'investissement; en effet, la banque a procédé au reclassement de la totalité de son portefeuille de titres d'investissement en titres de placement afin d'harmoniser la classification des titres entre les comptes sociaux et les comptes consolidés, en conformité avec les dispositions de la section 2 « opération sur titres » du PCEC mis à jour, en vigueur à compter du 01/01/2008.

1.5.5 Titres de participation

Sont inscrits dans cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à la banque.

A chaque arrêté comptable, leur valeur est estimée sur la base des éléments généralement admis : valeur d'usage, quote-part dans la situation nette, perspectives de résultats et cours de bourse. Seules, les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, selon la valeur d'utilité de la participation à la constitution de provisions pour dépréciation

1.5.6 Pensions livrées

Les titres donnés en pension sont maintenus au bilan et le montant encaissé représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan, mais le montant décaissé représentatif de la créance sur le cédant est enregistré à l'actif du bilan.

1.6 LES OPÉRATIONS LIBELLÉES EN DEVICES

Les créances et les dettes ainsi que les engagements par signature libellés en devises étrangères sont convertis en dirhams au cours de change moyen en vigueur à la date de clôture.

La différence de change sur les comptes tenus en devises est enregistrée en compte de résultat.

Les produits et charges en devises étrangères sont convertis au cours du jour de leur comptabilisation.

1.7 LES PROVISIONS POUR RISQUES GÉNÉRAUX

Ces provisions sont constituées, à l'appréciation des dirigeants, en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, actuellement non identifiés et non mesurables avec précision.

Les provisions ainsi constituées font l'objet d'une réintégration fiscale.

1.8 LES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.

Les immobilisations incorporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont amorties sur les durées suivantes :

Nature	Durée d'amortissement
• Droit au bail	non amortissable
• Logiciels informatiques	7 ans
• Logiciels informatiques (logiciels acquis depuis 2004)	5 ans

Les immobilisations corporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont composées et sont amorties sur les durées suivantes:

Nature	Durée d'amortissement
• Terrains d'exploitation	non amortissables
• Immeubles d'exploitation : bureaux	25 ans
• Matériel roulant	5 ans
• Matériel de bureau	5 ans
• Mobilier de bureau	10 ans
• Agencements, aménagements et installations d'exploitation	10 ans

• **Matériel informatique:**

- Grosse informatique 10 ans
 - Micro-informatique 7 ans
 - Micro-informatique 5 ans
- (matériel acquis depuis 2004)

1.9 CHARGES À RÉPARTIR

Les charges à répartir enregistrent des dépenses qui, eu égard à leur importance et leur nature, sont susceptibles d'être rattachées à plus d'un exercice.

1.10 PROVISIONS RÉGLEMENTÉES

Les provisions réglementées sont constituées en application de dispositions législatives ou réglementaires, notamment par le souci de bénéficier d'un avantage fiscal.

Dès lors que les conditions de constitution et d'utilisation sont réunies et ayant été constituées pour bénéficier d'un avantage fiscal certain, les provisions réglementées, à l'exception des amortissements dérogatoires, ont un caractère de réserves libérées d'impôt.

1.11 PRISE EN COMPTE DES INTÉRÊTS ET COMMISSIONS DANS LE COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

Intérêts

Sont considérés comme intérêts, les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés.

Sont considérés comme intérêts assimilés, les produits et charges calculés sur une base prorata Temporis et qui rémunèrent un risque. Entrent notamment dans cette catégorie, les commissions sur engagements de garantie et de financement (caution, crédit documentaire...).

Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachées les ayant générés par la contrepartie du compte de résultat.

Les intérêts assimilés sont constatés en produits ou en charges dès leur facturation.

Commissions

Les produits et charges, déterminés sur une base «flat» et qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation.

1.12 CHARGES ET PRODUITS NON COURANTS

Ils représentent exclusivement les charges et produits à caractère extraordinaire et sont par principe rares puisque de nature inhabituelle et de survenance exceptionnelle.

1.13 ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Les engagements de retraites (wissam Al Choghl, indemnités de départ à la retraite) qui ne sont pas couverts par des régimes de retraite gérés par des organismes indépendants externes (à caractère non obligatoire) ne font pas l'objet d'une provision pour risques et charges.

COMPTES SOCIAUX

AU 31 DÉCEMBRE 2013

BILAN - ACTIF	31/12/13	31/12/12
VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC,		
SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	2 713 413	1 872 411
CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	6 384 935	6 414 755
A vue	1 022 873	998 834
A terme	5 362 063	5 415 921
CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	38 807 024	42 414 549
Crédits de trésorerie et à la consommation	14 857 128	18 669 012
Crédits à l'équipement	8 024 070	8 144 556
Crédits immobiliers	14 170 436	13 755 456
Autres crédits	1 755 390	1 845 524
CRÉANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	1 738 039	1 726 601
TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT	9 089 827	8 991 797
Bons du trésor et valeurs assimilées	6 169 413	7 013 668
Autres titres de créance	2 872 820	1 930 608
Titres de propriété	47 594	47 521
AUTRES ACTIFS	607 571	833 975
TITRES D'INVESTISSEMENT	0	-
Bons du trésor et valeurs assimilées	0	-
Autres titres de créance	0	-
TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS	543 932	511 948
CRÉANCES SUBORDONNÉES	0	-
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL ET EN LOCATION	0	-
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	306 120	263 064
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 471 046	1 403 403
TOTAL DE L'ACTIF	61 661 908	64 432 503

En milliers de DH

BILAN - PASSIF

	31/12/13	31/12/12
BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	0	0
DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉES	951 924	1 852 486
A vue	647 207	939 487
A terme	304 717	912 999
DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE	43 740 118	43 169 470
Comptes à vue créditeurs	27 159 371	25 902 398
Comptes d'épargne	7 499 384	6 961 949
Dépôts à terme	7 543 254	8 678 524
Autres comptes créditeurs	1 538 109	1 626 599
TITRES DE CRÉANCE ÉMIS	6 631 632	9 328 269
Titres de créance négociables	6 631 632	9 328 269
Emprunts obligataires	0	0
Autres titres de créance émis	0	0
AUTRES PASSIFS	1 145 783	1 132 911
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	247 854	212 169
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	0	0
SUBVENTIONS, FONDOS PUBLICS AFFECTÉS ET FONDOS SPÉCIAUX DE GARANTIE	0	0
DETTES SUBORDONNÉES	754 775	754 668
ECARTS DE RÉÉVALUATION	0	0
RÉSERVES ET PRIMES LIÉES AU CAPITAL	3 352 336	3 352 336
CAPITAL	1 327 884	1 327 884
ACTIONNAIRES. CAPITAL NON VERSÉ (-)	0	0
REPORT À NOUVEAU (+/-)	2 905 457	2 561 542
RÉSULTATS NETS EN INSTANCE D'AFFECTATION (+/-)	0	0
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (+/-)	604 145	740 766
TOTAL DU PASSIF	61 661 908	64 432 503

En milliers de DH

HORS BILAN

	31/12/13	31/12/12
ENGAGEMENTS DONNES	20 847 956	21 143 182
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	0	0
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	3 409 683	3 480 090
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	10 460 473	10 388 443
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	6 977 799	6 889 286
Titres achetés à réméré	0	0
Autres titres à livrer	0	385 364
ENGAGEMENTS RECUS	8 172 587	3 194 742
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	0	557 325
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	8 172 587	2 622 752
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	0	0
Titres vendus à réméré	0	0
Autres titres à recevoir	0	14 666

En milliers de DH

COMPTES DE PRODUITS ET CHARGES		
	31/12/13	31/12/12
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	4 095 892	4 042 384
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	125 138	124 030
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	2 742 223	2 858 327
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	306 789	250 598
Produits sur titres de propriété	127 788	111 017
Produits sur opérations de crédit-bail et de location	0	0
Commissions sur prestations de service	444 906	434 536
Autres produits bancaires	349 047	263 877
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	-1 243 172	-1 204 476
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	-25 740	-55 934
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	-588 422	-553 991
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	-367 487	-376 942
Charges sur opérations de crédit-bail et de location	0	0
Autres charges bancaires	-261 523	-217 609
PRODUIT NET BANCAIRE	2 852 720	2 837 909
Produits d'exploitation non bancaire	2 301	9 069
Charges d'exploitation non bancaire	-718	-5 280
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	-1 368 373	-1 298 380
Charges de personnel	-786 190	-736 570
Impôts et taxes	-18 411	-21 922
Charges externes	-400 991	-377 523
Autres charges générales d'exploitation	0	0
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	-162 780	-162 365
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	-791 817	-974 134
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-649 338	-373 488
Pertes sur créances irrécouvrables	-80 350	-457 578
Autres dotations aux provisions	-62 129	-143 067
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	242 788	586 940
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	211 886	546 465
Récupérations sur créances amorties	599	3 094
Autres reprises de provisions	30 302	37 382
RESULTAT COURANT	936 900	1 156 124
Produits non courants	1 530	1 139
Charges non courantes	-18 981	-28 697
RESULTAT AVANT IMPOTS	919 450	1 128 566
Impôts sur les résultats	-315 305	-387 800
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	604 145	740 766
TOTAL PRODUITS	4 342 511	4 639 533
TOTAL CHARGES	-3 738 366	-3 898 767
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	604 145	740 766

En milliers de DH

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION

31/12/13

31/12/12

I - TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS

1 (+) Intérêts et produits assimilés	3 174 150	3 232 955
2 (-) Intérêts et charges assimilées	981 649	986 866
MARGE D'INTERET	2 192 502	2 246 088
3 (+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	0	0
4 (-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	0	0
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL ET DE LOCATION	0	0
5 (+) Commissions perçues	448 106	438 287
6 (-) Commissions servies	44 147	39 896
MARGE SUR COMMISSIONS	403 960	398 391
7 (±) Résultats des opérations sur titres de transaction	75 611	52 310
8 (±) Résultats des opérations sur titres de placement	1 997	-37 415
9 (±) Résultats des opérations de change	142 067	154 544
10 (±) Résultats des opérations sur produits dérivés	-576	1 524
RÉSULTATS DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ	219 099	170 964
11 (+) Divers autres produits bancaires	131 308	113 881
12 (-) Diverses autres charges bancaires	94 149	91 415
PRODUIT NET BANCAIRE	2 852 720	2 837 909
13 (±) Résultats des opérations sur immobilisations financières	-2 428	2 803
14 (+) Autres produits d'exploitation non bancaire	2 163	9 069
15 (-) Autres charges d'exploitation non bancaire	707	5 280
16 (-) Charges générales d'exploitation	1 368 373	1 298 380
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	1 483 375	1 546 121
17 (±) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-517 202	-281 508
18 (±) Autres dotations nettes de reprises aux provisions	-29 272	-108 489
RESULTAT COURANT	936 900	1 156 124
RESULTAT NON COURANT	-17 451	-27 558
19 (-) Impôts sur les résultats	315 305	387 800

RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE

604 145

740 766

II- CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT

RESULTAT NET DE L'EXERCICE	604 145	740 766
20 (+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	162 780	162 365
21 (+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	3 269	5 314
22 (+) Dotations aux provisions pour risques généraux	43 505	136 532
23 (+) Dotations aux provisions réglementées	0	0
24 (+) Dotations non courantes	0	0
25 (-) Reprises de provisions	-24 657	-35 749
26 (-) Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	0	-17
27 (+) Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	0	0
28 (-) Plus-values de cession sur immobilisations financières	-138	0
29 (+) Moins-values de cession sur immobilisations financières	11	0
30 (-) Reprises de subventions d'investissement reçues	0	0
+ CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	788 915	1 009 211
- Bénéfices distribués	398 365	331 971

AUTOFINANCEMENT

390 550

677 240

En milliers de DH

TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE			31/12/13	31/12/12
1. (+) Produits d'exploitation bancaire perçus			3 971 600	3 928 540
2. (+) Récupérations sur créances amorties			599	3 094
3. (+) Produits d'exploitation non bancaire perçus			2 163	9 051
4. (-) Charges d'exploitation bancaire versées			-1 775 180	-1 517 774
5. (-) Charges d'exploitation non bancaire versées			-707	-5 280
6. (-) Charges générales d'exploitation versées			-1 205 593	-1 136 015
7. (-) Impôts sur les résultats versés			-315 305	-387 800
I. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES			677 577	893 816
Variation des:				
8. (±) Créances sur les établissements de crédit et assimilés			29 820	1 663 855
9. (±) Créances sur la clientèle			3 596 087	-2 185 625
10. (±) Titres de transaction et de placement			-98 030	-1 821 804
11. (±) Autres actifs			226 404	-524 287
12. (±) Immobilisations données en crédit-bail et en location				
13. (±) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés			-900 562	-193 801
14. (±) Dépôts de la clientèle			570 648	239 413
15. (±) Titres de créance émis			-2 696 637	501 171
16. (±) Autres passifs			12 872	-86 334
II. SOLDE DES VARIATIONS DES ACTIFS ET PASSIFS D'EXPLOITATION			740 602	-2 407 412
III. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION (I + II)			1 418 179	-1 513 596
17. (+) Produit des cessions d'immobilisations financières			2 127	-
18. (+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles			-	17
19. (-) Acquisition d'immobilisations financières			-37 120	-6 530
20. (-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles			-271 127	-256 684
21. (+) Intérêts perçus				
22. (+) Dividendes perçus			127 308	110 537
IV. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			-178 812	-152 660
23. (+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus			-	-
24. (+) Variation de dettes subordonnées			-	750 000
25. (+) Émission d'actions			-	-
26. (-) Remboursement des capitaux propres et assimilés				
27. (-) Intérêts versés				
28. (-) Dividendes versés			-398 365	-331 971
V. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			-398 365	418 029
VI. VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE (III+IV+V)			841 002	-1 248 227
VII. TRÉSORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE			1 872 411	3 120 638
VIII. TRÉSORERIE A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE			2 713 413	1 872 411

En milliers de DH

CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS						
Créances	Établissements de crédit au Maroc			Établissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/13	Total 31/12/12
	Bank Al Maghrib, Trésor public services des chèques Postaux	Banque au Maroc	Autres établ. de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	2 142 609	21 899	85 294	518 949	2 768 752	2 256 530
VALEURS REÇUES EN PENSION	0	0	0	0	0	0
- au jour le jour			0		0	0
- à terme			0		0	0
PRETS DE TRÉSORERIE	0	325 249	1 774 268	0	2 099 517	2 075 820
- au jour le jour	0	325 249	2 214	0	327 463	990
- à terme	0	0	1 772 054	0	1 772 054	2 074 830
PRÊTS FINANCIERS		60 000	3 379 117	0	3 439 117	3 299 800
AUTRES CRÉANCES		68 031	0	38 137	106 168	97 161
INTÉRÊTS COURUS A RECEVOIR		18 565	95 276	0	113 841	62 394
TOTAL	2 142 609	493 744	5 333 955	557 086	8 527 395	7 791 705

En milliers de DH

CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE AU 31/12/2013

	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/13	Total 31/12/12
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES DE TRESORERIE	161 920	6 982	13 516 855	490 181	14 175 938	17 904 135
- Comptes à vue débiteurs	145 692	6 982	7 888 578	358 829	8 400 081	10 571 869
- Créances commerciales sur le Maroc	3 433	0	4 119 139	24 387	4 146 959	5 500 541
- Crédits à l'exportation			74 788		74 788	97 000
- Autres crédits de trésorerie	12 795		1 434 350	106 965	1 554 110	1 734 725
CREDITS A LA CONSOMMATION			56 006	593 936	649 942	727 942
CREDITS A L'EQUIPEMENT	530 809		7 432 531	41 177	8 004 517	8 091 133
CREDITS IMMOBILIERS			1 283 873	12 858 522	14 142 395	13 729 199
AUTRES CREDITS	521 429	47 063	42 152	82	610 726	804 916
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE			1 738 039		1 738 039	1 726 601
INTERETS COURUS A RECEVOIR	4 711	4	42 534	31 594	78 843	116 616
CREANCES EN SOUFFRANCE	0	0	870 926	273 738	1 144 664	1 040 608
- Créances pré-douteuses			0	0	0	0
- Créances douteuses			168 442	49 110	217 552	522 954
- Créances compromises	0	0	702 484	224 628	927 112	517 654
TOTAL	1 218 869	54 049	24 982 916	14 289 229	40 545 063	44 141 150

Les entreprises non financières comprennent également les entreprises publiques non financières conformément à la présentation préconisée par le PCEC

En milliers de DH

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATÉGORIE D'ÉMETTEUR

TITRES	Établissements de crédit et assimilés	Émetteurs publics	Émetteurs privés financiers	Émetteurs privés non financiers	Total 31/12/13	Total 31/12/12
TITRES COTES						
Bons du trésor et valeurs assimilées						
Obligations						
Autres titres de créance						
Titres de propriété	39 851		2 073	4 195	46 119	46 046
TITRES NON COTES						
Bons du trésor et valeurs assimilées		6 085 825		0	6 085 825	6 927 540
Obligations	0	0	0	0	0	0
Autres titres de créance	2 844 057			15 037	2 859 094	1 919 660
Titres de propriété	0		28	1 446	1 474	1 474
TOTAL	2 883 908	6 085 825	2 101	20 678	8 992 512	8 894 720

Les chiffres ci-dessus sont présentés hors intérêts courus.

En milliers de DH

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT AU 31/12/2013

TITRES	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
TITRES DE TRANSACTION	932 190	932 190	910 051	-	-	-
Bons du trésor et valeurs assimilées	340 513	340 513	336 900	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	551 826	551 826	533 300	-	-	-
Titres de propriété	39 851	39 851	39 851	-	-	-
TITRES DE PLACEMENT	8 088 607	8 060 322	8 020 964	-	28 285	28 285
Bons du trésor et valeurs assimilées	5 765 366	5 745 312	5 739 783	-	20 054	20 054
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	2 308 412	2 307 267	2 266 351	-	1 145	1 145
Titres de propriété	14 829	7 743	14 830	-	7 086	7 086
TITRES D'INVESTISSEMENT	-	-	-	-	-	-
Bons du trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	-	-	-	-	-	-
TOTAL	9 020 797	8 992 512	8 020 964	-	28 285	28 285

Les chiffres ci-dessus sont présentés hors intérêts courus.

En milliers de DH

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS AU 31/12/2013

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition	Valeur compt. nette	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES LIÉES									
BMCI-LEASING	Crédit bail	80 000	86,91 %	111 714	111 714	31/12/13	226 573	29 938	17 768
BMCI-CREDIT CONSO (EX -CETELEM)	Crédit à la consommation	136 118	99,87 %	317 699	279 566	31/12/13	105 901	-32 688	
BMCI BANQUE OFFSHORE	Banque offshoreKUSD	5 500	100%	47 108	44 834	31/12/13	92 193	42 867	46 950
BMCI BOURSE	Intermédiaire boursier	20 000	100 %	20 000	10 109	31/12/13	10 056	-3 121	
UPAR	Prise de participation	1 500	100 %	9 428	1	31/12/13	-424	5 429	
BMCI Asset Management (EX BMCI Gestion)Gestion des SICAV		1 000	100 %	1 000	1 000	31/12/13	15 814	14 618	17 500
BMCI FINANCE	Prise de participation	8 500	100 %	8 500	8 500	31/12/13	4 779	-3 168	
BMCI FONDS	Gestion des FCP	1 000	100 %	1 000	1 000	31/12/13	1 785	-89	
BMCI ASSURANCE	Intermédiaire en assurances	100	100 %	100	100	31/12/13	22 887	22 259	21 000
BMCI DEVELOPPEMENT	Prise de participation	300	100 %	300	300	31/12/13	-1 313	-248	
BMCI GESTION SOLIDARITE		1 000	0 %	500	500				
FCP BMCI GESTION DIVERSIF	OPCVM			500	500				
DELTA RECOUVREMENT	Recouvrement des créances	2 000	100 %	2 000	529	31/12/13	460	-35	
ARVAL MAROC	Location longue durée	30 000	33,34 %	27 339	18 119	31/12/13	41 287	9 770	5 197
Sté Immobil sidi maarouf	Société immobilière	10 100	100 %	10 100	10 100	31/12/13	-31 050	-4 565	
BNP MED INNOV (ex mediha)	Maintenance et devel Inform	46 213	10 %	13 631	13 631	31/12/13	86 824	2 389	
AUTRES TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS									
Centre monétique Interbank	Gestion cartes monétiques	98 200	13 %	13 000	13 000	31/12/11	225 655	59 710	15 080
Société Interbank	Gestion cartes monétiques	11 500	22 %	2 530	2 530	31/12/11	22 096	6 709	2 530
BDSI	Maintenance et devel Inform	16 000	11 %	1 760	1 760	31/12/13	36 636	5 358	440
Sté Immobil Interbancaire GBPM	Société immobilière	19 005	13 %	2 534	2 050				
SOGEPIB	Gest & exploit parc indust	18 000	5 %	900	900	31/12/12	23 818	5 031	238
SOGEPOS	Gest & exploit parc indust	35 000	13 %	4 622	4 308	31/12/12	32 625	4 042	
BNP PARISBAS MED BUSINES ProcessGestion de process BACK-OFFICE		14 600	4 %	584	584	31/12/13	27 598	4 547	
SCI Romandie	Société immobilière			2 930	2 930				
FGCP	Fonds de garantie			5 000	5 000				
NOVEC	Bureau d'études et d'ingénierie	25 700	2,82 %	725	725	31/12/12	444 916	41 868	788
SETTAPARK	Gest & exploit parc indust				6 530				
Divers				3 111	3 111				297
TOTAL					543 931		1 389 116	210 621	127 788

En milliers de DH

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS

DETTES	Établissements de crédit au Maroc			Établissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/13	Total 31/12/12
	Bank Al Maghrib, Trésor Public services des Chèques Postaux	Banque au Maroc	Autres établ. de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS		8 340	9 910	88 073	106 323	269 381
VALEURS DONNEES EN PENSION	0	0	0	0	0	495 991
- au jour le jour					0	0
- à terme			0		0	495 991
EMPRUNTS DE TRESORERIE	3 025	0	0	578 255	581 280	680 939
- au jour le jour				535 004	535 004	543 151
- à terme	3 025	0		43 251	46 276	137 788
EMPRUNTS FINANCIERS	11 329			0	11 329	11 329
AUTRES DETTES		241 882	131		242 013	265 438
INTERETS COURUS A PAYER	0	9 521	0	1 458	10 979	129 408
TOTAL	14 354	259 743	10 041	667 786	951 924	1 852 486

En milliers de DH

DÉPÔT DE LA CLIENTÈLE AU 31/12/2013

Dépôts	Secteur public	Secteur privé		Autre clientèle	Total au 31/12/13	Total au 31/12/12
		Entreprises financières	Entreprises non financières			
COMPTES A VUE CREDITEURS	375 778	461 314	8 051 465	18 081 756	26 970 313	25 812 295
COMPTE D'EPARGNE	0	0	0	7 499 384	7 499 384	6 961 949
DEPOTS A TERME	53 000	196 300	1 708 012	5 487 357	7 444 669	8 401 349
AUTRES COMPTES CREDITEURS	960	220 183	1 220 041	277 619	1 718 803	1 850 825
INTERETS COURUS A PAYER	702	2 600	30 981	72 666	106 949	143 052
TOTAL	430 440	880 397	11 010 499	31 418 782	43 740 118	43 169 470

Les entreprises non financières comprennent également les entreprises publiques non financières conformément à la présentation préconisée par le PCEC.

En milliers de DH

VALEURS ET SÛRETÉS REÇUES ET DONNÉES EN GARANTIE AU 31/12/2013

VALEURS ET SÛRETÉS REÇUES EN GARANTIE	VALEUR COMPTABLE NETTE	RUBRIQUES DE L'ACTIF OU DU HORS BILAN ENREGISTRANT LES CRÉANCES OU LES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE DONNÉS		MONTANTS DES CRÉANCES ET DES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE DONNÉS COUVERTS	
		Pension à terme BAM		Pension à terme clientèle	
Bons du trésor et valeurs assimilées				Pension à terme Ets de crédit	
Hypothèques	21 842 460				
Autres valeurs et sûretés réelles	24 951 221				
TOTAL	46 793 681			0	

VALEURS ET SÛRETÉS DONNÉES EN GARANTIE	VALEUR COMPTABLE NETTE	RUBRIQUES DU PASSIF OU DU HORS BILAN ENREGISTRANT LES DETTES OU LES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE REÇUS		MONTANTS DES DETTES OU ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE REÇUS COUVERTS	
		Pension à terme BAM		Pension à terme clientèle	
Bons du trésor et valeurs assimilées	180 695			Pension à terme Ets de crédit	
Hypothèques					
Autres valeurs et sûretés réelles	149 292	Dépôt effets marché monétaire BAM		0	
		BDT donnés en garantie CDG		149 292	
TOTAL	329 987			329 987	

En milliers de DH

TITRES DE CRÉANCE ÉMIS AU 31/12/2013

NATURE TITRES	DATE DE JOUISSANCE	DATE D'ÉCHÉANCE	VALEUR NOMINALE UNITAIRE	TAUX NOMINAL	MODE DE REMBOURSEMENT	MONTANT (1)	DONT		MONTANT NON AMORTI DES PRIMES D'ÉMISSION OU DE REMBOURSEMENT
							ENTREPRISES	AUTRES LIÉES APPARENTÉS	
Certificats de dépôt	01/02/13	31/01/14	100	4,05		84 000			
Certificats de dépôt	01/03/13	28/02/14	100	4,05		105 000			
Certificats de dépôt	22/03/13	21/03/14	100	4,1		76 000			
Certificats de dépôt	05/04/13	04/04/14	100	4,15		215 000			
Certificats de dépôt	19/04/13	18/04/14	100	4,15		50 000			
Certificats de dépôt	24/04/13	23/04/14	100	4,15		114 000			
Certificats de dépôt	26/04/13	25/04/14	100	4,15		70 000			
Certificats de dépôt	31/05/13	30/05/14	100	4,15		608 000			
Certificats de dépôt	16/08/13	15/08/14	100	4,1		448 000			
Certificats de dépôt	16/08/13	15/08/14	100	4,1		2 000			
Certificats de dépôt	07/11/13	06/11/14	100	4,1		213 000			
Certificats de dépôt	05/12/13	04/12/14	100	4,05		196 000			
Certificats de dépôt	05/12/13	04/12/14	100	4,05		3 000			
Certificats de dépôt	06/08/13	04/02/14	100	4		48 000			
Certificats de dépôt	07/05/13	07/04/15	100	4,5		20 000			
Certificats de dépôt	18/04/12	18/04/14	100	4,2		500 000			
Certificats de dépôt	15/03/12	15/03/14	100	4,35		35 000			
Certificats de dépôt	14/12/12	14/11/14	100	4,4		190 000			
Certificats de dépôt	30/09/11	30/09/15	100	4,35		17 000			
Certificats de dépôt	30/09/11	30/09/15	100	4,35		13 000			
Certificats de dépôt	30/09/11	30/09/15	100	4,35		20 000			
Certificats de dépôt	26/04/12	26/04/16	100	4,5		250 000			
Certificats de dépôt	05/11/10	05/11/15	100	4,35		250 000			
Certificats de dépôt	22/04/11	22/04/16	100	4,3		75 000			
Certificats de dépôt	22/04/11	22/04/16	100	4,3		60 000			
Certificats de dépôt	22/04/11	22/04/16	100	4,3		5 000			
Certificats de dépôt	22/04/11	22/04/16	100	4,3		20 000			
Certificats de dépôt	22/04/11	22/04/16	100	4,3		15 000			
Certificats de dépôt	22/04/11	22/04/16	100	4,3		8 000			
Certificats de dépôt	22/04/11	22/04/16	100	4,3		17 000			
Certificats de dépôt	22/04/11	22/04/16	100	4,3		25 000			
Certificats de dépôt	09/06/11	09/06/16	100	4,35		50 000			
Certificats de dépôt	20/10/10	21/01/14	100	4,3		250 000			
Certificats de dépôt	22/04/11	22/04/14	100	4,1		20 000			
Certificats de dépôt	22/04/11	22/04/14	100	4,1		45 000			
Certificats de dépôt	22/04/11	22/04/14	100	4,1		10 000			
Certificats de dépôt	22/04/11	22/04/14	100	4,1		75 000			
Certificats de dépôt	07/02/12	07/02/15	100	4,45		500 000			
Certificats de dépôt	13/08/12	13/02/14	100	4,1		80 000			
Certificats de dépôt	24/10/12	24/04/14	100	4,3		50 000			
Certificats de dépôt	10/01/13	10/12/14	100	4,4		80 000			
Certificats de dépôt	20/02/13	20/01/15	100	4,5		140 000			
Certificats de dépôt	01/03/13	02/02/15	100	4,5		340 000			
Certificats de dépôt	29/03/13	27/02/15	100	4,5		50 000			
Certificats de dépôt	25/12/13	24/11/15	100	4,5		40 000			
Certificats de dépôt	16/08/13	16/10/14	100	4,25		500 000			
Certificats de dépôt	19/09/13	19/11/14	100	4,25		308 000			
Certificats de dépôt	03/10/13	03/12/14	100	4,25		130 000			
Certificats de dépôt	27/05/13	27/05/15	100	1		17 356			
Certificats de dépôt	27/05/13	27/05/15	100	1		2 893			
Certificats de dépôt	27/05/13	27/05/15	100	1		2 893			
Certificats de dépôt	16/12/13	16/12/15	100	1		19 251			

TOTAL

6 462 392

(1) Les chiffres ci-dessus sont présentés hors intérêts courus qui s'élèvent à 169 240 KDH

En milliers de DH

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES AU 31/12/2013

NATURE	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'ex. (1)	Montant des cessions ou retrais au cours de l'ex. (1)	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions		Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'ex.	Dotation au titre de l'exercice			
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	367 966	63 014	7 750	438 730	104 901	27 708	0	132 609	306 121
Droit au bail	128 436	3 100	7 750	139 286	0	0	0	0	139 286
Immobilisations en recherche et développement	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	239 530	59 914	0	299 444	104 901	27 708	0	132 609	166 835
Immobilisations incorporelles hors exploitation									
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 331 775	208 114	-12 138	2 527 751	928 376	128 330	0	1 056 706	1 471 044
• Immeubles d'exploitation	1 299 577	47 347	64 891	1 411 815	402 975	49 711	0	452 686	959 129
Terrain d'exploitation	29 293	0	0	29 293	0	0	0	0	29 293
Immeubles d'exploitation Bureaux	1 238 895	37 681	64 891	1 341 467	387 370	48 417	0	435 787	905 681
Immeubles d'exploitation Logements de fonction	31 389	9 665	0	41 054	15 605	1 294	0	16 899	24 155
• Mobilier et matériel d'exploitation	348 761	21 750	482	370 993	236 653	28 638	0	265 291	105 702
Mobilier de bureau d'exploitation	129 945	4 089	85	134 119	94 461	7 792	0	102 253	31 866
Matériel de bureau d'exploitation	42 379	2 653	397	45 429	36 763	2 452	0	39 215	6 215
Matériel informatique	176 437	15 008	0	191 445	105 429	18 394	0	123 823	67 622
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres matériels d'exploitation									
• Autres immobilisations corporelles d'exploitaon	553 712	46 959	0	600 671	281 439	48 434	0	329 873	270 798
• Immobilisations corporelles hors exploitaon	35 098	135	0	35 233	7 309	1 548	0	8 857	26 376
Terrains hors exploitation	1 500	0	0	1 500	0	0	0	0	1 500
Immeubles hors exploitation	30 837	0	0	30 837	5 972	1 230	0	7 202	23 635
Mobilier et matériel hors exploitation	2 761	135	0	2 896	1 337	318	0	1 655	1 240
Autres immobilisations corporelles hors exploitation									
IMMOBILISATIONS EN COURS	94 627	91 923	-77 511	109 039	0	0	0	0	109 039
TOTAL	2 699 741	271 127	-4 388	2 966 480	1 033 277	156 038	0	1 189 315	1 777 165

Ces rubriques comprennent également les mouvements Entrées et Sorties des immobilisations

En milliers de DH

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

31/12/13

31/12/12

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNÉS	20 847 955	21 143 182
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	-	-
- Crédits documentaires import	-	-
- Acceptations ou engagements de payer		
- Ouvertures de crédits confirmés		
- Engagements de substitution sur émission de titres		
- Engagements irrévocables de crédit-bail		
- Autres engagements de financement donnés	-	-
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE	3 409 683	3 480 090
- Crédits documentaires import	2 035 049	2 166 108
- Acceptations ou engagements de payer	532 111	729 826
- Ouvertures de crédits confirmés		
- Engagements de substitution sur émission de titres		
- Engagements irrévocables de crédit-bail		
- Autres engagements de financement donnés	842 523	584 156
ENGAGEMENTS DE GARANTIE EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	10 460 473	10 388 443
- Crédits documentaires export confirmés	105 249	94 759
- Acceptations ou engagements de payer	12 951	13 102
- Garanties de crédits données	-	-
- Autres cautions, avals et garanties donnés	10 342 273	10 280 582
- Engagements en souffrance		
ENGAGEMENTS DE GARANTIE DE L'ORDRE DE LA CLIENTÈLE	6 977 799	6 889 286
- Garanties de crédits données		
- Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	4 146 195	4 076 797
- Autres cautions et garanties données	2 831 604	2 812 489
- Engagements en souffrance		
AUTRES TITRES À LIVRER	-	385 364
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS	8 172 587	3 194 742
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	-	557 325
- Ouvertures de crédit confirmés		
- Engagements de substitution sur émission de titres		
- Autres engagements de financement reçus	-	557 325
ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	8 172 587	2 622 752
- Garanties de crédits	-	-
- Autres garanties reçues	8 172 587	2 622 752
ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS DE L'ÉTAT ET D'ORGANISMES DE GARANTIE DIVERS	-	-
- Garanties de crédits	-	-
- Autres garanties reçues	-	-
AUTRES TITRES À RECEVOIR	-	14 666

En milliers de DH

COMMISSIONS AU 31/12/2013

COMMISSIONS	MONTANT
COMMISSIONS PERÇUES :	448 106
sur opérations de change	3 201
sur opérations sur titres	3 734
sur engagements sur titres	-
sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	30 834
sur moyens de paiement	116 062
sur activités de conseil et d'assistance	74 694
sur ventes de produits d'assurances	22 488
Commissions de fonctionnement de compte	31 141
Commissions sur prestations de service sur crédit	31 869
sur autres prestations de service	134 083
COMMISSIONS VERSEES :	44 147
sur opérations de change	120
relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	
sur produits dérivés	
sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	-
sur moyens de paiement	34 453
sur activités de conseil et d'assistance	-
sur ventes de produits d'assurances	-
sur autres prestations de service	9 574

En milliers de DH

DÉTAIL DES AUTRES ACTIFS

	31/12/13	31/12/12
ACTIF		
INSTRUMENTS OPTIONNELS ACHETES	3 591	1 052
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES	7 838	63 708
DEBITEURS DIVERS	145 944	50 364
Sommes dues par l'Etat	144 146	48 932
Sommes dues par les organismes de prévoyance	-	-
Sommes diverses dues par le personnel	15	-
Comptes clients de prestations non bancaires		
Divers autres débiteurs	1 783	1 432
VALEURS ET EMPLOIS DIVERS	14 584	12 215
COMPTES DE REGULARISATION	435 615	706 636
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-
Comptes d'écarts sur devises et titres	13 207	11 618
Résultats sur produits dérivés de couverture	-	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices	17 577	19 700
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc	-	-
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	174 870	126 404
Autres comptes de régularisation	229 960	548 914
CRÉANCES EN SOUFFRANCE SUR OPÉRATIONS DIVERSES	-	-
TOTAL	607 571	833 975

En milliers de DH

CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2013

Capitaux propres	Encours 31/12/2012	Affectation du résultat	Autres Variations	Encours 31/12/2013
ÉCARTS DE RÉÉVALUATION				
RÉSERVES ET PRIMES LIÉES AU CAPITAL	3 352 336	0	0	3 352 336
Réserve légale	132 788	0		132 788
Autres réserves	366 714	0		366 714
Primes d'émission, de fusion et d'apport	2 852 834		0	2 852 834
CAPITAL	1 327 884	0	0	1 327 884
Capital appelé	1 327 884		0	1 327 884
Capital non appelé				
Certificats d'investissement				
Fonds de dotations				
ACTIONNAIRES / CAPITAL NON VERSÉ				
REPORT À NOUVEAU (+/-)	2 561 542	342 401	1 513	2 905 457
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE 2012	740 766			0
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE 2013				604 145
TOTAL	7 982 529			8 189 822

En milliers de DH

DÉTAIL DES AUTRES PASSIFS

	31/12/13	31/12/12
PASSIF		
INSTRUMENTS OPTIONNELS VENDUS	3 826	1 571
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES	11 467	11 162
CRÉDITEURS DIVERS	137 832	154 861
Sommes dues à l'Etat	83 949	91 844
Sommes dues aux organismes de prévoyance	35 925	34 118
Sommes diverses dues au personnel	-	-
Sommes diverses dues aux actionnaires et associés	1 617	1 502
Fournisseurs de biens et services	16 827	16 380
Divers autres créditeurs	11 843	11 017
COMPTES DE REGULARISATION	992 658	965 316
Compte de concordance Dirhams/devises	-	-
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-
Comptes d'écarts sur devises et titres	1 091	348
Résultats sur produits dérivés de couverture	-	-
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc	920 674	931 810
Charges à payer et produits constatés d'avance	36 714	24 777
Autres comptes de régularisation	-	-
Comptes transitoires ou d'attente créateur	21 849	8 382
TOTAL	1 145 783	1 132 911

En milliers de DH

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIÉTÉ AU 31/12/2013

CATÉGORIE DES TITRES	PRODUITS PERÇUS
Titres de participation	18 933
Participations dans les entreprises liées	108 855
Titres de l'activité de portefeuille	0
Emplois assimilés	0

TOTAL **127 788**

En milliers de DH

ENGAGEMENTS SUR TITRES AU 31/12/2013

ENGAGEMENTS DONNÉS	MONTANT
Titres achetés à réméré	NÉANT
Autres titres à livrer	NÉANT
ENGAGEMENTS REÇUS	MONTANT
Titres vendus à réméré	NÉANT
Autres titres à recevoir	NÉANT

En milliers de DH

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ÉTRANGÈRE AU 31/12/2013

BILAN	MONTANT
ACTIF:	1 579 011
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	25 451
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	1 095 818
Créances sur la clientèle	25 705
Titres de transaction et de placement et investissement	56 286
Autres actifs	330 917
Titres de participation et emplois assimilés	44 834
Créances subordonnées	
Immobilisations données en crédit-bail et location	
Immobilisations incorporelles et corporelles	
PASSIF:	1 579 011
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	0
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	589 514
Dépôts de la clientèle	919 104
Titres de créance émis	
Autres passifs	70 393
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	
Dettes subordonnées	
HORS BILAN:	
Engagements donnés	9 179 065
Engagements reçus	29 098

En milliers de DH

PROVISIONS DU 01/01/2013 AU 31/12/2013

PROVISIONS	Encours 31/12/2012	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31/12/2013
PROVISIONS DEDUITES DE L'ACTIF, SUR:	2 292 720	655 764	232 113	-23	2 716 349
créances sur les établissements de crédit et assimilés	155				155
créances sur la clientèle	2 220 758	646 004	209 637	-23	2 657 102
titres de placement	43 556	6 491	21 762	0	28 286
titres de participation et emplois assimilés	19 031	3 269	714		21 586
Autres titres de participations	9 220	0	0	0	9 220
immobilisations en crédit-bail et en location					
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	212 170	66 398	30 714	0	247 854
provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	17 132	3 334	2 248	0	18 218
provisions pour risques de change	24				24
provisions pour pertes sur marchés à terme	6 949	1 123	4 523	0	3 549
provisions pour risques généraux et charges	188 065	61 941	23 943		226 063
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions réglementées	0	0	0		0
TOTAL GÉNÉRAL	2 504 890	722 162	262 827	-23	2 964 202

En milliers de DH

OPÉRATIONS DE CHANGE À TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DÉRIVÉS

TITRES	Opérations de couverture		Autres opérations	
	31/12/2013	31/12/2012	31/12/2013	31/12/2012
OPÉRATIONS DE CHANGE À TERME	3 524 663	2 574 967		
Devises à recevoir	1 051 269	537 459		
Dirhams à livrer	791 281	174 803		
Devises à livrer	971 598	1 106 883		
Dirhams à recevoir	710 515	755 822		
Dont swaps financiers de devises				
ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DÉRIVÉS	8 169	22 868		
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt				
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt				
Engagements sur marchés réglementés de cours de change	8 169	22 868		
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change				
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments				
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments				
TOTAL	3 532 832	2 597 835		

En milliers de DH

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DURÉE RÉSIDUELLE AU 31/12/2013

	D<1 mois	1 mois <D< 3 mois	3 mois <D< 1 an	1 an <D<5 ans	D> 5 ans	TOTAL
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	1 088 338	521 208	1 062 304	2 694 283	172 500	5 538 633
Créances sur la clientèle	6 620 276	2 199 979	785 063	6 480 782	14 616 464	30 702 564
Titres de créance	837 184	950 571	457 319	520 830	94 335	2 860 239
Créances subordonnées						
Crédit-bail et assimilé						
TOTAL	8 545 798	3 671 758	2 304 686	9 695 895	14 883 299	39 101 436
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	535 003	46 276	0	0	11 460	592 739
Dettes envers la clientèle	1 940 660	1 845 497	3 578 743	260 464	0	7 625 364
Titres de créance émis	334 000	344 000	3 869 392	1 915 000	0	6 462 392
Emprunts subordonnées					750 000	750 000
TOTAL	2 809 663	2 235 773	7 448 135	2 175 464	761 460	15 430 495

Commentaires:
Conformément au PCEC, cet état présente, hors intérêts courus, les emplois et ressources ayant une échéance contractuelle.
De ce fait, les comptes à vue et les titres de propriété sont exclus de ce tableau.

En milliers de DH

MARGE D'INTÉRÊT AU 31/12/2013

CAPITAUX MOYENS	Montant	Taux de rendement moyen	Coût moyen
Encours moyens des emplois	44 925 824	5,83 %	
Encours moyens des ressources	47 570 068		2,05 %

INTÉRÊTS	Montant 31/12/2013	Dont montant relatif aux exercices précédents	Montant 31/12/2012	Variation due à l'évolution du taux	Variation due à l'évolution des volumes
INTÉRÊTS PERÇUS	2 620 081		2 705 353		
Dont Intérêts sur opérations effectuées avec des entreprises liées					
Dont Intérêts sur créances subordonnées					
INTÉRÊTS VERSÉS	965 481		955 614		
Dont Intérêts sur opérations effectuées avec des entreprises liées					
Dont Intérêts sur dettes subordonnées					

Les encours moyens et intérêts 2013 concernent uniquement les volumes de la clientèle y compris les Sociétés de crédit à la consommation (hors créances compromises).

COMMISSIONS	Montant 31/12/2013	Dont montant relatif aux exercices précédents
Commissions perçues sur engagements de financement donnés	35 639	
Commissions perçues sur engagements de garantie donnés	145 771	
Commissions versées sur engagements de financement reçus	0	
Commissions versées sur engagements de garantie reçus	280	

En milliers de DH

RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ AU 31/12/2013

	MONTANT
PRODUITS ET CHARGES	
PRODUITS	342 327
Gains sur les titres de transaction	157 736
Plus value de cession sur titres de placement	5 742
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	19 590
Gains sur les produits dérivés	4 200
Gains sur les opérations de change	155 060
CHARGES	123 228
Pertes sur les titres de transaction	82 125
Moins value de cession sur titres de placement	16 872
Dotations aux provisions sur dépréciation des titres de placement	6 463
Pertes sur les produits dérivés	4 775
Pertes sur opérations de change	12 993

RÉSULTAT

219 099

En milliers de DH

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION AU 31/12/2013

	MONTANT
CHARGES	
CHARGES DE PERSONNEL	786 190
COMMENTAIRES	
Dont salaires et appointements	460 499
Dont primes et gratifications	77 088
Dont charges d'assurances sociales	134 279
Dont charges de retraite	6 011
Dont charges de formation	15 097
Dont autres charges de personnel	93 216
IMPÔTS ET TAXES	18 411
COMMENTAIRES	
Taxe urbaine et taxe d'édilité	2 557
Patente	12 363
Droits d'enregistrements	0
Timbres fiscaux et formules timbrées	77
Taxe sur les véhicules	0
Autres impôts, taxe et droits assimilés	3 413
CHARGES EXTERNES	400 991
COMMENTAIRES	
Dont loyers de crédit-bail et de location	50 027
Dont frais d'entretien et de réparation	67 843
Dont rémunérations d'intermédiaire, et honoraires	37 520
Prime d'assurance	1 857
Frais d'électricité, d'eau, de chauffage et de combustible	20 793
Dont transports et déplacements	44 243
Mission et réception	8 488
Dont publicité et publication	51 658
Frais postaux et télécommunications	76 851
frais de recherche et de documentation	626
frais de conseils et d'assemblée	610
Dons et cotisations	3 743
Fournitures de bureau et imprimés	10 333
Dont autres charges externes	26 398
AUTRES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	0
COMMENTAIRES	
Dont pénalités et débits	0
Dont diverses autres charges générales d'exploitation	0
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	162 780
COMMENTAIRES	

En milliers de DH

AUTRES PRODUITS ET CHARGES AU 31/12/2013

PRODUITS ET CHARGES	MONTANT
AUTRES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES	87 524
Autres produits bancaires	349 047
Autres charges bancaires	261 523
COMMENTAIRES	
Dont gains sur titres de transaction	157 736
Dont plus-values de cession sur BDT	5 742
Dont Produits sur engagements sur titres	0
Dont Produits sur engagements sur produits dérivés	4 200
Dont produits sur opérations de change	158 260
Dont Divers autres Produits bancaires	3 519
Dont reprises de provision p/dep des titres de placement	19 590
Dont pertes sur titres de transaction	82 125
Dont MOINS-values de cession sur BDT	16 872
Dont charges sur moyens de paiement	34 453
Dont autres charges sur prestations de service	9 574
Dont charges sur engagements de titres	0
Dont charges sur produits dérivés	4 775
Dont pertes sur opérations de change	13 113
Dont cotisation au fonds de garantie des dépôts	83 416
Dont dotations aux prov depreciait des titres de placement	6 463
Diverses charges bancaires	10 732
PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	MONTANT
PRODUITS D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	2 301
CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	718
COMMENTAIRES	
• Produits	
- dont produits sur valeurs et emplois divers	0
- dont plus-values de cession sur immobilisations financières	138
- dont plus-values de cession sur immobilisations incorp et corporelles	0
- dont produits accessoires	1 095
- dont autres produits d'exploitation non bancaire	1 068
• Charges	
- dont autres charges sur valeurs et emplois divers	707
- dont moins-values de cession sur immobilisations.	11
AUTRES CHARGES	MONTANT
DOTATION AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	791 817
COMMENTAIRES	
Dont dotations aux provisions pour créances en souffrance	646 004
Dont pertes sur créances irrécouvrables	80 350
Dont dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	3 269
Dont dotations aux provisions pour risques d'exécut d'engag par signature	3 334
Dont dotations aux provisions pour autres risques et charges	58 829
Dont dotations aux provisions réglementées	0
Dont dotations aux autres provisions	31
AUTRES PRODUITS	MONTANT
REPRISES DE PROVISIONS ET RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	242 788
COMMENTAIRES	
dont reprise de provisions pour créances en souffrance	209 638
dont récupérations sur créances amorties	599
dont reprise aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	714
dont reprise de provisions pour risque d'exécut d'engag p signat	2 248
dont reprise de provisions pour autres risques et charges	27 416
dont reprise de provisions réglementées	0
dont reprise des autres provisions	2 172
PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS	MONTANT
PRODUITS NON COURANTS	1 530
CHARGES NON COURANTES	18 981

En milliers de DH

RÉPARTITION DU CAPITAL SOCIAL AU 31/12/2013

MONTANT DU CAPITAL					1 327 884
MONTANT DU CAPITAL SOCIAL SOUSCRIT ET NON APPELÉ					
VALEUR NOMINALE DES TITRES					100 DH
Noms des principaux actionnaires ou associés					
	Adresse	Exercice précédent	Nombre de titres détenus Exercice actuel	Part du capital détenue %	
BNP PARIBAS BDDI-PARTICIPATIONS	1, BD HAUSSMANN 75009- PARIS FRANCE	8 862 017	8 862 017	66,74 %	
AXA ASSURANCE MAROC	122, AVENUE HASSAN II CASABLANCA	1 138 174	1 138 174	8,57 %	
ATLANTA	181, Bd d'ANFA CASABLANCA	555 750	555 750	4,19 %	
SANAD	181, Bd d'ANFA CASABLANCA	477 487	477 487	3,60 %	
DIVERS ACTIONNAIRES		2 245 415	2 245 415	16,91 %	
TOTAL		13 278 843	13 278 843	100,00 %	En milliers de DH

AFFECTATION DES RÉSULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE AU 31/12/2013

	MONTANT		MONTANT
A- ORIGINE DES RÉSULTATS AFFECTÉS (AGO DU 10 MAI 2013)		B- AFFECTATION DES RÉSULTATS	
Report à nouveau	2 561 542	Réserve légale	0
Résultats nets en instance d'affectation		Dividendes	396 852
Résultat net de l'exercice	740 766	Autres affectations	0
Prélèvements sur les bénéfices		Report à nouveau (1)	2 905 457
Autres prélèvements	0		
TOTAL A	3 302 308	TOTAL B	3 302 308

(1) Dont un montant de 1 513 KMAD représentant les dividendes sur actions BMCI (non distribués et affectés au report à nouveau)

En milliers de DH

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MÊME BÉNÉFICIAIRE AU 31/12/2013

Nombre	Montant global des risques	Montant des risques dépassant 10 % des fonds propres		
		Crédits par décaissement	Crédits par signature	Montant des titres détenus dans le capital des bénéficiaires
6	13 903 259	7 699 512	5 960 858	242 889

En milliers de DH

VENTILATION DES RÉSULTATS PAR MÉTIER OU POLE D'ACTIVITÉ AU 31/12/2013

	ACTIVITÉ I	ACTIVITÉ II	ACTIVITÉ III	ACTIVITÉ IV	TOTAL
PRODUIT NET BANCAIRE					2 852 720
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION					1 483 375
RÉSULTAT AVANT IMPÔT					919 450

COMMENTAIRES

Le système d'information actuel de la banque ne permet pas le découpage des résultats par activité. Cette analyse serait faisable dans le cadre du nouveau système d'information en cours de déploiement au sein de la banque.

En milliers de DH

PASSAGE DU RÉSULTAT NET COMPTABLE AU RÉSULTAT NET FISCAL AU 31/12/2013

	MONTANT	MONTANT
RÉSULTAT NET COMPTABLE	604 145	
Bénéfice net	604 145	
Perte nette		
RÉINTÉGRATIONS FISCALES	375 339	
1. COURANTES	9 617	
Cadeaux à la clientèle	3 000	
Redevances et locations non déductibles	594	
Pénalités et amendes	0	
dons , subventions et cotisations	415	
Sponsoring & Mécénat culturel	1 644	
Frais de réception et événements exceptionnels	3 964	
Charges du personnel non déductibles	0	
2. NON COURANTES	365 722	
IS	315 305	
Pertes sur créances et comptes soldés (non couvertes par des provisions)	10 349	
Charges non courantes	18 789	
Provision pour risque général et fiscal	21 279	
DÉDUCTIONS FISCALES		127 308
1. COURANTES		127 308
Dividendes		127 308
2. NON COURANTES		0
Reprise de provision pour investissement		0
Reprise de provision pour litiges et autres		0
TOTAL	979 484	127 308
RÉSULTAT BRUT FISCAL		MONTANTS
Bénéfice brut si T1 > T2 (A)		852 176
Déficit brut fiscal si T2 > T1 (B)		
REPORTS DÉFICITAIRES IMPUTES (C) (1)		0
Exercice n - 4		
Exercice n - 3		
Exercice n - 2		
Exercice n - 1		
RÉSULTAT NET FISCAL		
Bénéfice net fiscal (A - C)		852 176
ou déficit net fiscal (B)		
CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFÉRÉS		
CUMUL DES DÉFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER		0
Exercice n - 4		
Exercice n - 3		
Exercice n - 2		
Exercice n - 1		

(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)

En milliers de DH

TITRES ET AUTRES ACTIFS GÉRÉS OU EN DÉPÔTS AU 31/12/2013

TITRES	NOMBRE DE TITRES		Montants en milliers de DH	
	31/12/13	31/12/12	31/12/13	31/12/12
Titres dont l'établissement est dépositaire			63 320 338	59 833 000
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Titres d'OPCVM domiciliée dont l'établissement est dépositaire			12 485 483	11 644 000
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire				
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion				

En milliers de DH

COMPTES DE LA CLIENTÈLE

	31/12/13	31/12/12
Comptes courants	48 121	44 786
Comptes chèques des marocains résident à l'étranger	74 735	62 294
Autres comptes chèques	332 499	311 439
Comptes d'affacturage	698	724
Comptes d'épargne	243 300	215 984
Comptes à terme	3 368	3 479
Bons de caisse	292	369
Autres comptes de dépôts	33 518	32 521

En nombres

RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

	31/12/13	31/12/12	31/12/11
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILÉS	8 944 597	8 737 198	7 572 473
OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE			
1- Produit net bancaire	2 852 720	2 837 909	2 712 562
2- Résultat avant impôts	919 450	1 128 566	1 217 458
3- Impôts sur les résultats	315 305	387 800	376 109
4- Bénéfices distribués	398 365	331 971	331 971
5- Résultats non distribués (mis en réserve ou en instance d'affectation)	342 401	509 378	486 331
RÉSULTAT PAR TITRE (EN DIRHAMS)			
Résultat net par action ou part sociale	45,50	55,79	63,36
Bénéfice distribué par action ou part sociale	30	30	25
PERSONNEL			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	753 012	706 140	623 056
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	3 076	2 902	2 616

En milliers de DH

DÉTERMINATION DU RÉSULTAT COURANT APRÈS IMPÔTS AU 31/12/2013

I. DÉTERMINATION DU RÉSULTAT	MONTANT
Résultat courant d'après le compte de produits et charges	936 900
Réintégrations fiscales sur opérations courantes (+)	9 617
Déductions fiscales sur opérations courantes (-)	127 308
Résultat courant théoriquement imposable (=)	819 209
Impôt théorique sur le résultat courant (-)	303 107
Résultat courant après impôts (=)	516 102

II. INDICATIONS DU RÉGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYÉS PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LÉGALES SPÉCIFIQUES

NÉANT
En milliers de DH

DÉTAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE AU 31/12/2013

NATURE	SOLDE AU DÉBUT DE L'EXERCICE	OPÉRATIONS COMPTABLES DE L'EXERCICE	DÉCLARATIONS TVA DE L'EXERCICE	SOLDE FIN D'EXERCICE
A. T.V.A. COLLECTÉE	35 763	387 356	387 455	35 664
• Tva collectée	33 929	370 442	370 314	34 058
• Tva collectée sur DAT	1 834	16 913	17 142	1 606
B. T.V.A. RÉCUPÉRABLE	23 206	169 843	168 375	24 674
• Sur charges	20 136	121 222	127 786	13 573
• Sur immobilisations	3 070	48 621	40 589	11 102
B. T.V.A. DUE OU CRÉDIT DE TVA = (A - B)	12 557	217 513	219 081	10 990

En milliers de DH

RÉMUNÉRATIONS ET ENGAGEMENTS EN FAVEUR DES DIRIGEANTS AU 31/12/2013

Montant des rémunérations allouées	15 883
Crédits par décaissement	37 905
Montant des engagements de garantie donnés	
Engagements de retraite pour membres actuels	
Engagements de retraite pour anciens membres	

En milliers de DH

EFFECTIFS AU 31/12/2013

	31/12/13	31/12/12
EFFECTIFS		EN NOMBRE
Effectifs rémunérés	3 107	2 960
Effectifs utilisés	3 025	2 895
Effectifs équivalent plein temps	3 025	2 895
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)	1 010	1 032
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	2 016	1 864
Cadres (équivalent plein temps)	1 134	997
Employés (équivalent plein temps)	1 891	1 898
dont effectifs employés à l'étranger	0	0

RÉSEAU AU 31/12/2013

	31/12/13	31/12/12
RÉSEAU		EN NOMBRE
Guichets permanents	355	342
Guichets périodiques	0	0
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque	393	370
Succursales et agences à l'étranger	0	0
Bureaux de représentation à l'étranger	0	0

AU 31 DÉCEMBRE 2013

Rapport général des Commissaires aux Comptes Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2013

Aux Actionnaires de la Banque Marocaine pour le Commerce et l'Industrie (BMCI)

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joint, de la BANQUE MAROCAINE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE (BMCI), comprenant le bilan, le hors-bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2013. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de 8.944.597 KMAD, dont un bénéfice net de 604.145 KMAD.

Responsabilité de la Direction

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'Auditeur

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion sur les états de synthèse

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la BANQUE MAROCAINE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE au 31 décembre 2013 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Directoire destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la Banque.

Casablanca, le 07 Mars 2014

Les Commissaires aux Comptes

PwC Maroc

PwC Maroc S.A.R.L.
35, Rue Aziz Belkacem, Majma'at 20330 - Casablanca
T : +212 (0) 522 23 88 00 - F : +212 (0) 522 23 88 70
RC : 16910 - N° : 35772764
IF : 0110970 - N° : 77667045
Mohamed Rqibate
Associé

MAZARS AUDIT ET CONSEIL

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
101, Bd. Abdelmoumen
20 360 CASABLANCA
Tél. : 0522 423 423 (L.G.)
Fax : 522 422 400
Kamal Mokdad
Associé Gérant



CONSEIL DE SURVEILLANCE

Rapport du Conseil de Surveillance Assemblée Générale Ordinaire du 7 mai 2014

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire annuelle en application des dispositions de nos statuts et de celles de la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes telle que modifiée et complétée, à l'effet de vous rendre compte de l'activité de votre Banque et de ses filiales au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2013, des résultats dégagés, et soumettre à votre approbation les comptes et la gestion de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

En vertu de la loi, le Conseil de Surveillance doit présenter à votre Assemblée ses observations sur le rapport du Directoire ainsi que sur les comptes de l'exercice écoulé.

Les convocations prescrites par la loi ont été valablement effectuées et les documents et pièces prévus par les dispositions légales en la matière ont été tenus à votre disposition au siège social, dans les délais impartis.

Dans le cadre de sa mission et conformément à la loi, le Conseil de Surveillance de votre Banque a tenu des réunions à l'occasion desquelles il a examiné notamment les rapports de gestion et d'activité périodiques présentés par le Directoire.

Courant 2013, le Conseil de Surveillance s'est réuni à (4) quatre reprises, respectivement, en date des 8 mars, 4 septembre, 4 octobre et 20 décembre 2013.

Les sujets traités au cours de sa réunion du 8 mars, avaient été portés à votre connaissance au moment de la présentation de notre rapport à l'occasion de la tenue de votre Assemblée Générale Ordinaire du 10 mai 2013 ayant statué sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2012.

Dans sa réunion du 4 septembre, le Conseil de Surveillance a examiné et commenté le contenu du rapport de gestion présenté par le Directoire et qui a traité notamment l'activité et résultats de la Banque au 30 avril 2013.

Les réunions des 4 octobre et 20 décembre ont été consacrées essentiellement à l'examen et la discussion des rapports de gestion présentés par le Directoire et qui ont porté particulièrement sur :

- L'analyse des résultats de la Banque aux 30 juin, 31 août et 31 octobre ainsi que les résultats consolidés du Groupe BMCI à fin juin 2013.
- Le point sur le suivi des préconisations de l'Inspection Générale, des prises ou cessions de participations, des acquisitions ou cessions des locaux.
- Le point sur le réseau d'agences ainsi que l'examen de l'état d'avancement et la contribution de nouvelles agences.
- Les décisions de crédits, limites et expositions par type de risque, les opérations remarquables, les acquisitions ou cessions de titres de la Banque.
- L'Estimé 2013 et projet de Budget 2014.
- Le comparatif des résultats des principales banques au 30 juin 2013.
- Les résultats de l'enquête d'image et de notoriété.
- Un point sur le projet Simple & Efficient.
- Nomination d'un nouveau président du directoire BMCI et d'un membre du directoire.

Dans sa réunion du 4 octobre 2013, le conseil a procédé à la nomination de Monsieur Laurent DUPUCH en qualité de Président du Directoire, en remplacement de Monsieur Jacques ARDANT qui a été appelé à exercer de nouvelles fonctions au sein du groupe BNP Paribas.

Le Président du Conseil souligne l'excellent travail qu'a accompli Jacques ARDANT durant les cinq années où il a réussi, dans une conjoncture difficile, à maintenir les indicateurs d'activité de la banque à un niveau performant et à lancer de grands projets structurants et transformants comme le multicanal, la banque privée, la réorganisation et l'extension du réseau.

Monsieur Laurent DUPUCH qui succède à Monsieur Jacques ARDANT, était précédemment Administrateur Directeur Général de BNP Paribas Al Djazair en Algérie. Son cursus professionnel témoigne d'une expérience riche et diversifiée au sein du groupe BNP Paribas et d'une connaissance concrète de la banque qui lui permet de poursuivre la dynamique de développement de la BMCI.

Dans sa réunion du 20 décembre 2013, le Conseil, outre l'examen des points ci-dessus indiqués a constaté le départ de Monsieur Najib RAIHANI qui a fait valoir ses droits à la retraite. Le Président du conseil n'a pas manqué de souligner le dévouement de Najib RAIHANI tout au long de sa carrière au sein de la banque lequel a mis sans réserve ses compétences professionnelles au service de la banque et a mené ses missions avec engagement et détermination.

Tous les membres du conseil ont pris la parole pour remercier Najib RAIHANI pour sa grande contribution au développement de la banque et ont exprimé toute leur gratitude pour les années de service au sein de la BMCI.

Le Conseil pour succéder à Najib RAIHANI, a désigné Idriss BENSMAIL, membre du directoire en charge du « Corporate Banking ». Diplômé de l'EDHEC Business School, Idriss BENSMAIL, compte une expérience de près d'une quinzaine d'années dans le secteur bancaire et financier à l'international, notamment au sein du groupe BNP Paribas. Idriss BENSMAIL a rejoint la BMCI en 2012 et il a successivement occupé les postes de directeur du développement commercial puis directeur adjoint du Corporate Banking.

A cours de la même réunion, le Conseil a pris acte de la démission de Marie Claire CAPOBIANCO de ses fonctions de membre du conseil de surveillance, compte tenu de ses obligations professionnelles au sein du groupe BNP Paribas.

Il lui adresse ses remerciements pour sa grande contribution au développement de la banque, notamment au lancement de la banque privée à la BMCI et à la conquête de la clientèle des MRE en favorisant les synergies avec le réseau BDDF (BNP Paribas).

Le Conseil et à l'unanimité de ses membres, décide de coopter en ses lieu et place, Sofia MERLO, Responsable Wealth Management BNP Paribas.

Courant 2013, et avant la présente Assemblée Générale Ordinaire annuelle, le Conseil de Surveillance s'est réuni le 8 mars pour examiner notamment le rapport de gestion du Directoire relatif aux comptes de l'exercice 2013, faire le point sur l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire, le projet de texte des résolutions à lui soumettre ainsi que le rapport du Conseil de Surveillance à la présente Assemblée Générale Ordinaire.

Le Conseil a examiné également les limites et expositions par type de risque et les conventions conclues par la BMCI.

En outre, le Conseil a décidé de convoquer l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle, devant statuer sur les comptes de l'exercice 2013, pour le 7 mai 2014 à 9 heures 30 à l'hôtel SOFITEL.

Nous vous informons que conformément à la loi, le Conseil de Surveillance doit présenter à votre Assemblée Générale Ordinaire des observations sur le rapport de gestion du Directoire ainsi que sur les comptes de l'exercice 2013.

Rapport de Gestion du Directoire au 31 décembre 2013

Nous avons examiné le rapport de gestion établi par le Directoire pour l'exercice 2013 et nous nous sommes assurés, après vérification et contrôle, de sa conformité avec les dispositions légales prévues en la matière.

L'exercice social clos au 31 décembre 2013 fait apparaître les principaux indicateurs de l'activité de la Banque (en milliers de dirhams) :

• Total bilan	61 661 908
• Produit net bancaire	2 852 720
• Résultat avant impôts	919 450
• Impôts sur les sociétés	315 305
• Résultat net après impôts	604 145

Présentation des comptes annuels

Les états de synthèse de l'exercice clos au 31 décembre 2013 que nous soumettons à votre approbation, qui après contrôle et vérification, n'appellent aucune remarque particulière de notre part. Ils sont établis par le Directoire conformément aux règles prévues par la réglementation en vigueur.

Vos commissaires aux comptes vous présenteront leur rapport sur les comptes et résultats au 31 décembre 2013 ainsi que leur rapport spécial sur les conventions réglementées par la Loi.

Rapport sur les questions inscrites à l'ordre du jour et projet de résolutions

Les documents suivants établis par le Directoire ont été vérifiés et contrôlés par le Conseil de Surveillance en l'occurrence :

- Les questions portées à l'ordre du jour de votre Assemblée
- Le rapport relatif à ces questions
- Le projet d'affectation du résultat
- Le projet de texte de résolutions

Nous nous sommes assurés de leur conformité avec la loi et les statuts de la Banque.

Enfin et malgré la conjoncture difficile marquée par un ralentissement de l'activité, l'ensemble des collaborateurs de la Banque n'ont ménagé aucun effort pour atteindre les objectifs assignés par l'établissement. A ce titre, le Conseil remercie l'ensemble du personnel de la banque pour sa mobilisation et son dévouement.

Par ailleurs, votre Conseil se tient à votre disposition pour vous donner tous renseignements complémentaires qui pourraient vous être nécessaires et vous remercie de l'attention particulière à laquelle vous avez fait preuve à l'occasion de la présentation du présent rapport.

RÉSOLUTIONS APPROUVÉES

Assemblée Générale Ordinaire du 7 mai 2014

Première Résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du rapport du Conseil de Surveillance, du rapport de gestion du Directoire et du rapport des Commissaires aux comptes, approuve lesdits rapports.

Elle approuve les comptes, le bilan et le compte de produits et charges de l'exercice 2013, tels qu'ils lui ont été présentés et se soldant par un bénéfice net comptable de 604 144 594,45 dirhams.

Deuxième Résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes, sur les conventions visées à l'article 95 et suivants de la loi 17-95 relative aux sociétés anonymes telle que modifiée et complétée par la loi 20-05, approuve ledit rapport.

Troisième Résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire, par suite de l'adoption des résolutions qui précèdent, donne quitus entier et sans réserve aux membres du Directoire et au Conseil de Surveillance pour l'accomplissement de leurs mandats pendant l'exercice écoulé.

Quatrième Résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire constate l'arrivée à échéance du mandat des commissaires aux comptes :

- Le cabinet Mazars Audit et Conseil
Représenté par Monsieur Kamal MOKDAD
104 bis, Boulevard Abdelmoumen
20340-Casablanca
- La société Pw.C Maroc
Anciennement JPC Audit
Représentée par Monsieur Mohamed RQIBATE
35, Rue Aziz Bellal-Maârif
20330-Casablanca

L'Assemblée après délibération décide de nommer le Cabinet Mazars Audit et Conseil et le Cabinet Deloitte en qualité de nouveaux Commissaires aux comptes, et ce pour une durée de (3) trois exercices.

Leur mandat expirera lors de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31/12/2016.

Cinquième Résolution

L'Assemblée Générale décide d'affecter comme suit le bénéfice de l'exercice 2013, s'élevant à la somme de 604 144 594,45 dirhams :

AFFECTATION	MONTANT (en dirhams)
• Réserve légale (minimum légal déjà atteint)	0,00 RESTE 604 144 594,45
• Réserve non distribuable	0,00 RESTE 604 144 594,45
• Report à nouveau	2 905 456 531,30 TOTAL 3 509 601 125,75
• Dividendes: (13 278 843 actions × 30,00 DH = 398 365 290,00)	398 365 290,00
RESTE À REPORTER À NOUVEAU	3 111 235 835,75

Du fait de cette affectation, le dividende de l'exercice 2013 est fixé à 30,00 dirhams par action.

Il sera mis en paiement à partir du 04/06/2014 au siège social de la BMCI.

Sixième Résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire décide de fixer le montant des jetons de présence, à allouer aux membres du Conseil de Surveillance au titre de l'exercice 2013, à un montant global brut de 3 900 000,00 dirhams.

Le Conseil de Surveillance répartira cette somme entre ses membres dans les proportions qu'il jugera convenables.

Septième Résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire agissant aux termes des articles 279, 281 de la loi N° 17-95, relative aux sociétés anonymes telle que modifiée et complétée, du décret n°2-10-44 et de la circulaire du CDVM modifiée le 8 avril 2013, et après avoir entendu lecture du rapport du Conseil de surveillance, a examiné l'ensemble des éléments contenus dans la notice d'information, et en vue de régulariser le marché des actions BMCI en bourse, autorise expressément le programme de rachat par BMCI de ses propres actions en bourse arrêté par le Directoire.

L'Assemblée Générale Ordinaire fixe ainsi les modalités de cette opération d'acquisition et de cession comme suit :

- Prix maximum d'achat⁽¹⁾ 1 030 Dirhams / par action
- Prix minimum de vente⁽²⁾ 680 Dirhams / par action
- Nombre maximum d'actions à acquérir 1 % du capital (soit 132 788 actions)
- Délai d'autorisation 12 mois

⁽¹⁾ Il s'agit des limites de cours hors frais d'achat.

⁽²⁾ Il s'agit des limites de cours hors frais de vente.

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs sans exception ni réserve au Directoire à l'effet de procéder, dans le cadre des limites fixées ci-dessus, à l'exécution de ce programme de rachat.

Huitième Résolution

L'Assemblée Générale ratifie la nomination en qualité de membre du Conseil de Surveillance de Madame Sofia MERLO, faite par cooptation par le conseil de surveillance dans sa séance du 20 décembre 2013.

Elle vient en remplacement de Mme Marie Claire CAPOBIANCO dont son mandat de membre du Conseil de Surveillance expirera lors de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2014.

Neuvième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie du présent procès-verbal pour effectuer toutes les formalités prévues par la loi.

Le Conseil de Surveillance

NOTRE RÉSEAU

ENTITÉS

CASA 2 MARS MECHOUAR

97, avenue 2 Mars et angle
rue Athènes
Tél. : 05 22 85 79 70
Fax : 05 22 42 50 93

CASA AIN BORJA

150, angle bd Ibn Tachfine
et rue Zineb Ishak
Tél. : 05 22 63 31 70
Fax : 05 22 62 00 53

CASA AIN SEBAÂ

Route de Rabat Km 7 - Ain Sebaâ
Tél. : 05 22 34 59 00
Fax : 05 22 42 50 80

CASA AKID ALLAM

Angle bd Akid Alam & rue 58
Quartier Sadri
Tél. : 05 22 69 98 00
Fax : 05 22 72 47 74

CASA CITE DJEMAÂ

Bd Driss Harti Rés. Rida n° 1551
Hay Mly Rachid - Al Baraka
Tél. : 05 22 55 99 30
Fax : 05 22 42 50 84

CASA GHANDI

92, bd Ghandi
Tél. : 05 22 97 83 52
Fax : 05 22 42 50 91

CASA HAY EL FARAH

351, bd Abachouaib Doukkali
Hay El Farah
Tél. : 05 22 85 92 76
Fax : 05 22 42 57 43

CASA JARDINS D'ANFA

Angle bd du Lido et
Sidi Abderrahmane
Tél. : 05 22 79 91 20
Fax : 05 22 79 70 60

CASA LA COLLINE

Lotissement la Colline 2 lot n° 3
Rte de Nouaceur - Sidi Maârouf
Tél. : 05 22 78 58 30
Fax : 05 22 78 60 83

CASA LA GIRONDE

Angle bd Gironde & rue Blaye, n° 61
Tél. : 05 22 54 87 15
Fax : 05 22 42 50 04

CASA LALLA YACOUT

38, avenue Lalla Yacout
Tél. : 05 22 88 61 36
Fax : 05 22 42 57 00

CASA MAÂRIF

210, bd Zerktouni
Tél. : 05 22 42 75 30
Fax : 05 22 42 51 00

CASA MOHAMMED V

26, Place Nations Unies
Tél. : 05 22 46 10 00
Fax : 05 22 26 57 29

CASA OASIS

258-260, bd Ghandi
Tél. : 05 22 99 72 90
Fax : 05 22 95 50 92

CASA RACINE

181, angle bd Anfa et rue Halima
Saadia - Tour Balzac
Tél. : 05 22 95 27 87
Fax : 05 22 39 01 56

CASA SUD

Route de Taddart n° 60,
Lot. Bagatelle - Quartier Polo
Tél. : 05 22 85 70 20
Fax : 05 22 42 51 80

AGADIR CENTRE

Avenue du Général Kettani
Tél. : 05 28 82 96 10
Fax : 05 22 42 50 12

AGADIR EST

Av. Hassan 1^{er} - Im. Safaa
Tél. : 05 28 21 91 94

AGADIR SUD

(Inezgane) - Bd Mohammed V
Tél. : 05 28 33 98 00
Fax : 05 22 42 50 13

BENI MELLAL

Bd des FAR
Tél. : 05 23 42 50 60
Fax : 05 23 42 04 18

BERRECHID

Route de Casa 26100
Tél. : 05 22 53 57 00
Fax : 05 22 42 57 12

EL JADIDA MOHAMMED V

Avenue Mohammed VI, n° 10
Tél. : 05 23 37 91 50
Fax : 05 22 42 50 11

FÈS

3, place Houssein de Jordanie
Route d'Immouzer
Tél. : 05 35 94 82 00
Fax : 05 22 42 57 23

KENITRA SUCCURSALE

Ag. bd Chakib Arsalane & bd Med V
Tél. : 05 37 36 90 00
Fax : 05 22 42 50 34

MARRAKECH CENTRE

35, bd Zerktouni - Guéliz
Tél. : 05 24 42 45 70
Fax : 05 22 42 51 06

MARRAKECH EST

Angle bd Hassan II
Complexe Dawliz
Tél. : 05 24 42 47 64
Fax : 05 22 42 52 66

MARRAKECH OUEST

Av. Abdelkrim Al Khattabi, 146 D
Résidence Dar Essaâda
Tél. : 05 24 29 93 20
Fax : 05 22 42 52 23

MEKNES

6, angle avenue des FAR &
rue Jabrane Khalil Jabrane
Tél. : 05 35 40 46 80
Fax : 05 22 42 50 51

MOHAMMEDIA HASSAN II

Bd Hassan II - Quartier Soleil
Tél. : 05 23 31 85 93
Fax : 05 22 42 52 57

NADOR MASSIRA

Place Massira
Tél. : 05 36 32 91 42
Fax : 05 22 42 57 16

OUIDJA

Bd Med V angle bd Istiklal
Tél. : 05 36 70 92 30
Fax : 05 22 42 05 29

RABAT CENTRE

Angle av. Med V et Hadikat Attaif
Tél. : 05 37 21 77 30
Fax : 05 22 42 57 17

RABAT SOUISSI

22, av. Med VI angle rue Sounboursa
Tél. : 05 37 63 53 47
Fax : 05 22 42 51 23

SALE

51, rue Sidi Turki av. 2 mars
Tél. : 05 37 84 90 25
Fax : 05 22 42 50 41

TANGER MED

Angle Bd Youssef Ibn Tachfine &
rue Madrid
Tél. : 05 39 34 95 26
Fax : 05 22 42 57 26

TANGER VILLE

48, bd Pasteur
Tél. : 05 39 33 92 66
Fax : 05 22 42 57 47

TEMARA

91, Amal O, avenue Massira J5 CYM
Rabat 10000
Tél. : 05 37 28 91 30
Fax : 05 22 42 52 48

TÉTOUAN

Angle av des FAR et bd Med Daoud
Tél. : 05 39 70 98 36
Fax : 05 39 97 47 85

CENTRES D'AFFAIRES**CASA EMILE ZOLA**

Ag. bd Emile Zola & rue de Provins
Tél. : 05 22 46 05 60
Fax : 05 22 42 51 40

CASA HASSAN II

Ag. bd Hassan II et rue Allal El Fassi
Tél. : 05 22 43 74 67
Fax : 05 22 42 50 95

CASA LA COLLINE

Lotissement La Colline II
Lot n° 3 Route de Nouasser
Sidi Maârouf
Tél. : 05 22 78 58 30
Fax : 05 22 90 54 62

CASA MAÂRIF ROUDANI

294, bd Brahim Roudani
Tél. : 05 22 99 85 60
Fax : 05 22 23 40 59

CASA NATIONS UNIES

26, Place des Nations Unies
Tél. : 05 22 46 10 39
Fax : 05 22 22 32 64

CASA ZENATA

Lot Karam n° 8 - Route côtière
111 Km 10 - Aïn Sebâa
Tél. : 05 22 34 67 50
Fax : 05 22 42 57 66

AGADIR KETTANI

Avenue du Général Kettani
Cité Administrative
Tél. : 05 28 82 96 10
Fax : 05 22 42 57 07

MARRAKECH

Angle av. Med VI & rue Al Hoceima
Tél. : 05 24 42 47 00
Fax : 05 22 42 57 11

MEKNES

Zenkat Al Wahda Al Afriquia
Tél. : 05 35 40 46 80
Fax : 05 22 42 50 22

MOHAMMEDIA

25, bd Mohammed V
Tél. : 05 23 31 97 60
Fax : 05 22 42 57 03

RABAT

Angle av. Med VI & Ibrahim Tadili
Route de Zaair
Tél. : 05 37 63 32 30
Fax : 05 22 42 50 70

TANGER

Ag. bd Youssef Ibn Tachfine
et bd de Madrid
Tél. : 05 39 34 95 00
Fax : 05 22 42 50 63

FILIALES**BMCI ASSET MANAGEMENT**

25, bd Massira El Khadra - 2^e étage
Casablanca
Tél. : 05 22 92 69 00
Fax : 05 22 99 03 93

BMCI ASSURANCE

36 A, bd d'Anfa - Rés. Anafé
1^{er} étage - Casablanca
Tél. : 05 22 42 01 80
Fax : 05 22 20 09 21

BMCI BANQUE OFFSHORE

Lot 46 D Zone Franche
d'Exportations de Tanger - Route
de Rabat - Tanger
Tél. : 05 39 39 84 20
Fax : 05 22 42 59 99

BMCI BOURSE

Bd Bir Anzarane
Immeuble Romandie I - Maârif
Casablanca
Tél. : 05 22 95 38 00
Fax : 05 22 39 32 09

**Pour consulter la liste
complète des agences
BMCI, connectez-vous
sur www.bmci.ma**



BMCI

GROUPE BNP PARIBAS

BANQUE MAROCAINE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE
S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance
au capital de 1 327 884 300 Dirhams
Siège Social: 26, place des Nations Unies - Casablanca - Maroc
Tél: +212 (0) 5 22 46 10 00

